

Michel Baury

Juin-août 1944 :

**La falsification allemande autour du massacre
d'Oradour et de la libération de Limoges**

6 janvier 2012

Préface générale

La rédaction des trois essais historiques qui suivent repose pour l'essentiel sur la collecte de la mémoire orale : une méthode peu pratiquée par les historiens de formation plus orientés dans leur recherche universitaire vers la référence écrite.

La mémoire orale présente, en effet, de nombreux inconvénients. Elle apparaît d'abord beaucoup moins fiable que la mémoire écrite, tant l'information qu'elle transmet peut être déformée, pour être soit magnifiée, soit dévalorisée, dans tous les cas, adaptée selon les besoins du narrateur et de son environnement psychologique, sociologique et culturel. Elle présente, ensuite, incontestablement, des lacunes d'autant plus importantes que les événements rapportés sont très antérieurs à la narration. Le temps n'est-il pas une redoutable machine à vider les mémoires et à effacer les souvenirs...

Voire ! Qu'est-ce que la mémoire écrite, sinon, d'abord, une mémoire orale qui a été couchée sur le papier avant de devenir une information, officielle ou de référence. Une information d'autant plus précieuse qu'elle devient plus rare avec le temps...

C'est ainsi que les historiographes écrivent l'histoire, chacun ajoutant sa propre analyse en apportant quelques éléments nouveaux, mais en s'appuyant sur les « références », toujours citées, des publications antérieures. Alors, s'il a manqué aux auteurs successifs, l'esprit critique suffisant pour remettre en cause la référence, les mêmes informations erronées, souvent élaborées à partir d'un document écrit présentant un caractère officiel, risquent de se reproduire systématiquement à l'infini pour devenir, en fin de compte, la « vérité historique ».

J'ai tenu à présenter, dans ces trois essais historiques, écrits sur des sujets extrêmement précis, les principales analyses historiographiques dont j'ai eu connaissance : la liste n'étant pas exhaustive. Les entorses à l'approche de la « vérité historique » y apparaissent de manière flagrante. Cela montre donc toutes les réserves qu'il faut également apporter à la mémoire écrite.

Alors peut-être que ces relevés de la mémoire orale deviendront, un jour, à leur tour, une source de référence pour l'histoire. Mais, dans l'immédiat, quelle valeur est-il possible de leur accorder ?

L'intérêt de la collecte de la mémoire réside dans sa diversité. Pour un événement passé, un témoignage seul en limite l'intérêt : il reste anecdotique. C'est la pluralité des témoignages qui, par les recoupements possibles qu'elle permet, conduit à une certaine approche de la « vérité historique ». C'est le travail qui a été tenté dans la construction de ces trois essais. Il ne prétend pas avoir conduit à la découverte de la « vérité historique » : il se limite à avoir tenté une certaine approche avec toute la rigueur d'un scientifique de formation !

Michel Baur
Collecteur de mémoire

ABBREVIATIONS UTILISEES

S.S. = Schutzstaffel (police militaire nazie)

S.D. = Sicherheitsdienst (service de sécurité)

A.A. = Aufklärungsabteilung (Groupe de reconnaissance)

« Plan Vert », plan de destruction stratégique des installations ferroviaires

« Plan Tortue », devenu, fin mai 1944, « Plan Bidendum », plan de sabotage des infrastructures routières (ponts, abattis...) et guérilla à l'encontre des convois ennemis de ravitaillement

« Plan Violet », plan de destruction des lignes téléphoniques

« Plan Rouge », plan de sabotage des dépôts de munition

« Plan Noir », plan de destruction des dépôts de carburants

« Plan Jaune », plan de sabotage des centres de communication de l'ennemi

« Plan Bleu » = sabotage des lignes électriques

Opération Overlod = nom de code du débarquement allié en Normandie ou Jour J

CFL = Corps Francs de la Libération

STO = Service du Travail Obligatoire

Introduction générale pour les essais I et II

Le fait générateur des événements qui vont s'enchaîner pendant quelques jours jusqu'aux nombreux massacres perpétrés par la Das Reich en Limousin, est contenu en germe dans le discours prononcé par le général de Gaulle, prononcé à la BBC, à 18h, le 6 juin 1944, jour du Débarquement qui demande, notamment, à tous « *les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi qui écrase et qui souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré.* ». La bataille suprême est bel et bien engagée.

C'est donc un appel au soulèvement général qu'ont bien compris tous ceux qui se battent déjà depuis longtemps dans la clandestinité. Le Maquis a désormais carte blanche pour se dresser en pleine lumière face à l'ennemi, à compter de ce jour. La Résistance ne pourra donc en aucun cas être tenue pour responsable de l'acharnement de cet ennemi à « *tenir notre sol aussi longtemps que possible* » quelles que soient les conséquences de cet acharnement.

Ainsi, dès le lendemain du Débarquement, la Résistance va-t-elle s'efforcer de mettre en œuvre les trois principaux plans qui lui ont été confiés par les Alliés, dans le but d'empêcher les mouvements des troupes, des matériels et des chars allemands :

- Le « Plan Vert » qui organise les sabotages des voies ferrées,
- Le « Plan Tortue » qui organise le sabotage des réseaux routiers (ponts, abattis...),
- Le « Plan Violet » qui vise à la destruction des lignes téléphoniques.

L'action combinée de ces trois plans devait conduire à la désorganisation des forces allemandes et rendre ainsi toute contre-attaque difficile à mettre en œuvre. D'autres plans furent également élaborés pour le sabotage des dépôts de munition (« Plan Rouge »), des dépôts de carburant (« Plan Noir »), des centres de communication de l'ennemi (« Plan Jaune »). Le déclenchement de tous ces plans était donné par les « messages personnels » diffusés par la radio de Londres, la BBC. Ainsi, des centaines de messages furent reçus en France, au cours des jours précédant le Débarquement, en guise d'avertissement et d'attente. Et dès le 4 juin, les messages du type « Le crocodile a soif », « Baba appelle Coco », « Le corbeau a une gorge rouge », « Il fait chaud à Suez », « La girafe a un long cou » (2), étaient les signaux du déclenchement des différents plans après la réception du fameux message « Les sanglots longs des violons de l'automne bercent mon cœur d'une langueur monotone » qui était le signal du Débarquement, le 6 juin 1944.

Dès le 7 juin, ces plans, suivant les instructions du général de Gaulle, allaient être mis à exécution par toutes les forces de la Résistance, partout en France. Mais dans le même temps, vont être parachutés, sur le territoire national, des agents des forces alliées pour coordonner l'action des Résistants, dont les objectifs ne sont pas forcément ceux voulus par de Gaulle. C'est ainsi que le SOE (Special Operations Executive) va jouer un rôle déterminant dans la suite des événements qui vont se dérouler aux niveaux régional et local.

Le contexte régional

Un rapport (3) du haut commandement de la Wehrmacht à Berlin fait état, fin mai 1944, de la grande inquiétude de l'état-major militaire allemand pour tout le sud-ouest de la France, notamment le Massif Central et plus particulièrement la région de Limoges : « *Fort accroissement de l'activité des mouvements de résistance dans le sud de la France, particulièrement dans les régions sud de Clermont-Ferrand et de Limoges. Comportement apparemment identique des groupes de résistance dans leur combat contre l'Allemagne par le refus des décisions de politique intérieure ; annonce de nombreux enrôlements dans l'armée secrète, en partie par la force et la menace, en partie par la propagande contre la mobilisation pour le travail en Allemagne. Concentrations de groupes armés près de Tulle et dans les montagnes du Massif Central près de Saint-Flour. Forte activité terroriste dans le département de la Corrèze. Attentats répétés contre les trains, localités et administrations*

françaises peu sûres, pillages d'entreprises françaises, vols de véhicules et de carburants, libération d'un convoi de prisonniers dans un train civil après une attaque armée... Puissante riposte avec des forces suffisantes et un appui de l'armée de l'air en préparation... ». Ce rapport résume très bien à lui seul la situation dans ce contexte régional. Il sera repris presque dans les mêmes termes, le 5 juin, par le Feldmaréchal von Rundstedt, qui dirigeait le front ouest (4).

La Résistance n'est pourtant pas très structurée, ni sur le plan militaire (petits groupuscules d'une vingtaine à une trentaine de maquisards), ni sur le plan de la coordination : différentes tendances parfois hostiles entre elles, telles les relations difficiles entre l'Armée Secrète (AS) d'obédience radical-socialiste et les Francs-Tireurs Partisans (FTP) d'obédience communiste qui n'avaient pas forcément la même appréciation des conséquences de leurs actions sur les populations locales. La fusion de tous ces groupes de combattants qui deviendront alors les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), interviendra seulement en août 1944, juste avant la Libération des villes du Massif Central.

Les FTP étaient de loin les plus nombreux et les mieux organisés. Des membres locaux du parti communiste clandestin étaient chargés du recrutement et l'objectif non avoué était bien de mettre en place leur propre administration en lieu et place de l'administration de la collaboration.

C'est ce que craignaient les chantres de l'idéologie nazie et... les Alliés : les services de renseignements des Allemands et des Alliés ayant prévenu du risque de constitution d'une enclave communiste dans le Grand Sud-ouest. Et cela, ni les uns, ni les autres ne voulaient d'un mini-Etat communiste en France. Cela apparaît déjà comme le début de ce que l'histoire va appeler ensuite « la guerre froide » qui conduira les Alliés à protéger un certain nombre de criminels de guerre nazis, dont un certain général Lammerding, le chef de la division « Das Reich », bourreau de Tulle et d'Oradour, condamné à mort par contumace, en France, mais qui ne fut jamais extradé, ni même inquiété par les forces d'occupation en Allemagne.

Cette crainte semble bien se confirmer lorsque, tout de suite après l'appel du général de Gaulle au soulèvement général, les villes et villages du Limousin se libèrent de la tutelle allemande ou collaborationniste. Dès le 7 juin, lendemain du jour du Débarquement, des garnisons allemandes sont encerclées et attaquées : Guéret, Tulle, Argenton-sur-Creuse, Confolens, La Souterraine, Bellac et... Saint-Junien.

Le 8 juin au matin, très tôt, la division « Das Reich » se met en ordre de marche, depuis son cantonnement de Montauban, non pas pour rejoindre immédiatement la Normandie et s'opposer frontalement aux Alliés, mais pour nettoyer les noyaux de résistance sur les « arrières » des armées allemandes. Des unités vont aller « nettoyer » l'Ariège et les Pyrénées, pendant que d'autres unités partent vers le nord pour « nettoyer » le Massif Central et le Limousin, infestés par les « bandes » de « terroristes », selon leurs propres termes. Selon Georges Guingouin, le chef de l'un des plus importants Maquis du Limousin, « *C'est dès avant le débarquement, que le mouvement sur Limoges a été préparé : non seulement des SS le confirmeront mais l'Alsacien Diebolt, ordonnance de l'officier commandant le régiment Der Führer, ayant déserté et rejoint les forces de la Résistance, déclarera avoir appris que son unité allait bientôt partir et brûler une ville du centre.* » (4).

C'est aussi le 8 juin, que le chef allemand du front ouest, von Rundstedt, a ordonné de mener des actions de grande envergure contre les bandes dans le sud de la France avec la plus extrême vigueur et sans ménagement, ajoutant : « *Le foyer d'agitation qui persiste dans cette région doit être définitivement éteint. Le résultat de l'entreprise est de la plus haute importance pour l'évolution de la situation ultérieure à l'Ouest. Dans ce genre d'opération, un demi-succès ne sert à rien. Il faut écraser les forces de résistance au moyen d'attaques rapides et enveloppantes. Pour le rétablissement de l'ordre et de la sécurité, les mesures les plus énergiques devront être prises afin d'effrayer les habitants de cette région infestée à qui il faudra faire passer le goût d'accueillir les groupes de résistants et de se laisser gouverner par eux. Cela servira d'avertissement à toute la population.* » (4).

C'est dans cet état d'esprit que les unités de la division « Das Reich » qui a participé à l'anéantissement de la capitale yougoslave, Belgrade, en avril 1941, remontent la N20 en semant la

terreur parmi les populations. De nombreux ouvrages, qui font malheureusement pour l'historien ressortir beaucoup de contradictions, ont été écrits sur les massacres perpétrés par ces unités tout au long de leur route, à la suite des embuscades tendues par la Résistance. Mais, aucun ouvrage ne semble avoir relevé le fait que les ponts sur la Dordogne ne furent pas sabotés comme cela aurait dû être, en suivant l'appel du général de Gaulle. A Groléjac par exemple, en Dordogne, l'Hôtel du Pont recelait quantité d'explosifs afin de miner le pont sur la Dordogne : l'agent de liaison du Maquis n'arriva pas à temps. A Souillac, les Allemands ont pu franchir la Dordogne sans difficulté et sont rapidement arrivés à Brive pour commencer le ratissage de la région du Limousin. Ce fut l'opération « *dents de râteau* », la bien-nommée. Et là, en Limousin, région que les Allemands avaient surnommée la « petite Russie », les plans du Débarquement vont être mis en œuvre par le Maquis, aidé par le SOE : abattis, sabotage... avec bien sûr l'acharnement de l'ennemi à tenir le sol français à sa botte et les conséquences désastreuses pour les populations : près de 1500 morts, des centaines de blessés, des immeubles et des fermes brûlés. Et Tulle, et Oradour...

L'histoire se serait-elle écrite autrement si tous les ponts sur la Dordogne avaient été coupés¹ ? La division « Das Reich » aurait-elle pu poursuivre sa chevauchée meurtrière dans cette région ? Ou bien l'histoire n'a-t-elle pas généré, à cette date, le premier « hoquet » de la « guerre froide » entre les Soviétiques et les Occidentaux, situation qui a marqué ensuite presque toute la fin du siècle ? Et les Alliés n'ont-ils pas une part de responsabilité à Tulle, à Oradour ?

Référence :

- (1) Georges BEAU-Léopold GAUBUSSEAU, *R5 les SS en Limousin, Périgord et Quercy*, Paris, Presses de la Cité, 1984, p. 262.
- (2) Philip VICKERS, *la division Das Reich, de Montauban à la Normandie*, Editions Lucien Souny, Saint-Paul, 2003, p. 71.
- (3) Jean-Jacques FOUCHE, *Oradour*, Editions Liana Lévi, Paris, 2001 : p. 57-58
- (4) Georges GUINGOUIN, *4 ans de lutte sur le sol limousin*, Limoges, Lucien Souny, 1991, p. 180-181.

¹ Selon un témoin bien informé, proche de Georges Guingouin, l'histoire des ponts laissés en état sur la Dordogne est un événement qui a choqué « le cher Georges » : « *la non-information (de Georges) par le réseau Alliance (Marie-Madeleine Fourcade) a eu de graves conséquences* ».

DISCOURS DU GENERAL DE GAULLE

le 6 Juin 1944

La bataille suprême est engagée !

Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France !

D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire, pour nous, de secours ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe à l'Ouest, fut arrêtée naguère la marée de l'oppression allemande. Il est aujourd'hui la base de départ de l'offensive de la liberté. La France, submergée depuis quatre ans, mais non point réduite, ni vaincue, la France est debout pour y prendre part.

Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré.

L'ennemi va tout faire pour échapper à son destin. Il va s'acharner à tenir notre sol aussi longtemps que possible. Mais, il y a beau temps déjà qu'il n'est plus qu'un fauve qui recule. De Stalingrad à Tarnopol, des bords du Nil à Bizerte, de Tunis à Rome, il a pris maintenant l'habitude de la défaite.

Cette bataille, la France va la mener avec fureur. Elle va la mener en bon ordre. C'est ainsi que nous avons, depuis quinze cents ans, gagné chacune de nos victoires. C'est ainsi que nous gagnerons celle-là. En bon ordre ! Pour nos armées de terre, de mer, de l'air, il n'y a point là de problème. Jamais elles ne furent

plus ardentes, plus habiles, plus disciplinées. L'Afrique, l'Italie, l'océan et le ciel ont vu leur force et leur gloire renaissantes. La terre natale les verra demain !

Pour la nation qui se bat, les pieds et les poings liés, contre l'opresseur armé jusqu'aux dents, le bon ordre dans la bataille exige plusieurs conditions.

La première est que les consignes données par le Gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire à l'échelon local soient exactement suivies.

La seconde est que l'action menée par nous sur les arrières de l'ennemi soit conjuguée aussi étroitement que possible avec celle que mènent de front les armées alliées et françaises. Or, tout le monde doit prévoir que l'action des armées sera dure et sera longue. C'est dire que l'action des forces de la Résistance doit durer pour aller s'amplifiant jusqu'au moment de la déroute allemande.

La troisième condition est que tous ceux qui sont capables d'agir, soit par les armes, soit par les destructions, soit par le renseignement, soit par le refus de travail utile à l'ennemi, ne se laissent pas faire prisonniers. Que tous ceux-là se dérobent d'avance à la clôture ou à la déportation ! Quelles que soient les difficultés, tout vaut mieux que d'être mis hors de combat sans combattre.

La bataille de France a commencé. Il n'y a plus dans la nation, dans l'Empire, dans les armées qu'une seule et même volonté, qu'une seule et même espérance. Derrière le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes voici que reparait le soleil de notre grandeur.

Z F 5

**Tract du discours du général de Gaulle,
diffusé par avion au-dessus de Falaise, le 6 juin 1944.**

**Saint-Junien ne fut pas brûlée le 10 juin 1944...
ce fut Oradour-sur-Glane**



L'Eglise martyre d'Oradour

(Oradour, Huile sur toile, 2002, MB)



Le Sturmbannführer SS Diekmann

(photo TL/PS)

Acteur principal de cet essai¹, Adolf Diekmann (18/12/1914 – 29/06/1944) était, en juin 1944, le Commandant (Sturmbannführer) du 1^{er} bataillon, dans le régiment « Der Führer » de la division SS « Das Reich ». Il avait été, avant guerre, instructeur à la SS-Junkerschule. D'origine croate, il était entré dans les SS, au dire de ceux qui le connurent, pour y bénéficier d'un avancement plus rapide. Sans aucun scrupule, il était, de plus, très souvent dans un état d'ébriété rendant encore plus incontrôlable son tempérament violent. « *Interprétant les instructions reçues, il était aussi zélé dans le service que dans les représailles, allant toujours au-delà pour mieux servir ses intérêts professionnels* » (1).

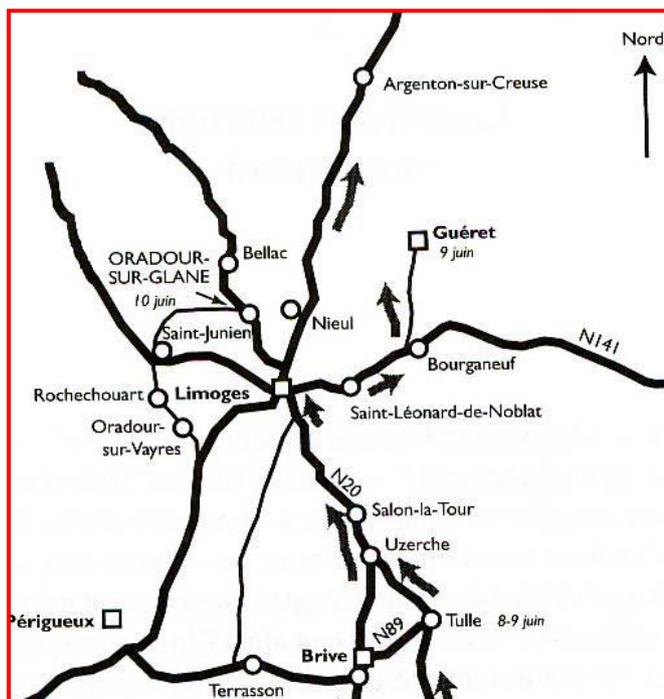
Adolf Diekmann fut le responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944. Il devait être, à ce titre, traduit en Conseil de guerre, selon les SS, mais il fut tué peu de temps après en Normandie lors l'opération Overlord. Il est enterré au cimetière allemand de la Cambe, dans le Calvados.

En cette fin de matinée du 10 juin 1944, sur une table de café, à l'Hôtel de la Gare de Saint-Junien, Diekmann, sur les indications de la Gestapo et de la Milice de Limoges, décide la condamnation à mort du petit village d'Oradour-sur-Glane. Dès le début de l'après-midi, Diekmann et un détachement de son bataillon encerclèrent le village : 642 habitants furent massacrés et le village entièrement brûlé.

¹ **Note importante** : S'il ne fut pas le « maître d'ouvrage » du massacre d'Oradour, dont le qualificatif est à mettre au compte de plus hauts gradés de la division SS, Diekmann en fut bien le « maître d'œuvre » : c'est à ce titre qu'il apparaît, ici, comme l'acteur principal de ce dossier sur les préliminaires au massacre.

L'histoire a beaucoup écrit sur la description et les raisons de ce massacre. Le choix du village-martyr interpelle toujours l'historien et deux versions subsistent encore dans la tradition verbale d'une région qui n'a toujours pas fait le deuil de cette barbarie, pour tenter d'expliquer l'action inexplicable de représailles dans un village calme et paisible, sans aucun lien particulier avec le Maquis :

- La première version fait état d'une confusion possible sur la carte entre Oradour-sur-Glane et Oradour-sur-Vayres, confusion entretenue par les journaux de marche allemands, dont celui du 11 juin, où il est écrit : « *Au cours d'une action de la troupe le 10 juin, la localité d'Oradour (31 km au sud-ouest de Limoges) a été réduite en cendres.* »¹. Oradour-sur-Glane se trouve à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Limoges, alors qu'au sud-ouest de Limoges, il s'agirait plutôt d'Oradour-sur-Vayres où le Maquis, alors, était très actif, mais Oradour-sur-Vayres est à près de 40 kilomètres de Limoges. Et puis, la localité d'Oradour-sur-Vayres avait été traversée par le 1^{er} bataillon, en route vers Rochechouart et Saint-Junien, le 8 juin. Cette version est donc à rejeter définitivement d'autant qu'à 31 km exactement à l'ouest de Limoges, il y a la ville de Saint-Junien, investie par le Maquis le 8 juin et reprise par la Wehrmacht dans la nuit du 8 au 9 juin. La carte ci-après permet de situer très précisément la marche du 1^{er} bataillon : Oradour-sur-Vayres, Rochechouart, le 8 juin, Saint-Junien, le 9 juin, Oradour-sur-Glane, le 10 juin et enfin Nieul, pour la nuit du 10 au 11 juin.



- La seconde version désigne la ville de Saint-Junien qui n'aurait dû son salut qu'à son étendue géographique et au nombre de ses habitants, mais aussi à la crainte qu'inspiraient les nombreux maquisards implantés dans la ville ou dans ses environs immédiats. Les barbares SS, qui se disaient pourtant invincibles, redoutaient en effet, par-dessus tout, les « bandes » de « terroristes », et, la ville de Saint-Junien avait été investie par le Maquis, le 8 juin.

Cette dernière hypothèse mérite d'être examinée plus avant dans le détail, à partir, notamment, de témoignages individuels dont certains apportés à l'histoire, très récemment. Mais, c'est d'abord la convergence de faits historiques qui va permettre de valider les différents témoignages insuffisamment exploités par les historiens. Ces derniers ont, sans aucun doute, le réflexe naturel de la référence aux sources officielles, lesquelles apparaissent souvent en contradiction. L'esprit critique cependant devrait pallier cet inconvénient et conduire les auteurs à être plus prudents dans les publications de leurs analyses historiographiques, très souvent divergentes.

¹ Journal de marche n° 2, en date du 11 juin 1944, cité par Beau et Gaubusseau, *R5 les SS en Limousin, Périgord et Quercy*, p. 227.

1- Le contexte local

Saint-Junien était, en 1944, la seconde ville du département, après Limoges. C'était une importante cité ouvrière, d'environ 10 000 habitants, qui de par sa position géographique, en bordure de la Vienne, lui permettait d'entretenir une industrie de traitement du cuir (tanneries - ganteries) et de fabrication de papier, à proximité, à Saillat-sur-Vienne. La matière première était en effet fournie par les ressources naturelles de la région, pays de bocages et de bois donc propice à l'élevage d'animaux et à l'exploitation du bois.

C'est dans les milieux ouvriers les plus déshérités que le parti communiste clandestin recrutait ses nombreux sympathisants et adhérents. Saint-Junien était sous administration communiste avant la guerre : c'était donc une ville « rouge » au sens politique du terme et comptait bien entendu de nombreux opposants actifs (maquisards, « légaux ») à la politique de collaboration avec l'ennemi. Il n'y avait pourtant pas de garnison allemande dans la ville qui n'avait pas de statut administratif : la sous-préfecture, pour des raisons historiques, était à Rochechouart.

Il faut noter que Saint-Junien se trouvait aussi sur l'axe ferroviaire reliant Limoges à l'ouest de la France, Angoulême, et surtout à la côte atlantique en zone occupée.

2- Les faits historiques

Ils sont très bien rapportés dans un document écrit¹, moins d'un mois et demi après les événements des 7 au 10 juin 1944, par Jean Barale, gardien de la paix en service de nuit (20h – 6h), lors de ces trois journées où l'histoire a basculé.

- **Jeudi 8 juin 1944**

« Dans la nuit du 7 au 8 juin, le maquis avait tenté de faire sauter le viaduc qui franchit la Vienne à 1 kilomètre à l'ouest de Saint-Junien sans résultat appréciable. Le matin du 8 juin vers 9 heures, afin d'interrompre tout trafic sur la ligne Angoulême-Limoges, et après un déboulonnage des rails (toujours sur le même viaduc), une locomotive et quelques wagons furent lancés sur la voie. Les wagons tombaient dans la rivière, la locomotive et son tender déraillaient mais restaient sur le pont. Le trafic était interrompu... ce même jour, le maquis venait prendre possession de la Mairie et de la légion. »



Le pont ferroviaire à Saint-Junien, saboté le 8 juin 44 (photo l'Echo du Centre)

¹ A usage personnel pour informer sa famille éloignée et, peut-être, à la demande du Commissariat de police.

« Dans la soirée, vers 19 heures, le train venant d'Angoulême fut dans l'obligation de s'arrêter avant le viaduc, et les voyageurs munis de leurs bagages, durent descendre du train et longer la rive gauche de la Vienne, soit pour rentrer à Saint-Junien, soit pour gagner la gare où se trouvait le train venant de Limoges (ce dernier devant revenir sur Limoges dès que le transbordement serait terminé). Parmi les voyageurs descendant du train d'Angoulême se trouvaient dix soldats allemands en armes. Un groupe du maquis qui se trouvait dans le bois attenant au petit chemin qui relie le passage en dessous du viaduc à l'entrée du pont Notre-Dame, c'est-à-dire vers l'entrée sur Saint-Junien, tira des coups de fusil sur les Allemands, ces derniers ripostèrent, le maquis se retira. Mais un Allemand fut tué, un civil blessé, cinq Allemands se dispersèrent et vraisemblablement revinrent sur leurs pas et reprirent le train d'Angoulême. Les quatre autres Allemands transportèrent le cadavre de leur camarade, se rendirent à la gare et le train les ramena à Limoges, où ils arrivèrent vers 22 heures. »

Différentes versions sont proposées pour cet incident, selon les témoins : soldats allemands en détachement sanitaire ou simples soldats, se rendant d'Angoulême à Limoges, un ou deux soldats tués.... L'un de ces témoignages mérite plus particulièrement l'attention : il s'agit du témoignage d'un agent des renseignements généraux dans l'administration de Vichy, Hubert Massiéra, chargé d'enquêter, au titre d'enquêteur de la police, sur les raisons du massacre d'Oradour pour les besoins du procès de Bordeaux, en 1953 (5). Il était dans le convoi bloqué au pont saboté (il s'agit donc d'un témoin direct) et il parle du meurtre de deux soldats abattus sous ses yeux, juste devant la gare qu'ils avaient dû atteindre à pied. Désinformation, comme il a été avancé dans son cas ou tentative de la Résistance de retirer une part de responsabilité : l'embuscade étant plus favorablement accueillie que l'exécution de sang-froid si cela avait conduit à des représailles, surtout s'agissant, peut-être, d'un détachement sanitaire.

« A leur arrivée, ils alertèrent la « Kommandantur » qui, immédiatement, fit partir un train chargé de soldats de la « Wehrmacht » et de la « Gestapo ». En même temps, elle téléphonait à la gare de Saint-Junien d'avoir à prévenir le Maire de la ville pour qu'il se trouve à la gare à l'arrivée du train avec le plan de la ville de Saint-Junien. »

Il s'agissait, semble-t-il, d'un train blindé, sans doute par crainte de la présence des Résistants, au récit des soldats rescapés. La demande d'un plan de la ville traduit déjà les arrière-pensées allemandes d'encercllement de la ville pour contenir l'investissement des lieux par les maquisards.

« Un employé de la S.N.C.F. vint chercher Monsieur Gibouin chez lui, en lui faisant connaître ce que les Allemands attendaient de lui. Le Maire suivit l'employé et, arrivé à la gare, il téléphona au Commissaire de Police pour qu'il lui apporte le plan de la ville. Le gendarme Lagorce en civil et sans arme, gardien de la caserne de gendarmerie, accompagna le Commissaire de Police. Le train arriva en gare à 23 h 15. Aussitôt descendus du train les Allemands envahirent les locaux, revolver au poing, en ordonnant aux occupants de lever les bras. Immédiatement ils prirent leurs dispositions défensives contre le maquis, quelques instants après, un engagement eu lieu et quelques coups de mitrailleuses furent tirés aux abords du Pont Notre-Dame mais sans résultat. »

Le 8, en toute fin de journée, les Allemands avaient déjà sûrement en tête des idées de représailles puisqu'ils demandaient les plans de la ville. Ils devaient alors savoir par les rescapés que la ville avait été investie par le Maquis.

- Vendredi 9 juin 1944

« Le Maire, le Commissaire, et le gendarme furent fouillés et interrogés dans des locaux séparés. Le Maire était fouillé et interrogé par la Gestapo et la Wehrmacht. Aux demandes de renseignements concernant la population de Saint-Junien, il refuse de donner un seul nom, soit de communiste, soit de sympathisant avec le maquis, prenant pour lui-même toute la responsabilité de ce qui pourrait se produire dans Saint-Junien. Devant cette attitude courageuse, le Cdt de la « Wehrmacht » lui fit savoir qu'il ait à prévenir la population de Saint-Junien qu'à partir de 14 heures tous ses pouvoirs étaient suspendus et que la « Wehrmacht » prenait possession de la direction de la ville.

C'est dans ces conditions qu'il exigea une réquisition de cent ouvriers terrassiers qui devaient être réunis dans la cour de la gare avec pelles et pioches. Sur ces entrefaites un incident se produisit. Des soldats et des agents de la Gestapo se trouvant avenue Roche, furent assaillis à coup de fusils tirés d'une terrasse qui longe un parc. Les sentinelles allemandes vinrent en informer les officiers qui, après explications avec le Maire, décidèrent de remettre au jour une enquête sur ce sujet.

Vers 4 h 30, les Allemands firent connaître à Monsieur Gibouin qu'il pouvait se retirer. A l'interprète qui lui faisait part de cette décision, il indiqua qu'il allait regagner son habitation située à 700 ou 800 mètres, route d'Angoulême. Comme il fallait passer devant le mur du parc d'où les coups de feu avaient été tirés, l'interprète lui dit qu'il y aurait danger. Tous les hôtels de la gare étant occupés, Monsieur Gibouin indiqua une maison de ses amis à environ 400 mètres dans le faubourg Notre-Dame. L'interprète fit appeler deux soldats, et tous les trois accompagnèrent le Maire chez Monsieur Rivaud.

En cours de route l'interprète se plut à reconnaître que c'était grâce au courage et au sang froid qu'avait montré Monsieur Gibouin devant les Allemands venus à la suite de ces incidents que la ville de Saint-Junien était préservée des intentions d'une action punitive, mais que dans la journée, leur groupe serait remplacé par une troupe « d'Elite » excessivement cruelle... qu'en conséquence il aurait à se méfier et être extrêmement prudent.

A huit heures le Maire était à la Mairie pour recevoir les Allemands, l'interprète présent fit comme s'il ne connaissait pas Monsieur Gibouin.

A huit heures les ouvriers réclamés par la « Kommandantur » étaient rassemblés dans la cour de la gare... Toute la journée, ces ouvriers construisirent des barricades et des tranchées... Saint-Junien était en partie cerné, un poste d'observation était installé dans le clocher de l'église. La relève de la Wehrmacht par les S.S. eut lieu dans l'après-midi... Cette troupe arrivant en camions, il n'y eut pas d'incidents ; la nuit du 9 au 10 fut assez agitée par les patrouilles et les coups de feu qui furent tirés. »

Le 9 juin à 14 heures, l'administration de la ville fut transférée entre les mains de la Wehrmacht et de la Gestapo. Entre temps, dans la nuit, des accrochages eurent lieu avec le Maquis qui avait investi la ville. Malgré tout, il semble que la colère de la Wehrmacht se soit apaisée et que l'idée de représailles ait été abandonnée. Est-ce en raison du repas soi-disant copieusement arrosé, organisé par le Maire, dans la nuit, ou plus certainement la prise en compte de la situation locale : du poste d'observation dans le clocher de l'église, il était alors possible de mesurer l'ampleur de la tâche en cas d'organisation de représailles. Malgré tout, les travaux de terrassement pour construire des barricades et des tranchées se poursuivirent toute la journée avec la cinquantaine d'ouvriers réquisitionnés. A noter que le 1^{er} bataillon de Diekmann arriva en début d'après-midi, venant de Rochechouart, et les représentants de la Gestapo repartirent alors vers Limoges.

Diekmann s'installa, avec l'état-major du bataillon, à l'Hôtel de la Gare, pour la nuit. Installation symbolique garantissant l'accès à la gare et aux allers-retours en train, éventuellement nécessaires vers Limoges.

Le passage de témoin dut néanmoins faire état des représailles initialement envisagées et l'état-major SS, lui aussi, se rendit au poste d'observation, dans le clocher, pour conclure, selon les témoins, « qu'ils n'y arriveraient pas parce que c'était beaucoup trop grand ».

Le couvre-feu avait été décrété à 21 heures et, cependant, plusieurs témoins font état de nombreux mouvements de population tout au début de la nuit : les habitants fuyant la ville malgré la présence de patrouilles sur les routes environnantes, par crainte de bouclage de la ville et des rumeurs de représailles. Mais les SS avaient alors renoncé à mener des représailles à Saint-Junien. Jean Barale est un peu moins précis sur la description des événements au cours de la matinée du 10 juin :

- Samedi 10 juin 1944

« Le samedi 10, la population allait à ses occupations comme d'habitude, se demandant ce que pouvait bien signifier ce remue-ménage et ce déploiement de forces, étant loin de se douter de ce qui se tramait. On pouvait circuler mais à chaque instant, il fallait montrer ses papiers d'identité. D'autre part comme les Allemands étaient déjà passés à Saint-Junien sans avoir rien fait, la population était à peu près tranquille.

Vers 13 heures, la circulation devint plus intense sur la route de Limoges route qu'il fallait prendre pour sortir de Saint-Junien et se rendre à Oradour, bourg distant de 13 kms de la ville... Les Allemands partaient... Le gros de la troupe ne quitta Saint-Junien que le soir de samedi et dans la nuit de samedi à dimanche, l'arrière garde quitta la ville dans la journée du dimanche.

Le samedi, vers 18 heures, un bruit circulait... Oradour aurait été brûlé, y compris les habitants... Mais le lendemain, Dimanche, nous avions confirmation de ces faits et nous étions obligés de nous rendre à l'évidence.

C'est alors que nous apprîmes que c'était Saint-Junien qui était visé ! »

Si dès le vendredi soir 9 juin, les SS et leur commandant Diekmann semblaient bien avoir renoncé aux représailles à Saint-Junien, ils n'avaient pas, pour autant, renoncé à des représailles lors de leur déplacement du lendemain 10 juin, sur leur trajet de Saint-Junien au cantonnement du soir fixé à Nieul, près de Limoges pour les besoins de rassemblement de la division en vue de faire route vers la Normandie, le 12 juin au matin. L'histoire va donc commencer à s'écrire en lettres de sang, dès le 10 juin en fin de nuit.

Selon un autre témoin, Félix Hugonnaud, chef de la police de Limoges, en 1953, chargé lui aussi d'enquêter pour le compte du Tribunal de Bordeaux sur les origines du massacre d'Oradour-sur-Glane (1) « le major Diekmann était revenu de Saint-Junien à Limoges dans la nuit du 9 au 10 juin. Là, il avait appris que Kämpfe avait disparu et que Gerlach¹, après avoir été capturé, avait réussi à s'échapper. Les Allemands avaient dit au policier qu'on avait retrouvé les papiers de Kämpfe dans une rue de Limoges (2). Il les avait sans doute jetés lui-même du camion, supposaient-ils, dans l'espoir qu'on pourrait ainsi suivre sa piste. En fait, il paraît plus vraisemblable que les Allemands avaient simplement inventé cette histoire, comme nombre d'autres... ». Hugonnaud affirma que « Diekmann avait parlé de représailles, mais en termes généraux... »

La présence de Diekmann à Limoges, « le jour du massacre » est également incontestable pour Pierre Arnet, chef de la police de Strasbourg qui enquêta, lui aussi, pour le compte du Tribunal de Bordeaux (1). « Il y eut une réunion des SS à Limoges, réunion à laquelle la Milice prétendit ne pas avoir été présente. Peu après, plusieurs personnes quittaient Limoges pour Saint-Junien : le lieutenant Kleist, de la Gestapo, un interprète du nom de Patry et quatre représentants de la Milice dont Camille Davoine, responsable des questions juives. ».

¹ Capturé à Peyrillac, soit à moins de 10 km d'Oradour. Son chauffeur fut exécuté au Bois-du-Roi, près de Bellac. A noter que onze soldats de la Wehrmacht avaient été tués, la veille, 8 juin 44, sur les communes voisines de Breuilaufa et de Berneuil, dans une embuscade tendue par le maquis, sur la commune de Breuilaufa.

Ce qui est confirmé dans l'analyse historiographique de Jacques Delarue (3) : « *Selon une confidence faite en fin de matinée par Kleist à ses compagnons de route, après sa conversation avec Dickmann, quarante ou cinquante otages devaient être fusillés à Oradour en représailles de l'attaque d'une voiture SS par le Maquis. Les douze SS qui s'y trouvaient auraient été faits prisonniers et emmenés à Oradour-sur-Glane où ils auraient été pendus à l'exception du lieutenant qui aurait réussi à s'enfuir. Cette explication était le début de la légende mise au point par la suite pour expliquer le massacre, elle ne contient pas la moindre trace de vérité. En effet, aucun détachement SS n'était encore venu à Oradour ou dans les environs, le Maquis n'avait pas capturé d'autre SS que Kämpfe, à plus de cinquante kilomètres de là, et surtout il n'avait perdu aucun soldat SS.* »

Diekmann aurait donc été présent le samedi matin à Limoges au Central-Hôtel où se trouvait l'état-major du régiment « Der Führer » qui ne pouvait donc ignorer qu'une action de représailles allait intervenir ce jour, 10 juin, quelque part entre Saint-Junien et Nieul puisqu'il était hors de question de mener des représailles vers l'est de Limoges, en réponse à la capture de Kämpfe, une proposition d'échange de prisonniers ayant été faite à la Résistance et le 3^{ème} bataillon dont Kämpfe était le commandant étant reparti à sa recherche dès le 10 au matin. D'après Jacques Delarue (3), « *A 9 heures, le sous-chef de la Gestapo, le Oberscharführer Joachim Kleist, autrefois secrétaire de police à Berlin, connu et redouté comme particulièrement brutal et haineux, l'interprète de la Gestapo Eugène Patry, le chauffeur Leber et l'auxiliaire français SS volontaire Lombardin, alias « Simon », se présentaient au Central Hôtel où Lammerding les avait fait convoquer. Une voiture de la Milice ayant à son bord quatre miliciens les accompagnait. Le chef en était Pitrud, les trois autres étaient Davoine, alias « Decours », Tixier et Tomine. C'est Filliol qui, le 9 au soir, avait désigné les quatre miliciens pour assister les SS dans une « opération en cours d'organisation » aux environs de Saint-Junien.* »

Le principe de ces représailles intervient donc avant la capture de Kämpfe. Et Jacques Delarue écrit encore : « *Le 10 juin, à 10 heures du matin, pendant que les hommes du 3^{ème} Bataillon roulaient vers l'est, un petit détachement partait vers l'ouest, pour se rendre à Saint-Junien. Ils y arrivèrent vers 10 h 30. Le Sturmbannführer Dickmann y avait installé son poste de commandement à l'Hôtel de la Gare. C'est là, sur une banale table de café, dans la salle du rez-de-chaussée de ce petit hôtel de Saint-Junien, que fut décidée et réglée la destruction d'Oradour, au cours d'une conversation qui dura plus d'une heure. Ainsi, une fois de plus, comme tout au long de cette terrible histoire, trouve-t-on la Milice prêtant son concours aux assassins de la SS et de la Gestapo.* »

3- Conclusions

Diekmann était sans aucun doute venu chercher assistance, à Limoges, dans la nuit du 9 au 10 juin 1944, auprès de la Gestapo et de la Milice locale pour trouver un lieu plus paisible que Saint-Junien afin de mettre en œuvre, sans risque, les représailles initialement envisagées par la Gestapo et la Wehrmacht après que le Maquis ait coupé la liaison ferroviaire Limoges-Angoulême, qu'il ait tué, lors d'une embuscade aux portes de Saint-Junien, ou de sang-froid devant la gare, un ou deux soldats allemands, qu'il ait enfin investi la ville en occupant la Mairie et les locaux de la Légion. Là, il apprend que Kämpfe, son meilleur ami, le « héros de la division Das Reich » qu'il admirait, a été capturé par la Résistance, à l'est de Limoges et Gerlach survient au cours de la réunion pour faire part à son tour de sa rocambolesque évasion après sa capture à l'ouest de Limoges, à moins de dix kilomètres d'Oradour et que onze autres soldats avaient péri dans des embuscades tendues par le Maquis local. Cela fait beaucoup de choses pour un homme qui ne possède pas toutes les facultés nécessaires de sang-froid pour un militaire, étant la plupart du temps sous l'emprise de l'alcool. Mais Diekmann n'était pas un militaire comme les autres, c'était un fou sanguinaire déguisé en militaire...

L'ampleur du niveau de représailles avait-il reçu l'adhésion de l'état-major du régiment « Der Führer » ou s'agit-il de l'excès de zèle d'un ivrogne invétéré ? Les responsables du régiment « Der Führer » se sont empressés par la suite d'exprimer leur « indignation » pour les femmes et les enfants massacrés par Diekmann, faisant reporter sur lui seul toute la

responsabilité de la faute. Diekmann n'était plus là pour répondre. Mais la Milice, elle, savait aussi et certains savent peut-être encore. Pourtant, les paroles de l'ordonnance du commandant du régiment « Der Führer », citées par Georges Guingouin, sont à rapprocher de la terrible réalité qui s'ensuivit. Il déclara en effet, après sa désertion, avoir appris, avant le Débarquement, « *que son unité allait bientôt partir et brûler une ville du centre.* »

Si Limoges ne fut pas brûlée, comme l'explique Georges Guingouin, dans son témoignage écrit (4), si Saint-Junien ne fut pas brûlée, pour toutes les raisons évoquées précédemment... ce fut Oradour-sur-Glane.



Adolf Dieckmann est enterré au cimetière allemand de Marigny (Manche). Il fut tué au combat le 29 juin 1944. (TL/PS)

Dalle de Adolf Diekmann – Cimetière allemand de la Cambe

Référence :

(5) Douglas W. HAWES, *Oradour, le verdict final*, Editions du Seuil, Paris, p. 184 à 188.

(6) Michel BAURY, *L'erreur fatale du boucher de Combeauvert ou la fin du mystère Kämpfe*, essai n° II.

(7) Jacques DELARUE, *Trafics et crimes sous l'occupation*, Fayard, Paris, 1968, p. 407 à 413.

9 juin 1944 : l'embuscade de La Bussière
L'erreur fatale du boucher de Combeauvert et
la fin du mystère Kämpfe...

Helmut Kämpfe

31 juillet 1909 – 12 juin (?) 1944



Photograph from, Comrades to the End by Otto Weidinger.

Né à Iéna (province de Thuringe), le 31 juillet 1909, Helmut Kämpfe avait donc 35 ans au moment des faits, le 9 juin 1944. Le SS-Sturmbannführer était alors le Commandant du 3^{ème} Bataillon, dans le 4^{ème} Régiment « Der Führer », de la 2^{ème} Division SS Panzer « Das Reich ». La mention « Der Führer » apparaît, en bandeau, sur l'avant-bras gauche. A noter qu'il était marié (Ursel) et père de trois enfants (Karin, Wilken et Jens) : là, il ne porte pas d'alliance, la tradition allemande voulant que l'anneau de mariage soit porté à la main gauche, le temps des fiançailles, puis à la main droite après le mariage.

Helmut Kämpfe était un colosse de près de deux mètres. Il fut décoré de la Croix de Chevalier de la Croix de Fer (RK ou Ritterkreuz), le 10/12/1943, après la campagne de Russie, décoration qu'il porte autour du cou sur cette photo, et de la Croix du Mérite en combat rapproché (DKG ou Nahkampfspange), avec fermoir, en or (50 jours de combats), au-dessus de la poche, distinction obtenue le 11/03/1943 (631 soldats, seulement, ont obtenu cette très haute distinction). Kämpfe était considéré comme un « héros » au sein de la Division « Das Reich ». D'après le SESMA¹, il avait été surnommé « Goldschnauze » (gueule d'or), par référence à une grave blessure à la face, occasionnée par un éclat d'obus reçu en Europe de l'Est. Cette blessure avait entraîné la reconstruction partielle de sa mâchoire en or, ce qui lui occasionnait beaucoup de difficultés pour s'alimenter (Annexe XXXVIII).

¹ SESMA, Service d'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes en France.

Les biographies succinctes données en annexe¹, montrent qu'Helmut Kämpfe était fait pour une carrière militaire, laquelle commença en 1934, peu après la venue des nazis au pouvoir. Une carrière véritablement fulgurante à partir de 1940, puisque trois ans et demi plus tard, il devenait commandant après avoir acquis, en Europe de l'Est, une réputation de guerrier exceptionnel. Sa capture par la Résistance, le 9 juin 1944 au soir, allait plonger l'état-major SS et toute la division Das Reich dans la plus grande stupéfaction.

Helmut Kämpfe était un ami proche du général Lammerding mais c'était aussi un ami intime du commandant Adolf Diekmann, le « maître d'œuvre » du massacre d'Oradour-sur-Glane qui intervint le 10 juin 1944, soit le lendemain de sa disparition. De nombreux historiographes ont voulu établir un lien étroit entre ces deux événements et, notamment, Otto Weidinger, l'adjoint du général Lammerding, qui jeta les bases des thèses révisionnistes se multipliant depuis lors, devant le silence de la Résistance sur le sujet. Quelque part, dans l'inconscient de la population locale et des maquisards, la disparition de Kämpfe, le 9 juin 44 au soir, avait eu comme conséquence presque immédiate les représailles des Allemands à Oradour. Il est vrai que la capture d'un commandant n'avait conduit, en contrepartie, qu'à l'assassinat de quatre malheureux civils alors que le général Lammerding avait affiché, ce même jour, à Tulle : « ...*A l'avenir, pour chaque soldat allemand qui sera blessé, trois maquisards seront pendus : pour chaque soldat allemand qui sera tué, dix maquis ou un nombre égal de leurs complices seront pendus également* ».

S'il est reconnu que Diekmann était bien présent, en effet, le samedi 10 juin, au matin, à Limoges, c'était déjà pour préparer un massacre, prévu depuis le départ de la Das Reich à Montauban, afin de stigmatiser la Résistance, parce que Diekmann ignorait jusqu'alors la capture de son ami, parce qu'il apprit dans le même temps la tentative de capture, la veille également, d'un autre officier SS, Karl Gerlach, non loin d'Oradour. Parce qu'Oradour s'est trouvé au mauvais endroit, au mauvais moment et, avec l'aide active de la collaboration, a alors été rasé pour solde de tout compte avec la population locale coupable d'abriter les « terroristes » de la « petite Russie », Lammerding ne désespérant pas, par ailleurs, de faire libérer son ami Kämpfe avant le départ officiel vers la Normandie.

Et, malgré tout, le silence se fit, lourd... tellement pesant que près de soixante dix ans plus tard, le même silence peut être observé lors de la recherche des témoignages. La disparition de Kämpfe reste une énigme locale majeure, voire nationale, de la Seconde Guerre mondiale : elle a donné lieu, de ce fait, à une quantité effrénée d'interprétations jusque... au négationnisme, inspiré des interprétations nazis, dès avant le procès de Bordeaux des lampistes bourreaux d'Oradour.

Le but de cet essai est de tenter de faire éclater enfin la vérité : la disparition de Kämpfe ne peut pas matériellement avoir une quelconque part de responsabilité dans le massacre d'Oradour et les inhumations successives de cet officier, respectivement à Breuilaufa, en Haute-Vienne, à environ dix kilomètres d'Oradour, puis dans le cimetière allemand de Berneuil, en Charente-Maritime, n'ont jamais été autre chose qu'une vaste tentative de désinformation orchestrée par les services officiels allemands, après la guerre, comme pour tenter de trouver des excuses à l'inexcusable... Alors il faut s'interroger encore une fois sur l'attitude de la Résistance dans cette affaire : pourquoi a-t-elle laissé faire et laissé dire ?

1- Le contexte local

Guéret fut, selon des sources convergentes, la première sous-préfecture métropolitaine libérée par la Résistance intérieure, le 7 juin 1944. Cette libération fut menée principalement par l'armée secrète (AS), commandée par Albert Fossey, alias François. L'armée secrète était le bras armé des

¹ Biographies de Helmut Kämpfe selon les historiographes Jacques Delarue, *Trafics et crimes sous l'occupation*, Paris, Fayard, 1968 : p. 393-394 (Annexe I) et Philip Vickers, *La division Das Reich de Montauban à la Normandie, SOE-Résistance-Tulle-Oradour*, Saint-Paul, Souney, 2003, p. 30 (Annexe II).

Mouvements Unis de Résistance (MUR) non communistes dirigés par Roger Cerclier, alias Jean-Pierre, dont Libération-Sud était le mouvement le plus important en effectif et le plus actif.

La mouvance communiste était représentée par les FTP, mais il n'y avait aucun lien d'allégeance avec les FTP voisins, dirigés par Georges Guingouin. Les FTP de la Creuse obéissaient aux ordres du PC clandestin central qui avait demandé à ses troupes de prendre les villes dès après le Débarquement afin d'investir les centres urbains et d'y imposer leur administration.

Guingouin, bien qu'ayant lui-même reçu cet ordre, s'est montré beaucoup plus réservé vis-à-vis de cette stratégie : « *une chose est de prendre les villes, les tenir en est une autre*¹ ». Pour lui, il est beaucoup plus simple de garder la maîtrise des campagnes d'autant que le ravitaillement y est relativement facile et que sa technique militaire d'embuscades et de replis immédiats fait merveille. C'est cette théorie qu'il met en pratique malgré la pression du PC. Guingouin refuse de prendre Limoges comme il lui avait été demandé dans la nuit du 7 au 8 juin, évitant ainsi que la ville de Limoges ne soit dévastée comme l'espéraient les Allemands (c'eût alors été en lieu et place d'Oradour). Il refuse aussi de s'associer à la prise de Guéret, puis à celle de Tulle. La suite lui donnera entièrement raison. Très vite ces villes furent reprises par les Allemands avec les graves conséquences en résultant pour les populations locales. Il y a lieu de souligner aussi que les parachutages d'armes étaient très limités par les Alliés qui ne voyaient pas avec un enthousiasme délirant, l'armement des communistes... et donc les Maquisards, désorganisés, mal armés, n'étaient guère en mesure d'affronter cette division SS suréquipée en armements lourds. Guingouin adopte donc la technique du repli, face à cette horde sanguinaire et barbare.

Il fit ainsi preuve d'un très grand sens tactique et humaniste (ce qui lui valut par la suite bien des déboires personnels...). Si les FTP de la Creuse participèrent, aux côtés de l'AS, à la prise de Guéret, le 7 juin 44, il n'en demeure pas moins que les informations échangées entre l'état-major résistant de la Creuse et celui de la Haute-Vienne, lors du passage de la Das Reich, ont dû être très réduites - ce n'est qu'après avoir eu connaissance du massacre d'Oradour que Guingouin sera en contact avec Fossey, à l'initiative de celui-ci, pour recueillir son avis sur Kämpfe et c'est seulement le dimanche 11 juin qu'il prendra connaissance du massacre de Combeauvert, information qui scellera le destin de Kämpfe... La ville de Guéret sera reprise par les Allemands, le 9 juin au matin. Il faudra attendre le 25 août pour enregistrer sa libération définitive.

Il faut noter aussi que Guéret se trouvait sur l'axe stratégique de liaison avec l'Allemagne et si la garnison de Guéret était limitée - environ une cinquantaine d'Allemands constituant un état-major de liaison (EML), la ville était à proximité de garnisons beaucoup plus importantes : à l'ouest, à 80 km, Limoges, à l'est, Montluçon à 60 km, et Moulin à 130 km. Un peu plus loin sur la route de l'Allemagne, la garnison de Clermont-Ferrand à 250 km, hébergeait plusieurs milliers d'hommes de troupe, allemands, avec le commandement de l'armée G.

2- Les faits historiques

Les événements qui ont conduit à la capture de Kämpfe trouvent leur origine dès le Débarquement. Les Maquisards réagissent immédiatement à l'appel au soulèvement lancé, le 6 juin 1944, par le général De Gaulle. Ce même jour, une première tentative de destruction du pont sur la Vige, à Sauviat-sur-Vige, sur la route nationale 141, a été menée par un groupe de ce qui allait devenir quelques jours plus tard, la compagnie Daniel. Le pont ne fut que détruit partiellement : un trou dans le tablier de telle sorte qu'il restait praticable pour les piétons et les véhicules à deux roues²(Annexe IV). Les raisons de cet échec partiel résident dans le manque de moyens en explosifs et le peu d'expérience des artificiers. Raymond Vaillant faisait partie du groupe de maquisards

¹ Selon Michèle Guingouin, sa fille, Georges Guingouin avait « *le souci constant des populations, des civils et de ses hommes* », Mont-Gargan, août 2011.

² Rapport du subdivisionnaire des Ponts et Chaussées de Saint-Léonard-de-Noblat, le 9 juin 1944.

chargé de la destruction du pont : il raconte comment, notamment, le commandant, Marcel Létang, dut être amputé d'une jambe, suite à un accident survenu à Bourganeuf et comment le groupe d'une vingtaine de Maquisards occupé, le 6 juin 1944 au matin, à installer les explosifs sous le tablier du pont, vit passer un camion chargé d'hommes en uniforme allemand : soldats allemands ou Maquisards ayant endossé ces uniformes ? (Annexe III, « *le sabotage du pont de Sauviat/Vige* »). Le pont sera totalement détruit une semaine plus tard par les « légaux » de Saint-Moreil.



Le trou dans le tablier du pont
Carte postale René Naneix (Sauviat/Vige)

Le 8 juin 1944, pendant que se déroulaient les tragiques événements de Tulle, la colonne principale de la deuxième division allemande Das Reich, continuait sa progression vers le nord, par la route nationale 20, en direction de Limoges. Il y avait notamment, le 3^{ème} bataillon du régiment Der Führer, commandé par le Sturmbannführer Helmut Kämpfe. Dans le même temps, au départ de Brive, le 1^{er} bataillon du régiment Der Führer, commandé par le Sturmbannführer Adolf Diekmann, se détachait de la colonne principale pour se diriger vers Rochechouart et Saint-Junien. Toutes ces manœuvres avaient pour but évident de prendre la ville de Limoges en tenaille afin de pouvoir très rapidement intervenir « efficacement » si, comme le pensaient les services de renseignements, aussi bien alliés qu'allemands, Limoges allait bientôt tomber entre les mains de la Résistance. Ces deux bataillons assuraient l'essentiel de la tenaille : à l'ouest, le 1^{er} bataillon de Diekmann, stationné à Rochechouart, sous-préfecture de la Haute-Vienne ; à l'est, le 3^{ème} bataillon de Kämpfe se détachant du reste de la colonne à Pierre-Buffière pour établir son cantonnement à Saint-Léonard-de-Noblat, avant de gagner Guéret en vue de la libération de cette ville prise par le Maquis, le 7 juin ; l'état-major principal et le reste de la colonne principale tenant la branche sud à hauteur de Pierre-Buffière.

Le but avoué de ces manœuvres était bien de « faire un exemple » en mettant la ville de Limoges à feu et à sang pour stigmatiser la Résistance au vu des populations locales qui lui apportaient manifestement un soutien par trop évident. Mais, Guingouin, brillant stratège et humaniste convaincu, contre l'avis même du Parti Communiste clandestin, allait faire échouer l'objectif affiché des Allemands, dès l'annonce du Débarquement : Limoges ne fut pas attaquée par la Résistance¹ (Annexe V) et la ville ne fut pas brûlée comme l'auraient voulu les Allemands.

Par contre, en Creuse, la Résistance, principalement représentée par l'Armée Secrète, aidée par les FTP creusois, avait lancé et réussi, dès le 7 juin, une attaque contre la garnison allemande de

¹ Témoignage de Georges Guingouin dans son ouvrage « *4 ans de lutte sur le sol limousin* », aux Editions Lucien Souny, Saint-Paul, 1991, p. 180 à 185.

Guéret. Selon Jacques Delarue¹ (Annexe VI) « leur tâche avait été plus facile car ils n'avaient pas eu à se battre contre les « Français » du Maintien de l'Ordre. Bien au contraire, les élèves de l'école de la Garde de Guéret étaient passés massivement dans les rangs de la Résistance le 6 juin au matin. En quelques heures la garnison allemande était neutralisée, puis prisonnière et les Résistants étaient maîtres de la ville. Leur premier soin fut de réorganiser une vie normale et de rétablir la légalité. Le lendemain, 8 juin, dans la matinée, les Allemands lancèrent une attaque en règle pour reprendre la ville. Après un bombardement aérien, des éléments de la 121^{ème} division d'infanterie de la Wehrmacht et de la 76^{ème} brigade Jesser, venant de Montluçon, tentèrent de pénétrer dans la ville mais, après d'assez vifs accrochages, furent repoussés par les Résistants qui demeurèrent maîtres du terrain. Il y avait eu des pertes des deux côtés. Le 9 juin, un nouveau bombardement aérien, plus sévère, fut suivi d'un mitraillage des rues à basse altitude, puis d'un nouvel assaut. Cette fois, vers midi, la Wehrmacht pénétra dans Guéret et en commença le « nettoyage ». Mais Lammerding, avisé de la situation à Guéret et prié d'y porter secours, avait envoyé à la rescousse le 3^{ème} bataillon du régiment « Der Führer », commandé par le Sturmbannführer Kämpfe. Les quatre compagnies du bataillon (9^{ème} Cie, Untersturmführer Kohs ; 10^{ème} Cie, Obersturmführer Manz ; 11^{ème} Cie, Obersturmführer Lang ; 12^{ème} Cie, Untersturmführer Stikz), soit environ 600 hommes, quittèrent l'itinéraire principal de la R.N. 20 après avoir pénétré en Haute-Vienne, peu après la petite ville de Pierre-Bufferière, et bifurquèrent à l'est » vers Saint-Léonard-de-Noblat où le bataillon établit un cantonnement, le gros du bataillon poursuivant sa route vers Guéret par la nationale 141 et à 13 kilomètres de Saint-Léonard, il y avait le bourg de Sauviat-sur-Vige à traverser...

3- La route fatale de Pierre-Bufferière à Guéret et retour vers Limoges, le 9 juin 1944

Selon Marc Parrotin (Annexe VII), le 4^{ème} panzer-grenadier » régiment Der Führer, commandé par le colonel Stadler atteint Pierre-Bufferière, aux portes de Limoges, le 9 juin, à 2h du matin et demeure sur place en vue d'une éventuelle prise de Limoges. L'état-major du régiment s'installe à l'Hôtel Central. C'est là que Kämpfe reçoit l'ordre de Lammerding de partir sur le champ reprendre la ville de Guéret, tombée entre les mains des Maquisards, le 7 juin, ce que la Wehrmacht avait été dans l'incapacité de faire, le 8 juin. Kämpfe revient presque aussitôt vers Pierre-Bufferière pour rejoindre son bataillon et le 3^{ème} bataillon part, en cette fin de nuit du 9 juin 1944 sur la route fatale...

Saint-Hilaire-les-Places, les Allois et Saint-Léonard-de-Noblat où Kämpfe établit un cantonnement succinct (une petite garnison de quelques dizaines de soldats chargés de la garde de la mine de wolfram est déjà en place à Saint-Léonard). Le 3^{ème} bataillon se dirige alors vers Guéret par la route nationale 141 et, à 13 km, se présente à l'entrée du bourg de Sauviat-sur-Vige qui marque la limite des départements de la Haute-Vienne et de la Creuse. Il n'y aura aucune escarmouche avant Sauviat. Georges Guingouin, fidèle à sa stratégie de repli, n'a pas fait intervenir « ses » Maquisards, en Haute-Vienne. En Creuse, sous le commandement de François Fossey, il va en être tout autrement.

3.1 Acte I - La traversée de Sauviat-sur-Vige, à l'aller

Le compte-rendu allemand des combats du 9 juin 44 (Annexe VIII) confirme, malgré ses imprécisions, que les premiers contacts avec la Résistance, depuis Pierre-Bufferière, ont commencé à Sauviat-sur-Vige : « La 9.Kp. s'est heurtée, à la cote 426², un kilomètre au nord-est de Moissannes à un fort barrage d'arbres. Le pont en béton traversant la rivière à la cote 426 avait sauté en totalité. La compagnie et son état-major ont traversé la rivière près du pont ».

Il y a lieu de noter l'inexactitude de ce compte-rendu : l'escarmouche a lieu à Sauviat-sur-Vige qui se trouve à quatre kilomètres et non un kilomètre au nord-est de Moissannes. Le pont en

¹ *Trafic et crimes sous l'occupation*, Paris, Fayard, 1968, p. 390 à 397.

² La cote 426 correspond effectivement à la cote enregistrée à l'entrée du bourg de Sauviat-sur-Vige.

béton signalé est le pont sur la Vige qui a été en partie détruit le jour du débarquement. Il apparaît surprenant dans ce compte-rendu de situer Sauviat/Vige par référence à Moissannes : ceci peut s'expliquer par la rédaction, a posteriori, du compte-rendu, c'est-à-dire après la capture de Kämpfe, près de la petite bourgade de Moissannes qui serait ainsi devenue la référence.

Deux témoins, Bernard Chassoux et Paul Beylle, étaient présents ce 9 juin 1944, à Sauviat/Vige, l'un encore enfant qui s'enfuit dans les bois avec ses proches, sur les indications du chef de famille, proche des Maquisards, et donc bien informé de l'arrivée des SS, l'autre, Maquisard lui-même venant au ravitaillement (Annexes IX et X). Leurs récits confirment l'arrivée très matinale de la colonne SS, vers 6 ou 7h, correspondant bien à un départ de Pierre-Buffière dans la nuit, vers 4 ou 5h. Devant le pont sur la Vige, que leurs engins lourds ne pouvaient traverser sous peine de basculer dans la rivière, la colonne s'immobilisa. Dans la nuit, les « légaux » de Sauviat avaient abattu, au « passe-partout », les arbres (de gros chênes), bordant la route nationale de part et d'autre du pont. La colonne, arrêtée près du pont, subit alors des tirs de mitraillettes de Maquisards embusqués de l'autre côté du pont, mais qui s'enfuirent très vite face à la puissance de feu des Allemands. Le compte-rendu allemand rapporte : *« Une faible formation ennemie en position près de la route fut dispersée par un tir de fusil-mitrailleur exécuté par l'élément de pointe. L'ennemi, motorisé, s'est enfui avec deux camions et une voiture particulière »*.

Le commandant Kämpfe demanda alors la construction, « dans l'heure » qui suivait, d'un pont provisoire sur la rivière, sous peine d'exécuter des otages, voire de mettre Sauviat à feu et à sang. Paul Beylle raconte, dans son témoignage, la construction de ce pont provisoire, dont la mise en œuvre prit, tout de même, plusieurs heures (la colonne se présenta à Combeauvert, à 20 km de Sauviat, vers 11h seulement) : *« Tous les habitants du bourg se mirent aussitôt à la tâche pour reconstruire un pont provisoire sur la Vige, à 4/5 mètres du pont existant. Ce pont provisoire était constitué des troncs de chênes abattus roulés jusque dans le lit de la rivière, en travers, et sur lesquels furent fixés des madriers en provenance de la scierie se trouvant près de la route d'Espagne. Le convoi allemand emprunta la déviation ainsi construite en ressortant sur la route nationale beaucoup plus loin après le pont et les barrages d'arbres abattus... »*.

Pendant tout le temps de la construction du pont provisoire, les Allemands ne manquaient pas de terroriser la population locale. Ceci est rapporté par Bernard Chassoux : *« Lors du passage du bataillon Kämpfe à Sauviat et pendant la mise en service du pont provisoire sur la Vige, les ouvriers de l'usine de porcelaine se sont enfuis dans la campagne, derrière l'usine, et les Allemands ont ouvert le feu sur eux, sans faire de victime. Le concierge de l'usine, Jean Mathieu, a rapporté par la suite l'événement, moitié patois, moitié français en disant que « les riffalades de mitraillettes coupaient les épis de blañgre¹ ! »*.

Cette terreur entretenue est aussi rapporté par un autre témoin, Michel Barthelot (Annexe XI), dont la famille habitait une maison proche du pont : *« En attendant la mise en place d'un pont provisoire, sous peine de représailles, le convoi allemand stationnait sur toute la longueur du bourg et les SS avaient installé deux mitrailleuses en bordure de route, devant la maison familiale. Ils tiraient des rafales sporadiques pour bien manifester leur intention belliqueuse aux habitants du bourg qui s'activaient à la construction du pont provisoire. Plusieurs balles s'étaient logées dans le plafond de la maison et d'autres avaient traversé les plafonds et même le toit. Cette situation angoissante pour la famille rassemblée au rez-de-chaussée de la maison a duré plusieurs heures (peut-être six heures) »*.

¹ Les rafales de mitraillettes coupaient les épis de blé noir !



Pont sur la Vige à Sauviat
Les vestiges du pont provisoire¹ consolidé en 1945 (photo MB 12/07/2010)

Ce n'est donc pas avant 10 heures du matin que les Allemands purent franchir l'obstacle de Sauviat-sur-Vige et se diriger vers Guéret, via Bourganeuf. Sauviat-sur-Vige échappa ainsi aux dommages qui auraient pu résulter de cette première escarmouche avec les SS sur la route de Guéret.

3.2 Acte II - Le massacre de Combeauvert

Les escarmouches vont ensuite se succéder, entre Sauviat et Bourganeuf, comme en fait état le compte-rendu allemand, publié par Alain Chazette (Annexe VIII). « *Après une rapide avance, la 9.Kp. s'est de nouveau heurtée à un barrage d'arbres immédiatement au nord de Sauviat. L'ennemi, qui l'avait préparé, n'a pas réussi la destruction du pont de la localité. L'adversaire, déjà en retraite, a été rattrapé par des éléments dispersés (un camion avec 12-15 hommes), près de la Besse et pris sous le feu d'une pièce motorisée de 7,5 cm. Le groupe de tête n'a pu que constater la présence de 3 tués près du camion² et a pris trois pistolets-mitrailleurs anglais. La plus grande partie de l'arrière-garde en fuite a réussi à se réfugier dans la forêt proche* ». Les trois maquisards étaient en fait grièvement blessés et furent achevés au lance-flammes sur un tas de fumier de la ferme voisine. La barbarie nazie était bien au rendez-vous de l'histoire, en Limousin.

La colonne arrive à Bourganeuf, sans doute peu avant la fin de matinée. Selon Alain Chazette (Annexe XII), elle se scinde alors en trois groupes de combat : « *le premier formé de la 11./III./SS-Panzergranadier-Regiment 4 « Der Führer » gp du SS-Ostuf Lang, prend le chemin de St-Vaury via Aulon par l'actuelle D912, pour ainsi accéder à Guéret par l'ouest, les 12. et 10./III./SS-Pz DF arrivées au nord de Vieilleville virent à droite en direction de Guéret via l'actuelle D914. Quant au troisième détachement, formé de la 9./III./SS-Panzergranadier-Regiment 4 « Der Führer » gp (SS-*

¹ Le pont en pierres ne fut reconstruit que quelques années plus tard : dans l'attente de la réfection complète du pont en pierres, le pont provisoire fut donc consolidé au même emplacement, avec l'édification de points d'appui en pierre sur les rives de la Vige. Sur la photo : le seul point d'appui existant encore sur la rive gauche de la Vige, dernier vestige du pont provisoire consolidé.

² La deuxième embuscade près de la Besse a eu lieu à la Gane du Clos et le pont dont il est question doit être celui sur la Béraude. Les trois tués étaient en fait (selon Marc Parrotin dans « *Le temps du maquis* », p. 389 « torches humaines à Montboucher ») « *trois FFI de la compagnie Chaumeil se rendant à Saint-Pierre Chérignat en camion pour assister aux obsèques d'un des leurs... grièvement blessés, ils sont achevés sur place et les Allemands brûlent leur corps au lance-flammes.* »

Ustuf. Kohs) et de l'échelon de commandement (SS-Stuf. Helmut Kämpfe), il continue sa marche vers Guéret » par la route nationale 141. La Wehrmacht, venant de Clermont-Ferrand devait former la branche est de la tenaille. Toujours la stratégie de la tenaille...

La 9^{ème} compagnie du 3^{ème} bataillon du régiment « Der Führer » se dirige donc vers Guéret avec l'état-major du bataillon commandé par Helmut Kämpfe. Pendant ce temps, la Wehrmacht a repris la ville de Guéret après un sévère bombardement aérien de la Luftwaffe et un mitraillage à basse altitude chassant les Maquisards hors de la ville. C'est le sauve-qui-peut. Raymond Vaillant se souvient (Annexe III « *La libération de Guéret par le Maquis et la reprise de la ville par les Allemands* »). Le camion qui l'emmenait avec une quinzaine de Maquisards en fuite a subi les assauts répétés de l'aviation ennemie et a fini par prendre feu. Ce fut la chance de ce groupe qui se dirigeait tout droit vers le puissant détachement de Kämpfe. Les Maquisards se dispersèrent alors dans les bois. Ce ne fut pas le cas pour les FTP de la compagnie Brunet...

Kämpfe est en contact avec les avions de la Luftwaffe qui le renseigne sur le repli des Maquisards. Il se place alors en position d'attente, au Poteau de Combeauvert, « *ses véhicules blindés et ses camions dissimulés sous les frondaisons* » : l'araignée n'a plus qu'à voir venir ses proies. Marc Parrotin qui a collecté la mémoire des rescapés et de tous ceux qui se sont souvenus, rapporte avec précision le déroulement du massacre qui va avoir lieu au Poteau de Combeauvert (Annexe VII, « *Embuscade à Combeauvert* »).



Le Poteau de Combeauvert (Creuse)
Route de Janaillat¹ – Mémorial (photo MB 12/07/2010)

C'est d'abord le chauffeur d'un camion et son passager, transportant des sacs de charbon de bois pour les camions gazogène du Maquis, qui sont exécutés. C'est ensuite un groupe de jeunes se dirigeant en chantant vers Janaillat pour rejoindre le PC du Maquis, à Bellesauves. Le gendarme qui pilote le camion est exécuté aussitôt et jeté sur la chaussée où il va être écrasé par les chenillettes du véhicule blindé emmenant les jeunes gens qui, eux aussi, vont être exécutés peu après, à même le fossé. Il y aura trois rescapés. L'un deux, Robert Avignon raconte (Annexe XIII). Il devait être, selon lui, environ onze heures...

¹ Carrefour de la RN 141 avec les routes de Pontarion et de Janaillat.

C'est enfin un petit convoi de cinq véhicules de Maquisards, en repli depuis Guéret, avec les prisonniers allemands et le chef de la garnison, Biebricher, tombés entre leurs mains, le 7 juin, lors de la première libération de Guéret. Malgré le fusil-mitrailleur sur le camion gazogène de tête, qui tue trois Allemands, dont une auxiliaire féminine, et fait quelques blessés, selon Alain Chazette (Annexe XII « *Le massacre de Combeauvert sous le commandement du SS-Stubaf. Helmut Kämpfe* »), le combat tourne vite à l'avantage des SS et 11 Maquisards sont tués. Les rescapés sont conduits au Poteau de Combeauvert et exécutés à leur tour, sous le regard de Biebricher et de membres de son état-major.

La fin des massacres intervient vers 14h 30, ce 9 juin 1944. Il y a 31 morts du côté des Résistants. La colonne SS va pouvoir repartir non sans avoir accompli un dernier geste de barbarie : les chenillettes des blindés écrasent les corps qui s'agitent encore. Marc Parrotin rapporte « *Au carrefour de Combeauvert, le spectacle est épouvantable : partant du fossé tragique où sont pêle-mêle les cadavres des volontaires, un ruisseau de sang a coulé et s'est coagulé sur le bitume où gît, au milieu de la chaussée, le cadavre du gendarme Morel, le crâne écrasé* ».



Le Poteau de Combeauvert (Creuse) Souviens-toi... (photo MB 12/07/2010)

Le compte-rendu allemand des combats, rapporté par Alain Chazette, ne fait bien sûr aucune allusion à la sauvagerie des SS, comme si celle-ci était toute naturelle dans de telles situations : « ... un camion ennemi transportant du personnel allemand soit : 24 officiers, sous-officiers et auxiliaires féminines. La défense du camion était assurée par 25 terroristes en uniforme, armés de fusils-mitrailleurs, de mitraillettes et de pistolets. Un court combat rapproché permet de libérer les membres des forces armées cités ci-dessus (il s'agissait ici de membres de l'état-major des formations présentes à Guéret et de la Feldgendarmérie de Guéret). Nos pertes : voir rapport journalier. Pertes de l'ennemi : combat rapproché : 19 tués. Un échelon de sécurité immédiatement

mis sur pied pouvait surprendre encore plusieurs terroristes, parmi eux un officier de la garde mobile parti à pied. La compagnie a été attaquée sur son flanc droit¹ par un adversaire motorisé (apparemment en provenance de Bonneville). La réplique immédiate permit la destruction d'une voiture, quatre camions et onze terroristes. Le reste de l'adversaire a pu se sauver dans la forêt. Après les soins donnés aux blessés par le médecin du III./ « DF » et leur rapatriement à Bourganeuf (lieu de rassemblement des blessés), l'avance s'est poursuivie ».

Après le départ des Allemands vers Guéret, des habitants du voisinage immédiat qui ont entendu les fusillades, se rapprochent du Poteau de Combeauvert et découvrent de véritables tableaux d'épouvante. Le PC du Maquis est aussitôt avisé, en ce début d'après-midi. Le destin de Kämpfe vient de basculer : il est probable alors que des émissaires du Maquis vont partir dans l'autre sens sur la route nationale, pour solliciter, tout au long de cet axe, pénétrant en Haute-Vienne à hauteur de Sauviat-sur-Vige, les forces résistantes disponibles, en vue d'organiser des embuscades dans le but bien présomptueux d'intercepter la colonne allemande à son retour de Guéret et de lui faire subir des dommages...

3.3 Acte III - L'arrivée à Guéret après la bataille et le chemin du retour jusqu'à Sauviat-sur-Vige

Le compte-rendu allemand des combats du 9 juin (Annexe VIII) fait état de la suite des opérations militaires allemandes jusqu'au regroupement des compagnies du 3^{ème} bataillon dans la ville de Guéret reprise par la Wehrmacht, avec un appui aérien, dès la fin de matinée. Guéret était donc à nouveau entre les mains des Allemands lorsque la 9^{ème} compagnie et l'échelon d'état-major commandé par Helmut Kämpfe, arrivèrent sur les lieux peu avant 18 heures. Les membres de l'état-major des formations allemandes et de la Feldgendarmerie présentes à Guéret, avant la prise de la ville, avaient été libérés à Combeauvert. Par ailleurs, les soldats allemands blessés lors de l'attaque de la ville par la Résistance avaient été correctement soignés à l'hôpital de la ville et les Résistants avaient même rendus les honneurs aux vaincus d'un jour. Cette situation devait sauver la ville des représailles. Kämpfe décida alors, après avoir pris contact avec l'officier commandant les forces armées terrestres de Guéret, de laisser le sort de la ville entre les mains de la Wehrmacht. D'autre part, il venait de recevoir un message radio², vers 18 heures, avec l'ordre, communiqué par Lammerding, de se rendre au plus vite à l'état-major de la division lequel s'était installé à Limoges, à l'hôtel Central. Cet ordre n'est pas cité dans le compte-rendu des combats du 9 juin :

« La compagnie rejoignait Guéret vers 18 h 00, après deux rencontres avec l'ennemi (engagements faibles) près de Le Monthiaux (ennemi motorisé avec trois voitures, cinq camions, une cuisine roulante, deux motocyclettes mais faiblement encadrés). Elle y prit contact avec les 10., 11., et 12.Kp. et des éléments de la 189.Res-Div. Lors du dernier engagement avec l'adversaire, tous ses véhicules ont été détruits par des tirs et explosions. L'officier commandant le III./ « DF » prit contact avec l'officier commandant les forces armées terrestres de Guéret. Alors qu'un groupe d'artillerie blindée et un groupe de la 11.Kp. demeuraient à Guéret pour raisons de sécurité, les 9., 10. et 12.Kp. et l'état-major ont pu rejoindre leurs stationnements précédents sans incidents. Après un rassemblement à Bourganeuf des véhicules capturés, les conducteurs furent désignés. L'officier commandant conduisait lui-même la Peugeot (précédemment voiture du commandant). L'ensemble du convoi comprenait environ dix véhicules, dont deux camions. »

Par mesure de sécurité, Kämpfe laissa deux groupes (un groupe d'artillerie blindée et un groupe de la 11^{ème} compagnie de son bataillon) à la disposition de la Wehrmacht et il fit demi-tour pour se rendre au plus vite à Limoges à la demande de son supérieur. Selon Jacques Delarue (Annexe VI), « il emmenait avec lui une vingtaine de gardes et de gendarmes qui avaient été faits

¹ Il s'agit des jeunes gens qui allaient s'engager dans le Maquis.

² Lammerding venait de recevoir lui-même l'ordre du haut-commandement allemand d'acheminer sa division vers la Normandie, après avoir regrouper l'ensemble de ses forces dispersées dans la lutte contre la Résistance, dans les Pyrénées et la Massif Central. Il ne lui fallait pas moins de 48 heures pour cette tâche et le départ était prévu le 12 juin, au matin.

prisonniers lors des combats menés par la Wehrmacht pour reprendre Guéret. Ces prisonniers furent ramenés à Limoges et mêlés à l'important groupe des otages de Tulle auxquels s'ajoutèrent quelques détenus de la prison de Limoges. Tous furent dirigés ensemble sur Poitiers, le 12 juin, et déportés... »

C'est donc un important convoi, comprenant les 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème} (en partie) et 12^{ème} compagnie avec l'état-major qui reprend la route nationale vers Limoges, en cette fin d'après-midi du 9 juin 1944. Le convoi repasse au carrefour de Combeauvert devant le carnage du début de l'après-midi et de la trentaine de cadavres de « terroristes » fusillés. Selon Marc Parrotin (Annexe VII), le convoi va stationner là et « *s'attarder à fouiller les morts* ». L'horreur de la guerre déroule son tapis ensanglanté à Combeauvert...

Après un arrêt à Bourganeuf pour la répartition des véhicules capturés, le convoi se dirige vers Sauviat-sur-Vige et se présente devant le pont provisoire sur la Vige, installé le matin, par les habitants, sous la contrainte. Un témoin, Bernard Chassoux, qui avait alors une dizaine d'années, raconte : « *Le passage du pont provisoire, maintenu en l'état depuis le matin, comme à l'aller, se fait au ralenti en raison de l'instabilité des madriers. Le Commandant, passé en tête de colonne, se rend jusqu'à la Mairie de Sauviat afin de remercier le Délégué de Vichy, M. Champeau, pour son action efficace dans la remise en état provisoire du pont sur la Vige. Il y rencontre le Secrétaire de mairie, M. Cheignaud, et au moment de le quitter, il lui annonce qu'à compter de cet instant « il ne répond plus personnellement de ses hommes », car il doit partir sur le champ pour Saint-Léonard afin de gagner du temps. Ceux des soldats qui ont déjà traversé le pont, vont « boire un coup » chez Naneix. Les véhicules qui ont franchi le pont s'arrêtent en haut du bourg pour la reconstitution de la colonne. Il semble que des maquisards soient retenus prisonniers dans certains véhicules à chenilles. Ce soir-là, toute la famille est restée à notre domicile, volets fermés comme pour toutes les maisons du bourg, sans doute sur ordre des soldats allemands qui peuvent craindre des francs-tireurs derrière les fenêtres aux volets non fermés et le risque pour les habitants de recevoir en conséquence une grenade allemande dans les pièces sur la rue principale* ».

Ici commence ce qui reste encore, près de soixante-dix ans plus tard, l'affaire Kämpfe, dont le mystère est renforcé par des analyses historiographiques souvent imprécises et qui se contredisent par absence de référence à des sources sûres. Ce travail de collecte de mémoire va-t-il enfin permettre d'expliquer et de lever ce mystère ?

3.3.1 L'erreur fatale du boucher de Combeauvert

Kämpfe, passé en tête de colonne, va donc franchir le premier le pont provisoire au volant de sa voiture de sport pour se rendre à la Mairie, au centre du bourg, afin de remercier le délégué de Vichy « *pour son action efficace dans la remise en état provisoire du pont sur la Vige* ». Ce dernier est absent et il est reçu par le secrétaire de mairie, M. Cheignaud. Mais Kämpfe est pressé de recevoir les instructions de Lammerding et les véhicules militaires passent le pont provisoire avec beaucoup de difficultés, en raison de l'instabilité des madriers posés sur des rondins. Il aime la vitesse et la conduite de voiture : ne jouait-il pas, selon Michel Peyramaure (Annexe XIII) « *à se laisser dépasser et à dépasser à son tour les véhicules du convoi, la route étant ouverte par une auto mitrailleuse SPW* » ? Pour aller plus rapidement prendre les ordres de Lammerding, lequel l'avait joint en fin d'après-midi en vue de programmer le départ de la division vers la Normandie, il choisit donc de partir, seul, sans chauffeur, au volant de sa voiture de sport, vers la garnison de Saint-Léonard, à 13 kilomètres de là, en confiant le commandement de son détachement à son second, le docteur Ladislaus Müller. Le Secrétaire de Mairie, M. Cheignaud, est ainsi la dernière personne qui a rencontré officiellement Kämpfe avant son arrestation au village de La Bussière, à 2 kilomètres seulement de Saint-Léonard-de-Noblat.

Certains écrits historiographiques font état de deux motocyclistes qui aurait ouvert la route au commandant du bataillon. Cette hypothèse ne résiste pas à l'analyse, sinon comment expliquer que la capture de Kämpfe ait pu se faire sans aucune réaction de leur part et quand bien même auraient-ils pris une certaine avance sur le véhicule de leur commandant, ce qui serait contradictoire avec une

protection rapprochée, pourquoi n'auraient-ils pas fait demi-tour arrivés à Saint-Léonard-de-Noblat : ils n'auraient eu aucune peine à rejoindre le véhicule gazogène poussif des ravisseurs.

Le « héros » des SS de la division « Das Reich » se croyait invincible. Il avait passé toute la matinée à « nettoyer » les foyers « terroristes ». Il n'avait, sur le parcours Pierre-Buffière/Sauviat-sur-Vige, rencontré aucune résistance, Guingouin appliquant la stratégie du repli face à des armées aussi puissantes. L'erreur fatale de Kämpfe fut de croire à cette invincibilité. Tous les témoignages concordent pour considérer comme très vraisemblable l'hypothèse que Kämpfe est parti seul, au volant de sa voiture de sport, sur la route nationale 141 de Sauviat-sur-Vige à Saint-Léonard-de-Noblat. Il est 20 heures environ : dans moins de demi-heure le destin d'Helmut Kämpfe va basculer...

3.3.2 La préparation de l'embuscade

Alors que la 9^{ème} compagnie et l'état-major du 3^{ème} bataillon, commandé par Kämpfe, faisait route vers Guéret, après le massacre de Combeauvert, le PC du commandant François, installé aux environs du hameau de Bellesauves près de Janaillat, est informé du massacre dans l'heure suivant le départ des Allemands. Selon Marc Parrotin (Annexe VII), « Une jeune fille Melle Thory, ayant découvert à son tour ce tableau d'épouvante, a enfourché son vélo et a roulé aussi vite qu'elle a pu, pour avertir les responsables des C.F.L, elle a fait irruption à Bellesauves, au P.C. : « Là-bas, à Combeauvert, il y a beaucoup de gars tués... ». La réaction des chefs n'a pas été celle qu'elle espérait... ». Et pourtant, l'état-major de la Résistance en Creuse ne semble pas être resté inactif.

Un témoignage capital, ignoré jusqu'à ce jour, apporte un éclairage totalement nouveau sur la réaction immédiate du commandant François. Il s'agit du témoignage de Jean Gendaux (Annexe XV) : « A trois heures de l'après-midi, le 9 juin 1944, je reçois l'ordre, par un émissaire du maquis, venu à vélo, d'être présent, avec les autres « légaux » et nos armes, près de la route de Sauviat pour renforcer l'action de maquisards chargés de tendre une embuscade à la colonne allemande revenant de Guéret après le massacre de Combeauvert, le matin, lors du trajet aller vers Guéret ».

Jean Gendaux a reçu de nombreuses récompenses pour son courage pendant la période de guerre : Croix de Lorraine, Croix du Combattant, Croix de reconnaissance de la Nation. Il a été aussi porte-drapeau de l'association locale des Anciens Combattants. Il manifeste, au cours de ses audiences successives, et malgré son grand âge et une gentillesse sans égale, une mémoire sans faille et une grande assurance dans le rappel des faits.

Son témoignage est tout ce qu'il y a de plus crédible.



Jean Gendaux (photo MB 20/04/2010)

Ainsi, dès 15 heures, le chef des « légaux » de Saint-Léonard est sollicité directement par les représentants de l'AS en Creuse, via un émissaire, pour organiser une embuscade sur le chemin du retour de Kämpfe et « punir » le « boucher de Combeauvert », commandant du détachement qui a commis l'infamie de faire passer ses blindés sur les corps de blessés, à Combeauvert. Guingouin, le chef des FTP de la région ne semble pas avoir été informé puisque ce n'est que le dimanche qui suit qu'il sera mis au courant du massacre de Combeauvert, au cours d'une communication avec le PC de l'AS.

Et à 18/19 heures, une dizaine de « légaux » de Saint-Léonard-de-Noblat sont déjà en position d'embuscade, près de la route nationale 141, attendant le retour des Allemands. *« En fin d'après-midi, vers 18/19 heures, nous sommes allés nous cacher derrière des barges de foin dans un pré en bordure de bois, au-dessous de la route de Vernon. Nous étions à 150/200 mètres environ de la route nationale. Je disposais d'un bazooka et les autres de mitraillettes et de grenades »*. Pour lutter contre des blindés... Sur une carte qui lui a été présentée, Jean Gendaux note approximativement la position du groupe qu'il commandait : entre l'allée de Vernon et la route de Vernon, *« dans une prairie artificielle, qui se labourait de temps en temps, et où il y a peut-être à présent une plantation »*, à 200 m environ de l'allée de La Bussière.



L'embuscade des « légaux » de Saint-Léonard : X, caractère tracé de la main de Jean Gendaux

L'embuscade, initiée par l'Armée Secrète de la Creuse, est donc bien en place sur le flanc gauche de la colonne allemande revenant de Guéret. Que se passe-t-il réellement sur le flanc droit de la colonne, du côté de La Bussière ?

Il faut remonter aux événements survenus au cours de la matinée du 9 juin 1944. Le 3^{ème} bataillon, commandé par Helmut Kämpfe, vient de quitter Saint-Léonard aux premières lueurs de l'aube, au complet, et se dirige vers Guéret pour en chasser les maquisards qui avaient pris la ville. Pendant ce temps-là, au camp FTP des Brousses, près de Cheissoux, deux équipes de maquisards s'apprêtent à prendre la route de Champnétery et voyager, sans doute ensemble, jusque peu avant l'entrée de Saint-Léonard, par la route nationale 141 en direction de Limoges, alors que Kämpfe, passé il y a peu dans l'autre sens, est alors probablement bloqué à Sauviat-sur-Vige, devant le pont sur la Vige, en attendant sa reconstruction provisoire. Ce matin du 9 juin 1944, il s'en est sans doute fallu de peu que le 3^{ème} bataillon de Kämpfe et le convoi des maquisards, ne se rencontrent entre Moissannes et Saint-Léonard-de-Noblat. Il est facile d'imaginer ce qu'il serait alors advenu des véhicules et de leurs occupants, face aux blindés allemands.

A moins d'un kilomètre de Saint-Léonard, les deux équipes se séparent. Une équipe, commandée par Robert Fournaud, le chef du groupe, poursuit la route vers la sortie de Saint-Léonard, en direction de Limoges, dans « *le camion gazogène de Bidaud, marchand de bois à Bujaleuf¹* » et installe un barrage de charrettes, tout de suite après le pont sur la Vienne, au Pont-de-Noblat, pour, soi-disant, contrôler les véhicules qui entrent et qui sortent de la ville, une mission tout ce qu'il y a de plus banal, en somme. L'autre équipe, commandée par Jean Canou, se dirige, vers Brignac, via de petites routes secondaires, dans une camionnette réquisitionnée aux PTT de Saint-Léonard, en vue de saboter le pont sur la Vienne.

N'est-il pas concevable d'imaginer, si les événements n'en avaient décidé autrement, une action concertée de sabotage des ponts sur la Vienne, pour couper toute communication entre Limoges et l'Est du département ? Le groupe Fournaud ne s'était-il pas donné une mission, non seulement audacieuse, mais également très stratégique : saboter les ponts, sur la Vienne, le vieux et le nouveau² ? La capture du soldat allemand, en milieu de matinée, n'a-t-elle pas interrompu les préparatifs du sabotage ? Sans doute, était-il préférable de ramener le prisonnier au camp de base, plutôt que d'en assurer une garde difficile près du pont, sachant par ailleurs que son absence au but assigné (assurant peut-être la liaison avec le cantonnement de Saint-Léonard³) pouvait donner l'alerte.

3.3.2.1 L'embuscade du Pont-de-Noblat

Selon toujours le même témoin X... X..., particulièrement bien informé auprès d'un maquisard, E... P..., qui a participé à cette embuscade (Annexe XVI), « *A la sortie de Saint-Léonard-de-Noblat, au Pont-de-Noblat, à une centaine de mètres avant la route des Allois, les maquisards du groupe Fournaud (camp des Brousses à Cheissoux) ont placé, en croix, les timons de deux charrettes, « empruntées » au meunier voisin⁴, pour barrer la route.*

Il est aux alentours de 10h 30, le matin, quand une estafette allemande, à moto, venant de Limoges et se dirigeant vers Saint-Léonard⁵, est brutalement arrêtée par le barrage ainsi dressé. Accrochée par les timons, en tentant de forcer le passage, l'estafette chute lourdement, mais se relève aussitôt et, s'emparant de la mitrailleuse qu'elle porte sur le dos, ouvre le feu sur les maquisards en embuscade. Riposte immédiate du Maquis (fusils américains et mitrailleurs).

L'arme de l'estafette (un jeune soldat allemand⁶) s'étant enrayée, il est rapidement capturé par le groupe de maquisards avec Robert Fournaud à sa tête.

Il n'y a aucun blessé de part et d'autre. La moto de l'estafette est alors dissimulée dans une grange voisine. Prisonnier, l'Allemand est rapidement conduit par les maquisards au village de Villemonteix, commune de Cheissoux. Il aurait alors été emprisonné chez Parot, à Villemonteix. C'était un café en bordure de la route principale. En raison de cette proximité dangereuse, il a été très vite transféré à la ferme des Noches. »

¹ A partir des propos tenus par un maquisard du groupe Fournaud, E... P..., « *ayant réellement participé à ces événements* », et relevés par le témoin X... X... qui a souhaité conserver le plus strict anonymat.

² Ces ponts furent détruits un mois plus tard, par les FFI, les 14 et 15 juillet 1944. Il existe, à ce sujet, un témoignage très détaillé et fort intéressant, de Jack Peyrichou, Président des ACPG du canton de Saint-Léonard.

³ Implanté dans le collège de garçons de la ville, en vue, notamment, d'assurer le contrôle de la mine d'exploitation de wolfram de Puy-les-Vignes.

⁴ Les Moulins de Noblat, sur la Vienne, transformés depuis en restaurant, puis exposition des porcelaines Coquet, se trouvaient à proximité de l'embuscade.

⁵ Ou quittant Saint-Léonard pour se diriger vers Limoges ?

⁶ Originaire de Düsseldorf : c'est la seule indication que rapportent les divers témoignages pour tenter de l'identifier. Il va être le compagnon d'infortune de Kämpfe et repose avec lui dans les bois des Noches, près de Cheissoux. Sans doute n'aurait-il jamais été exécuté s'il n'avait pas été au contact de Kämpfe. Et personne, semble-t-il, ne l'a jamais recherché, après guerre.

Même s'il demeure quelques interrogations sur cet événement, le témoignage laisse clairement entendre que le groupe Fournaud a quitté précipitamment les lieux après la capture de l'Allemand, sans doute avant la fin de la matinée, pour regagner le camp de base, après avoir rangé les charrettes et fait disparaître la moto accidentée. Les ponts de Noblat n'ont donc pas « sauté », ce jour-là... ce ne sera que partie remise !

3.3.2.2 Le sabotage du pont de Brignac

L'équipe sous les ordres de Jean Canou va remplir, elle, sa mission du jour, ce 9 juin 1944 : le sabotage du pont sur la Vienne, à Brignac dans la commune de Royères, non loin de Saint-Léonard-de-Noblat. Deux anciens maquisards, toujours en vie, appartenant au groupe Canou ont apporté des témoignages parfois même très contradictoires. Il s'agit de deux cousins, J... P... et L... P..., qui ont néanmoins refusé de signer leur témoignage (Annexe XVII et XVIII).

« Nous venions de faire sauter, affirme J... P..., dans l'après-midi du 9 juin, le pont de Brignac sur la Vienne et nous rentrions, en fin d'après-midi, à Cheissoux, notre camp de base en passant par Lajoumard, avant d'atteindre la nationale à partir de la route du Chatenet-en-Dognon ».

Et L... P... indique plus précisément : *« J'appartenais au groupe d'une trentaine de Maquisards, commandé par Robert Fournaud, dont le camp de base était situé près de la ferme de la Combe à Cheissoux. Le matin du 9 juin 44, un groupe de sept ou huit hommes dont je faisais partie avec mon cousin Jean, Félix, Clément, Bébert et quelques autres sous les ordres du sergent Canou, se dirige vers Brignac pour faire sauter le pont sur la Vienne. J'étais chargé de monter la garde entre le pont et la ligne SNCF, pendant tous les préparatifs du sabotage, mis en œuvre par l'artificier du groupe, un Maquisard lorrain qui était aussi le conducteur de notre véhicule de locomotion : une camionnette fonctionnant en mode gazogène et capable de rouler à trente ou quarante kilomètres à l'heure tout au plus. La destruction du pont de Brignac intervient dans l'après-midi et elle est parfaitement réussie : une bonne partie du tablier du pont et les piles qui le supportaient s'effondrent au milieu de la Vienne.*

Pour les deux témoins, le sabotage du pont est intervenu dans l'après-midi du 9 juin, sans plus de précision. Ce que conteste vivement Jean Gendaux (Annexe XV), pour qui le sabotage du pont de Brignac, sur la Vienne, est intervenu, d'après tous les pêcheurs qu'il a eu l'occasion de rencontrer après guerre¹, vers 11 heures du matin : ceux-ci venant de Limoges le matin pour la partie de pêche et se trouvant privés de déjeuner en raison de l'impossibilité de se rendre au restaurant sur la rive opposée, le pont étant alors totalement « coupé ».



Le pont de Brignac reconstruit (photo MB 15/08/2011)

¹ Jean Gendaux habite, toujours, tout près du pont de Brignac.

3.3.2.3 Le commencement du « mystère Kämpfe »

Et si, malgré tout, le sabotage du pont de Brignac était bien intervenu dans l'après-midi, comment se fait-il que le groupe Canou ne rentre au camp de Cheissoux qu'en toute fin d'après-midi et se trouve ainsi, entre 20 heures et 21 heures, sur la route nationale 141, au niveau de l'allée de La Bussière, Brignac n'étant éloigné que de moins d'une dizaine de kilomètres de La Bussière ?

Dans l'intervalle de temps séparant le sabotage du pont de Brignac et la présence de l'équipe Canou à La Bussière, en toute fin d'après-midi, il existe un espace vide de toute information qu'aucun témoignage ne vient réellement combler avec certitude. Les seuls témoignages disponibles, dans cet essai, donnent à croire que la camionnette gazogène sortait de La Bussière pour prendre la route nationale.

Selon Jean Canou, lui-même (Annexe XIX), l'équipe « *a touché la grand-route à la Bussière* », c'est-à-dire la route nationale. Or les chemins menant de la route secondaire du Chatenet-en-Dognon vers la route nationale en passant par La Bussière étaient, selon un des témoins (Annexe XX) qui habitait le village de La Bussière, des chemins creux utilisés seulement pour les vaches et donc impraticables à tout véhicule, à plus forte raison à une camionnette fonctionnant avec un gazogène, très difficile à manœuvrer. Par ailleurs aucun témoin du village n'a signalé la traversée du village par une camionnette à une heure où les paysans étaient sûrement dans les environs de leur ferme (peu avant la tombée de la nuit)...

Il y a alors tout lieu de penser que la camionnette était stationnée dans l'allée de La Bussière laquelle était, à cette époque, un chemin empierré, bordé de haies de noisetiers très touffues avec des grands chênes par intervalle. De part et d'autre du chemin conduisant au village, à droite, un bois de sapins et, à gauche, un taillis garni de ronciers : un endroit rêvé pour tendre une embuscade... d'autant que les « légaux » de Saint-Léonard étaient aussi en embuscade, tout près de là, à 200 mètres environ de la route nationale, après avoir été prévenus, par un émissaire du Maquis, de l'arrivée des Allemands de retour de Guéret, après le massacre de Combeauvert !

Là commence réellement le mystère de l'affaire Kämpfe, affaire qui va prendre des proportions démesurées dans le domaine de la désinformation. Il est seulement possible de formuler quelques éléments de réponse à l'interrogation majeure qui préside au début de ce « mystère » : l'équipe Canou a-t-elle été informée par un émissaire du maquis de l'AS en Creuse, du massacre de Combeauvert et a-t-elle été sollicitée pour tendre elle aussi une embuscade, sur le flanc droit de la colonne allemande, afin de « punir le boucher de Combeauvert », à l'occasion de son retour de Guéret par la RN 141 ? Ce n'est pas improbable, à la lecture du témoignage de Jean Gendaux « *...être présent, avec les autres « légaux » et nos armes, près de la route de Sauviat pour renforcer l'action de maquisards chargés de tendre une embuscade à la colonne allemande* ». Il est donc question de l'action d'autres maquisards chargés de tendre une embuscade aux Allemands ! Le groupe de Canou, à La Bussière ? Le même témoin X... X..., déjà cité, rapporte dans ses notes « *Les maquis savaient que Kämpfe passait en tête avec un quart d'heure d'avance sur la colonne* ».

Comment les maquis pouvaient-ils savoir ? La suite des événements qui vont s'enchaîner très vite renforcent cette interrogation majeure. En effet, comment est-il possible d'imaginer qu'une embuscade sur le flanc droit de la colonne allemande soit organisée de la sorte, au milieu d'une longue ligne droite, avec, seulement, une camionnette en retrait de la route nationale, et, surtout, après la capture de Kämpfe, une fuite précipitée... vers Sauviat, en direction donc de la colonne allemande, en train de se reconstituer !

Alors, s'il ne s'agit pas d'une embuscade délibérée contre la colonne allemande, que pouvait donc bien faire l'équipe Canou, « en planque », comme il a été rapporté à Jean Gendaux, et comme cela semble se confirmer à partir d'autres témoignages, dans l'allée de La Bussière, au bord de la route nationale, au cours de cet après-midi du 9 juin 1944 ?

- Simple contrôle d'identité de véhicules attardés ?

- Ou bien vérification du trafic sur la route nationale, vers l'Est du département, après le sabotage projeté peut-être en début de journée, des ponts sur la Vienne ?
- Ou encore surveillance des allées-venues en provenance du « château » de Vernon, dont l'allée d'accès se trouve exactement en face de l'allée de La Bussière et dont le propriétaire, M. D... (Annexe XX), a été exécuté par le maquis trois semaines plus tôt, avec sa sœur et son beau-frère, dans une embuscade tendue sur la route nationale, dans les virages de Fontaguly, entre Royères et Limoges, pour activités de collaboration ?

Il n'y a pas de réponse claire à ce sujet, mais il est tout de même possible d'affirmer que l'interception de Kämpfe n'est pas totalement due au hasard comme l'affirment les protagonistes de l'opération...



L'allée de Vernon, face à l'allée de La Bussière (photo MB 29/08/2009)

Toujours est-il qu'en cette fin de journée du 9 juin 1944, il y avait deux équipes de maquisards de part et d'autre de la route nationale 141, sur les flancs de la colonne allemande, dont l'avancée était encore retardée à Sauviat pour passer le pont provisoire lors son retour de Guéret, alors que Kämpfe s'en allait alors seul vers son destin, en direction de Saint-Léonard. Les deux équipes n'étaient séparées que de 200 mètres environ, et chacune d'elles ignorait la présence de l'autre !

Le décor est en place : une interminable ligne droite, de Maison-Rouge à Eycouveaux, deux équipes de maquisards en place, l'une pour « punir le boucher de Combeauvert », l'autre en « planque » dans l'allée de La Bussière... et le soleil baisse à l'horizon, inexorablement, sur la forêt limousine qui sait si bien protéger ses combattants de l'ombre !

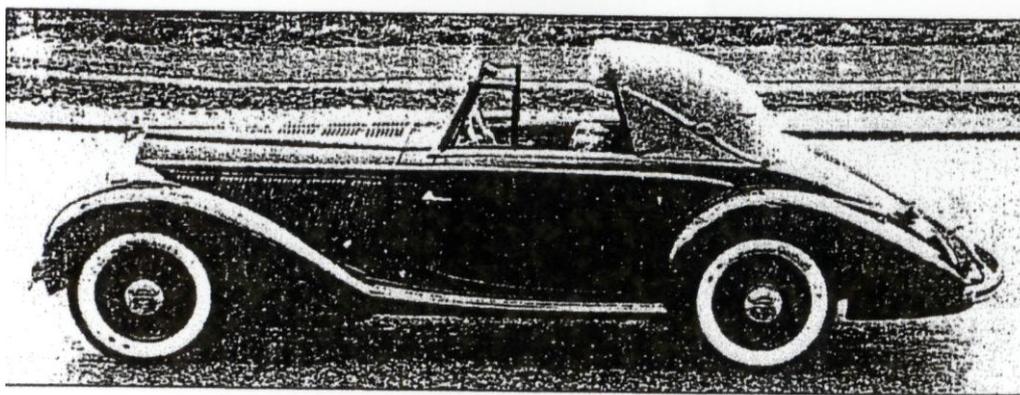
3.4 Acte IV - L'embuscade de La Bussière

Helmut Kämpfe est donc seul, au volant de sa voiture de sport, après avoir laissé le commandement du bataillon à son adjoint, à Sauviat-sur-Vige. Ceci est confirmé par trois acteurs directs de sa capture, Jean Canou (Annexe XIX), le chef du groupe, et L... P... et J... P... (Annexes XVII et XVIII), deux maquisards de son groupe. Selon un autre témoin, Jean Gendaux (Annexe XV), qui se trouvait derrière sa barge de foin, « *Sa voiture roulait lentement, sans doute en attente de la colonne retardée à Sauviat.* ». Il aborde la longue ligne droite après les virages de Maison-Rouge, son pistolet-mitrailleur posé à côté de lui sur le siège passager. La route est parfaitement

dégagée jusque très loin, même si des bois nombreux bordent ses accotements... Saint-Léonard apparaît au loin, il n'en est plus distant que d'environ trois kilomètres. A-t-il l'intention de se rendre à la petite garnison de ce bourg et à son cantonnement succinct mis en place le matin, afin de contacter au plus vite Lammerding, auquel cas il est tout proche du but, ou bien compte-t-il gagner Limoges, ville distante encore de plus de vingt kilomètres ? Il n'y a pas d'éléments permettant de soutenir une thèse plutôt que l'autre, certains allant jusqu'à affirmer qu'il tentait de joindre au plus vite son général en espérant l'annonce d'une promotion...

Un historiographe régional, Yves Soullignac, présente dans sa publication, rééditée en 2002 « *La région de Saint-Paul d'Eyejeaux en Limousin pendant la seconde guerre mondiale* », une image du véhicule qu'il conduisait. Selon lui, « *Cette voiture avait été réquisitionnée à une famille de Limoges, début juin 1944* ».

Le prototype cabriolet Talbot de Kämpfe



3.4.1 La capture de Kämpfe : le mystère s'épaissit

Ayant quitté Sauviat, peu après vingt heures, Kämpfe aborde les environs de Vernon entre 20h 30 et 21 heures, selon les témoignages et les historiographes. Il est facile d'imaginer que s'il avait eu conscience d'un proche danger, par exemple une camionnette gazogène arrivant en sens inverse, voire un véhicule faisant des appels de phare, dans cette longue perspective qu'offrait la route rectiligne, il eût été tenté de faire demi-tour avec sa voiture de sport relativement maniable et s'il avait été plus proche de la camionnette de Canou, il n'eût pas manqué de saisir son pistolet-mitrailleur posé à ses côtés et de l'utiliser à cette occasion : n'avait-il pas reçu, de la division SS, la croix du mérite en or, obtenu après 50 jours de combats rapprochés en Europe de l'Est ?

Il n'y a eu aucun échange de coup de feu : l'effet de surprise a donc été total. Il faut nécessairement en conclure que Kämpfe n'a eu aucune possibilité de réagir si ce n'est d'arrêter brutalement son véhicule face à la camionnette surgissant de l'allée de La Bussière, et se plaçant en travers de la route nationale. Aussitôt, bondissent du fossé où ils s'étaient mis en embuscade, quelques dizaines de mètres en amont de l'allée, les autres membres du groupe Canou avec leur mitrailleuse pointée sur le chauffeur de la voiture qui n'a d'autre solution, sous peine d'être aussitôt abattu, que de lever les mains et de se rendre. Il n'a même pas le temps de lancer une fusée de détresse. Il est désarmé et le pistolet-mitrailleur est aussitôt confisqué, ainsi que ses papiers et son lance-fusées : que sont donc devenus ses papiers ? Les maquisards ouvrent la portière pour que le chauffeur puisse s'extraire du véhicule et il est contraint de monter dans la camionnette qui démarre sur le champ en direction de Sauviat, pour rattraper la route de Moissannes, deux kilomètres plus loin.

La scène n'a duré que très peu de temps. Le temps que la camionnette se mette en travers de la route nationale en sortant brusquement de l'allée de La Bussière, (« *nous avons touché la grand-route* » explique Canou), que les maquisards bondissent hors du fossé et se précipitent sur le véhicule qui a dû faire un arrêt en catastrophe, qu'ils en extraient le chauffeur et le place dans la camionnette et celle-ci est déjà en train de rouler sur la route nationale avec son précieux

chargement. Quelle a été la part du hasard dans cette capture ? Incontestablement, le fait que Kämpfe ait dérogé à toutes les règles de sécurité en s'aventurant seul sur une route malgré tout peu « sûre ». Dans sa mission, le groupe Canou s'attendait-il à intercepter une aussi « grosse pointure » ? Ceci étant, les maquisards étaient déjà informés de la nature de la prise, puisque Kämpfe était un colosse de près de deux mètres et même assis dans son cabriolet, il ne pouvait pas ne pas être remarqué de loin. L'informateur qui a donné le top à l'action de la camionnette devait probablement savoir que le chauffeur de la voiture de sport au bout de la longue ligne droite était un soldat allemand. Et le groupe Canou savait pertinemment qu'il allait arrêter un ennemi. Mais savait-il que le 3^{ème} bataillon SS de Kämpfe était à Sauviat, au même instant ?



L'allée de La Bussière débouchant sur la route nationale (photo MB 29/08/2009)

Le fait important à retenir, c'est que la voiture de Kämpfe est restée en bord de route, portières ouvertes, moteur tournant, feux allumés. Le compte-rendu allemand (Annexe VIII) rapporte que : « *Le SPW du SS-Ostuf. Müller a trouvé en chemin la voiture de l'officier commandant totalement vandalisée, feux allumés* », et Alain Chazette (Annexe XXI) précise que : « *l'élément de tête de la colonne (en formation de combat), découvre la voiture moteur tournant, portes ouvertes sans aucune trace de combat hormis la présence d'un chargeur sous le siège...* ».

Les maquisards du groupe Canou sont partis dans la précipitation, justifiée d'ailleurs, et ont négligé de faire disparaître les traces de l'embuscade. Ils en porteront une lourde charge morale, notamment dans l'après-guerre immédiate : ils chercheront alors et produiront de nombreuses excuses pour tenter de minimiser leur action. Hasard, absence de second conducteur... Dès lors, le mystère Kämpfe a commencé de s'épaissir !

3.4.2 Les minutes suivant la capture

La camionnette roule en direction de Sauviat et Jean Gendaux raconte : « *Après l'interception à La Bussière, nous avons assisté au départ de la camionnette, en direction de Sauviat, avec Kämpfe debout à l'arrière du véhicule qui dépassait d'une tête tous les autres. On l'a fait asseoir sur le plateau, pour plus de discrétion* ». Sous la seule menace des armes des maquisards, libre de tout mouvement des mains et des pieds, Kämpfe apparaît serein. « *L'Allemand n'avait pas peur, il riait* », selon Jean Canou. Kämpfe pense, sans doute, que ses ravisseurs vont se jeter dans la gueule du loup et qu'il va bientôt retrouver la liberté et par la même occasion accueillir dans ses blindés de

nouveaux prisonniers en partance pour les camps en Allemagne, ou tout simplement de nouvelles victimes à fusiller sur le bord de la route nationale, comme à Combeauvert.

Mais deux kilomètres plus loin, seulement, la camionnette quitte la route nationale et tourne à droite vers Moissannes, pour se diriger vers Champnétery, puis Cheissoux, le terme du voyage. Quelques centaines de mètres plus loin, en face de l'école de Moissannes, la camionnette tombe en panne. Jean-Pierre Neuvialle, le fils des instituteurs, raconte (Annexe XXII) : « *Il était environ vingt heures trente. J'étais assis sur le mur soutenant la cour de l'école où mes parents étaient instituteurs. Ces derniers devisaient calmement avec leurs voisins, la famille Valadas-Paris, dont la maison était alors la première à l'entrée du bourg. Soudain, nous vîmes venir vers nous une camionnette bringuebalante et dont le moteur semblait à bout de souffle. Le véhicule s'arrêta quasiment devant moi. Sur la plate-forme, appuyés contre les ridelles, cinq ou six jeunes gens, avec chacun leur mitraillette ou leur fusil-mitrailleur, et un homme, nu-tête, blond, le col de la veste ouvert, qui était adossé à la cabine. Tout le monde comprit qu'il s'agissait d'une équipe du maquis. La camionnette était celle qui transportait Kämpfe et ses ravisseurs...*

Pendant que René Paris « grattait » dans le moteur, entouré des maquisards et de quelques habitants du bourg, soudain le bruit de la colonne blindée circulant sur la nationale nous parvint, terriblement proche. Un renflement de terrain nous dissimulait par bonheur aux regards des militaires allemands. Songez qu'un kilomètre, tout au plus, nous séparait d'eux. Tout le monde tendit l'oreille, les yeux braqués dans la même direction. On imagine aisément quelles purent être les pensées de Kämpfe, à ce moment-là.

Alors qu'une compréhensible fébrilité s'était emparée des maquisards et de ceux qui les entouraient, René Paris, sans jamais se départir de son calme, continuait sa besogne, harcelé par les jeunes gens pressés de déguerpir. Plus tard, le souvenir de cette scène me fit voir dans le regretté René Paris, le symbole du courage tranquille, du héros obscur, voué à jamais à l'anonymat.

Précaution dérisoire : dès que la colonne blindée s'était fait entendre, les jeunes réfractaires avaient posté deux des leurs à l'entrée du bourg prêts à jouer de la mitraillette dans le cas où... Savez-vous ce qui retint le plus mon attention ? Un pistolet-mitrailleur comme je n'en avais jamais vu, doté d'une magnifique crosse en bois ouvragé et que brandissait un maquisard. Je suis à peu près convaincu qu'il s'agissait de l'arme personnelle d'Helmut Kämpfe. Je ne me souviens pas que les maquisards aient manifesté de l'agressivité à l'encontre de leur prisonnier. Je l'ai dit, une cigarette lui fut même offerte, offre qu'il déclina. Après avoir abondamment alimenté en eau le radiateur, René Paris, qui avait dû remplacer quelque joint défaillant, rabattit le capot de la camionnette, qui, aussitôt, au grand soulagement de tous, reprit sa route en direction de Champnétery. »



Pistolet-mitrailleur avec crosse en bois sculpté (document BB 2011)

Ce témoignage est confirmé par un autre témoignage reçu en audience, Marguerite Valadas (Annexe XXIII), devenue, par la suite, la belle-sœur de René Paris. Il apporte en outre des éléments d'informations utiles sur les recherches allemandes effectuées dès le lendemain de la capture, notamment à Moissannes.

Et le groupe Canou, s'en va, s'en être inquiété, les Allemands étaient à un kilomètre de là, seulement... Ce jour-là, le groupe aura bénéficié d'une baraka incroyable : la réussite parfaite du sabotage du pont sur la Vienne et la capture d'un officier supérieur allemand de la fameuse division

Das Reich. Un jour de gloire, qui aurait dû devenir un jour inoubliable... Inoubliable, il le fut certes, mais sûrement pas de gloire, pour les héros du jour !

3.4.3 Le bataillon de Kämpfe arrive à La Bussière

La plupart des témoignages s'accordent pour convenir que le véhicule de Kämpfe a été abandonné précipitamment en bordure de la route nationale et donc immédiatement identifié par la colonne allemande arrivant à la tombée de la nuit, sur le lieu de capture, près d'une heure après.

Les témoignages suivants, qui sont présentés dans cet essai, n'ont jamais donné lieu à l'analyse historique qu'ils auraient méritée, car ils apportent des éclairages totalement inédits conduisant à une nouvelle lecture de ce qui s'est réellement passé à La Bussière après la découverte, par les Allemands, du véhicule « *vandalisé* ».

Il y a d'abord le témoignage de Jean Gendaux (Annexe XV) qui a assisté, à 200 mètres de La Bussière, à l'enlèvement de Kämpfe, et qui est resté malgré tout sur place avec ses « légaux », craignant l'arrivée imminente des Allemands, car lui savait que la colonne allait repasser là. Selon lui, les Allemands sont arrivés à la nuit tombée et ont immédiatement lancé des fusées éclairantes. La campagne environnante a été subitement illuminée et Jean Gendaux s'est rapidement replié dans les bois, à l'arrière, avec ses « légaux ». Il est alors passé très près d'un autre témoin caché à proximité depuis le matin avec deux autres jeunes gens réfractaires du STO, tout de suite après le premier passage matinal des Allemands. Il s'agit d'Albert Chabois (Annexe XX), qui note lui aussi, la réaction brutale des Allemands : « *Soudain, à la nuit tombée, des fusées éclairantes se mettent à illuminer tout le ciel alentour* ». Et il disparaît dans les buissons avec ses deux amis, jusqu'au petit matin.

Les Allemands ratissent les bois des environs et se rendent naturellement au village de La Bussière, qui abrite trois fermes, légèrement en retrait de la route nationale, appartenant toutes les trois au propriétaire du « château » de Vernon, exécuté, le 19 mai 1944, par le maquis, mais dont le fils est toujours aussi actif dans la milice locale, ce qui évitera sûrement aux bâtiments d'être incendiés par les nazis selon leur pratique habituelle. Ces trois fermes sont exploitées par les familles Malaguise, ferme la plus proche de la route nationale, Just et Chabois, ferme la plus éloignée de la route nationale. Cette dernière ne sera inquiétée que par quelques rafales de mitrailleuse tirées par les Allemands sur la façade, lorsque le frère d'Albert Chabois eut la malencontreuse idée d'ouvrir la fenêtre de sa chambre, à l'étage, pour tenter de savoir ce qui se passait à l'extérieur.



Les bâtiments de ferme occupés par la famille Just en 1944 (photo MB 29/08/2009)

Ce sont les deux premières fermes, celles exploitées respectivement par les familles Malaguise et Just qui vont faire l'objet de toutes les attentions des soldats SS. Paulette Gilet, née Just, rapporte ses souvenirs de fillette de six ans (Annexe XXIV), marqués à jamais par la violence de cette nuit du 9 au 10 juin 1944 et le départ de son père, Pierre Just (dit Tonio), quittant le domicile sous escorte, après le retour des soldats allemands, venus une première fois, pour contrôle, vers 11 heures du soir alors que toute la famille était couchée. La famille aurait pu s'enfuir après la première « visite » : le destin en a décidé autrement. Pourquoi les Allemands sont-ils revenu une seconde fois, une demi-heure plus tard ?

La réponse est toute entière contenue dans le témoignage (Annexe XXV) d'Antoine Malaguise, le fils de l'autre paysan assassiné cette nuit-là. Son père, Pierre Malaguise a eu la très malheureuse idée de laisser la porte entrouverte afin de permettre au fils cadet, Louis, qui s'était enfui au matin avec Albert Chabois, de rentrer discrètement à la maison dans le courant de la nuit, sans déranger le reste de la famille. Pour les Allemands, une porte d'habitation entrouverte, en début de nuit, alors que la famille dort à l'étage, c'est forcément le repaire de « terroristes » : ils ne supportaient pas la moindre ouverture de portes ou de fenêtres (voir témoignage Bernard Chassoux, Annexe IX) car il pouvait y avoir, derrière cette ouverture, l'arme pointée sur eux du « franc-tireur terroriste » qu'ils craignaient tant. Et la réaction est immédiate : une grenade lancée dans cette ouverture et l'enchaînement des événements, méthode nazie... Pour les Allemands, le chef de famille a forcément des liens avec les maquis et donc avec les ravisseurs de Kämpfe. Il faut donc l'interroger, non sans l'avoir d'abord frappé à coups de crosse, pour savoir où se trouve leur commandant. Pierre Malaguise ne sait rien, bien évidemment. Il va donc être emmené vers la route nationale et sa répartie, en patois local, est restée célèbre lorsqu'il quitte sa famille en réclamant sa casquette, jetée à terre sous les coups déjà reçus : « *Je ne veux pas me faire tuer en étant découvert devant ces saligauds* ».

Pour mieux le convaincre d'avouer, les Allemands vont revenir dans la ferme voisine, pour prendre en otage le chef de famille, Pierre Just, dont la tenue – il portait toujours un ceinturon – pouvait laisser penser à une certaine collusion avec le maquis. Les deux hommes sont donc conduits jusqu'à la route nationale, sans doute à proximité de la voiture de Kämpfe et l'interrogatoire musclé va se poursuivre. Le lendemain, au petit matin, Albert Chabois et Louis Malaguise, en revenant avec précaution vers leurs fermes, vont découvrir l'horreur nazie : les corps d'Antoine Just et de Pierre Malaguise, respectivement l'oncle et le père. Antoine Just a reçu une quinzaine de balles dans l'abdomen. Il a dû être exécuté en premier, car son corps était sous celui de Pierre Malaguise dans le roncier, sûrement pour faire avouer Pierre Malaguise, roué de coups pendant ce temps-là. Pierre Malaguise a dû succomber sous les coups qui lui ont été portés. Il n'a en effet reçu qu'une seule balle (coup de grâce ?), selon son fils Antoine « *Mon père a été abattu d'une seule balle dans l'épaule droite* », mais il était couvert d'ecchymoses sur le visage, notamment.

Ainsi, le sort de deux hommes s'est-il joué cette nuit du 9 au 10 juin 1944, avec l'entrebâillement de la porte d'une maison d'habitation. En aurait-il été autrement si la porte avait été fermée hermétiquement ? Le geste de Pierre Malaguise, après celui de son fils Louis, pour échapper au STO, était aussi un geste de résistance, au même titre que celui des maquisards actifs... Les maquisards culpabilisés devraient trouver là un premier élément de déculpabilisation : Just et Malaguise ont été les deux premiers « dégâts collatéraux » de l'affaire Kämpfe ! Ils ont été, tous les deux, déclarés « morts pour la France » et Pierre Just a été élevé au grade d'adjudant à titre posthume. Il était « ravitailleur » du maquis.

Il est intéressant de parcourir les procès-verbaux de gendarmerie du 27 février 1947 (Annexe XXVI), remis gracieusement par Paulette Gilet, comme il est aussi intéressant de mesurer les écarts à la réalité, même approchée, faits dans certaines analyses historiographique (Annexe XXVII)...



Pierre Just (Antoine), document Paulette Gilet



Le monument commémoratif de La Bussière (photos MB 02/08/2009)

3.4.4 La tentative de négociation des Allemands avec la Résistance

Le journal de marche du 3^{ème} bataillon SS fait état de recherches infructueuses par les patrouilles de reconnaissance après la découverte de la voiture de Kämpfe, « pillée ». Son adjoint, Müller va alors rapporter la mauvaise nouvelle à Stadler, commandant du régiment « Der Führer », à Limoges. Aussitôt, un échange de prisonniers est envisagé. Le témoignage de Fernand Laudoueineix (Annexe XXVIII), un des « légaux » d'Eymoutiers donne une chronologie très précise de cette action initiée par la police SS de Limoges (Obersturmführer Meier) avec l'accord du commandement de la Das Reich. Fernand Laudoueineix est libéré de la prison du Champ de Foire de Limoges où il était incarcéré, dès le 9 juin, peu après le rapport de Müller. Un véhicule est mis à sa disposition et il est escorté jusqu'à Saint-Léonard, puis accompagné à Sauviat d'où il repartira le lendemain matin, dès 5 heures. Mais, ce n'est qu'en fin d'après-midi de ce 10 juin 1944, que l'état-major de la Résistance en Haute-Vienne reçoit la proposition des Allemands : la libération de 50 maquisards détenus à la prison de Limoges et une somme de 36 000 marks, en échange de la libération de Kämpfe.

Des tractations vont sans doute avoir lieu jusqu'au lendemain 11 juin, puisque Guingouin est sur le point d'accepter la proposition des Allemands quand il apprend coup sur coup, le massacre d'Oradour et celui de Combeauvert, perpétré par Kämpfe lui-même, qu'il apprend lors d'une communication avec le commandant François, de l'AS en Creuse. Guingouin l'écrit dans ses mémoires (Annexe V), à la troisième personne... « *Mais au moment où ce dernier (Guingouin) était prêt à accepter cette offre, il apprit l'horrible nouvelle du massacre d'Oradour* ».

C'est aussi ce que rapporte l'historiographe britannique Philip Vickers (Annexe XXIX) : « *Alors que les négociations étaient bien engagées, Guingouin reçut coup sur coup deux messages. Le premier l'informait du massacre de Combeauvert, dont Kämpfe était responsable : le 9 juin, le*

3^{ème} bataillon, qui revenait de « pacifier » Guéret, exécuta 31 jeunes maquisards au Poteau de Combeauvert, écrasant certains d'entre eux au moyen de véhicules à chenilles. Le second message rapportait le massacre d'Oradour, le 10 juin. Guingouin avait alors ordonné l'exécution de Kämpfe ». Guy Salignon, dans Limousin magazine (Annexe XXX), précise encore, en allant dans le même sens historique : « Oui ! Sans doute des contacts furent-ils tentés pour obtenir un échange de Kämpfe contre des patriotes arrêtés. Mais, de l'avis de M. Hyllaire, Léonie dans la Résistance, qui ne connut que très vaguement l'épisode de Kämpfe, alors qu'il était chef régional des Mouvements Unis de Résistance, « la division (allemande SS) n'aurait pas accepté le dialogue. Il fallait à cette époque des hommes de poids, et neutres, pour pouvoir l'engager ». Pourtant, c'est de Crézin qu'une proposition fut lancée aux Allemands, qui n'y crurent pas ou se méfièrent. Bref ! Kämpfe devenait de plus en plus lourd, de plus en plus encombrant ».

Pour Guingouin, c'est donc l'annonce du massacre d'Oradour qui a fait prendre la décision d'exécuter Kämpfe. Mais il ne précise pas qu'il en a, lui-même, donné l'ordre. L'initiative serait-elle alors venue de l'échelon local, où la présence de ces deux prisonniers allemands devenait de plus en plus lourde à assumer ? Auquel cas Guingouin, placé devant le fait accompli, n'a fait que couvrir l'exécution...

3.4.5 Les recherches allemandes et les deux dernières victimes de l'affaire Kämpfe

En attendant le départ vers la Normandie, demandé à Lammerding le 9 juin, à 18 heures, par les autorités supérieures allemandes et programmé pour le 12 juin au petit matin, le temps pour la division de rassembler toutes ses unités éparpillées des Pyrénées au Massif Central pour la chasse aux « terroristes » sur les lignes arrière allemandes, les Allemands ne sont pas inactifs dans la recherche du commandant du 3^{ème} bataillon et tous les environs de Moissannes vont être ratissés, sans succès.

Marguerite Valadas rapporte (Annexe XXIII) comment les Allemands ont procédé, le 10 juin, à Moissannes, vidant le bourg de ses habitants, rassemblés devant le mur de l'église, et fouillant toutes les maisons une par une. Ce n'est pas sans rappeler la méthode utilisée à Oradour... La capture de Kämpfe, près de Moissannes, explique sans doute pourquoi ce village fut pris comme référence dans les rapports militaires du 3^{ème} bataillon.

Ils sont également passés à Cheissoux, sans se douter que Kämpfe et son compagnon d'infortune se trouvaient là, quelque part à moins de quelques centaines de mètres, voire dans une maison bordant la route qu'ils empruntaient. C'est aussi ce que précise un autre témoin, Guy Désautard (Annexe XXXVI) : « Les SS à la recherche de leur Commandant dans les jours qui suivirent sa capture, passèrent sur cette route sans se douter que les deux soldats allemands étaient si proches sous la seule garde d'un jeune résistant de dix sept ans tremblant de peur, avec son revolver, pour seule arme, braqué sur les prisonniers... ».

Le 11 juin, ils reviennent non loin de Cheissoux, au village de Rieupéroux, cher à Georges Guingouin qui y venait souvent voir la famille Loueyraud. Yvonne Piarotas, nièce d'Antoine Just, fusillé à La Bussière, rapporte (Annexe XXXII) l'arrivée très ciblée des Allemands pour emmener avec eux un domestique agricole de la ferme voisine, Charles Primat « coupable seulement d'avoir le teint basané », selon Georges Guingouin qui le connaissait bien. Charles Primat était un réfugié espagnol, sans doute inscrit au fichier des GTE (Groupement des Travailleurs Etrangers). De plus, il était en train, ce jour-là, de reconstituer une carte d'identité déchirée, découverte sur la route à proximité du village de Villemonteix (jetée par le Maquis partant en expédition vers Nexon ou par Kämpfe dans son char à boeufs ?). Charles Primat est ramené non loin de La Bussière, au Raca¹, à la sortie de Saint-Léonard et là il est tué sauvagement par les Allemands qui voulaient sans doute lui faire avouer la provenance de cette carte (peut-être allemande...). Sa femme retrouvera son cadavre,

¹ En bordure de la route nationale 141, à moins de deux kilomètres de La Bussière, probablement une équipe de veille allemande pour contrôler les entrées et sorties de Saint-Léonard, les 10 et 11 juin.

plusieurs semaines après, enterré dans un champ de topinambours, la tête écrasée à coups de crosse, ce qui n'est sans rappeler la fin de Pierre Malaguise à La Bussière. Partout, les mêmes méthodes SS, barbares...

Charles Primat n'est pas seul à devoir creuser sa tombe, ce 11 juin 1944, dans le champ de topinambours du Raca. Un autre jeune, Jean Legresy, qui se rend à vélo, depuis Les Allois, chez son oncle en Creuse, est intercepté par les Allemands au Pont de Noblat et ramené au Raca pour y être fusillé. Selon un proche il était porteur d'un message pour le maquis creusois, message caché dans sa casquette et que les Allemands ont dû découvrir (Annexe XXXIV).



Le monument commémoratif du Raca (photo MB 21/04/2010)

La Bussière-Le Raca, au total c'est donc quatre civils qui ont payé de leur vie la capture de Kämpfe. La proclamation de Lammerding, affichée dans les rues de Tulle, le 9 juin, ne fut pas suivie d'effet heureusement dans la région de Saint-Léonard : « *A l'avenir, pour chaque soldat allemand qui sera blessé, trois maquisards seront pendus, pour chaque soldat allemand qui sera tué, dix maquis ou un nombre égal de leurs complices seront pendus également* ». L'affiche ne précise pas le nombre de suppliciés pour la disparition d'un commandant de bataillon. Il est vrai que le 10 juin, il y a Oradour-sur-Glane, sans aucun lien, cependant, avec Kämpfe comme il a été montré dans l'essai n° I.

Pour solde de tout compte... c'est peut-être le ressenti des maquisards et de toute la région de l'Est de la Haute-Vienne. Et la raison de la chape de silence qui s'est abattue sur cette région et qui maintient toujours sa pression, près de soixante dix ans plus tard.

Un monument commémoratif célèbre pourtant à présent cet événement à la gloire de la Résistance. Il a été érigé non loin du lieu de l'embuscade dans laquelle tomba le commandant de bataillon Helmut Kämpfe et la commémoration de son inauguration donne parfois lieu à l'émission de menaces (Annexe XXXV) qui ont toujours pour but de maintenir la chape du silence... pour ne pas connaître la vérité ?

« A proximité de ce lieu le 9 juin 1944 à 21 h la section du sergent Canou de la brigade du colonel Guingouin capturait le Sturmbannführer Kämpfe héros¹ n° 1 de la division blindée Waffen SS Das Reich

Par cet exploit les maquisards contribuaient à retarder de 48 heures la marche de cette division vers le front de Normandie.

Le généralissime Eisenhower reconnaissait devant Emmanuel d'Astier de la Vigerie que l'action des maquisards avait sauvé la tête de pont alliée.

Cet hommage s'adresse à tous les hommes épris de Liberté. »



Le monument commémoratif de Moissannes (photo MB 02/08/2009)

¹ Sans doute le qualificatif de « boucher de Combeauvert », ou de « criminel de guerre » (politiquement plus correcte) eût-il été plus judicieux...



4- La détention, l'exécution et l'inhumation à Cheissoux

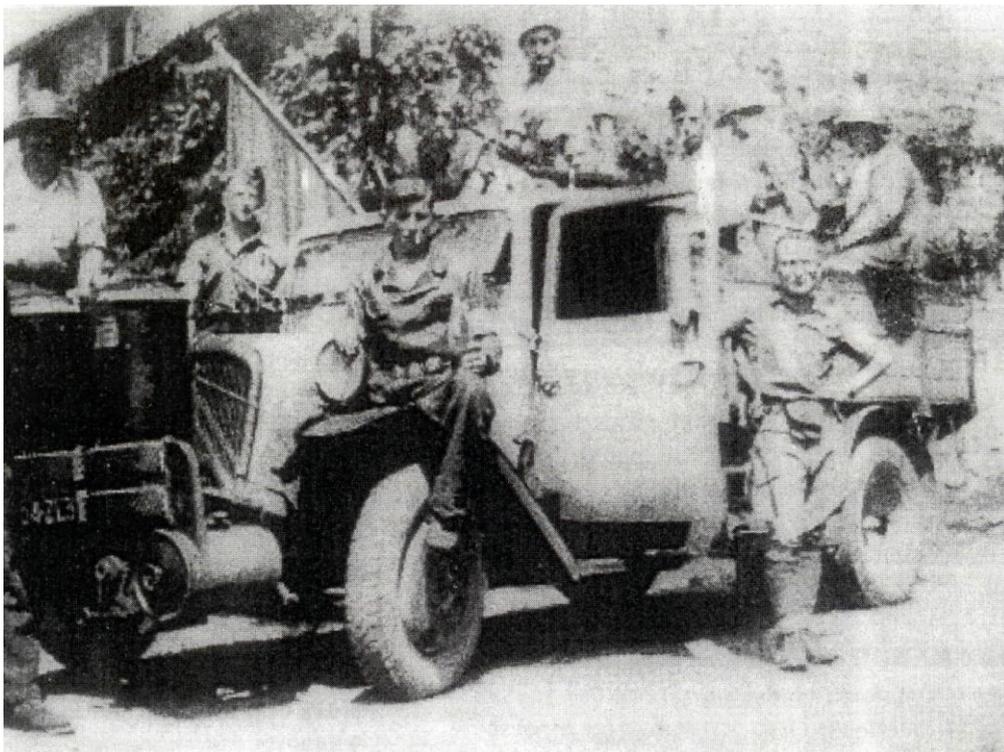
4.1 La route de Moissannes à Cheissoux

Le camion gazogène du groupe Canou quittant Moissannes, aux environs de 21 heures, le 9 juin 44, et avec beaucoup de frayeur après une panne vite réparée par René Paris, emmène Kämpfe vers son destin. Direction Champnétery, puis à gauche avant d'entrer à Champnétery et Villemonteix, peu avant Cheissoux, n'est plus qu'à 6 kilomètres.

Un maquisard du camp des Brousse, E... P..., a confirmé auprès du témoin X... X..., que le camion était tombé en panne à Rieupérroux, à deux kilomètres de Villemonteix. La réparation de Moissannes n'a donc pas suffi, il y aurait eu une nouvelle panne en chemin et le camion a dû être « remorqué par une paire de bœufs jusqu'à la route de la Combe... ». Le temps pour le paysan, de Rieupérroux sans doute, d'atteler ses bœufs et d'accrocher le camion, il devait être presque nuit. Et la fin du voyage a dû se faire dans l'obscurité : un instant d'inattention et Kämpfe a peut-être eu l'occasion, tel le petit poucet, de jeter un papier d'identité sur le bord de la route, afin de pouvoir être identifié facilement par des patrouilles. Peut-être, est-ce ce même papier que Charles Primat va

retrouver, deux jours après, avant d'être arrêté par les Allemands, puis torturé au Raca, à la sortie de Sain-Léonard, près de La Bussière.

Remorqué par une paire de bœufs, le camion arrive à Villemonteix. Face à la route de la Combe, il y a le café Parot, où se trouve déjà gardé le jeune soldat allemand, capturé le matin au Pont de Noblat. Le groupe Canou s'est-il arrêté chez Parot pour se restaurer après une journée bien remplie et déposer son précieux fardeau, le commandant d'un bataillon de la Das Reich ? Les témoins J... P... et L... P... restent très discrets sur la remise de l'officier au chef du camp et sur la destination du camion. Le camion a-t-il été laissé un peu en retrait, camouflé, sur la route de La Combe ? Est-ce le camion qui aurait été brûlé par les Allemands, en juin ou en juillet, lors des combats du Mont Gargan ? Toujours est-il qu'il y a, ce 9 juin 1944 au soir, deux prisonniers allemands, au village de Villemonteix, dont un officier supérieur et un simple soldat, originaire de Düsseldorf.



Un camion gazogène et un groupe de maquisards
Photo publiée dans « Lo Palhison » n° 397 – juin-juillet 2011.

4.2 Le camp des Brousses à La Combe

Le camp des Brousses occupait l'emplacement utilisé par les charbonniers pour fabriquer du charbon de bois. Pendant très longtemps d'ailleurs, les aires circulaires de fabrication du charbon étaient manifestement identifiables au milieu du bois des Brousses, là où les rondins de bois se consumaient pour se transformer en charbon. Sur ces lieux de travail, il y avait des cabanes servant d'abris aux bûcherons, mais également de cuisine pour les repas pris sur place. Guy Désautard (Annexe XXXVI) a, après guerre, « *personnellement participé et aidé au déménagement de la vaisselle entreposée dans les cabanes en bois, devenues les abris des maquisards* ».



Emplacement du camp des charbonniers dans le bois des Brousses (photo MB 06/2010)



Objets découverts au camp des Brousses (photo BB 08/2011)

Le camp des charbonniers est donc devenu, pendant la guerre, le camp des maquisards. Son emplacement était particulièrement bien choisi pour y faire vivre en relative sécurité un groupe de vingt à trente résistants. Il était, en effet, situé au milieu des bois, en bordure de la forêt d'Auriat, d'où la possibilité de repli, si nécessaire, vers le cœur de la vaste forêt. Il demeurait, néanmoins, d'accès facile par la route de La Combe, une petite route d'environ un kilomètre, conduisant depuis le village de Villemonteix, jusqu'aux deux fermes de La Combe, l'une exploitée par la famille Delage, très proche du maquis, l'autre louée à des paysans très en retrait de la Résistance, selon Simone Delage (Annexe XXXIX), fille de Jean Delage, l'un des plus proches compagnons de Georges Guingouin. Le camp du maquis était à environ trois cent mètres des deux fermes et pouvait ainsi compter sur le soutien de « l'ami » Delage, pour le ravitaillement (voir témoignage Simone

Delage). Un ultime chemin creux, ci-après, conduisait jusqu'au camp, au pied duquel coulait un petit ruisseau indispensable pour les besoins en eau (toilette, cuisine...).



Chemin des maquisards vers le camp des Brousses (photo MB 06/2010)

Le commandant de ce camp était Robert Fournaud, au grade de lieutenant, qui fut, selon son fils Daniel (Annexe XLV), « rattrapé par le STO, en 1943, s'évadant en forêt de Tronçais lors de son transfert vers l'Allemagne ». C'est à l'issue de cette évasion et après son retour à Saint-Léonard, « qu'il a sans doute rejoint le maquis, sur les conseils et les contacts de Léon Vigneron, habitant le Pont-de-Noblat, à Saint-Léonard. Léon Vigneron a lui-même aidé le Maquis et a sûrement dirigé Robert vers le camp de Cheissoux... », selon Simone Delage qui allait devenir son épouse, début 1945. Cela explique aussi pourquoi il avait une telle aversion et manifestait de grandes colères pour les jeunes qui acceptaient la soumission et le départ au STO (voir témoignage Louis Chazaud, Annexe XXXVIII). Néanmoins, selon Gabrielle Montalesco (sa belle-sœur, une autre fille de Jean Delage), « si Robert avait un sens très aigu de la discipline, il était, cependant, très juste » (Annexe XLVI).

Son adjoint était Gaston Tixier¹ (Tony dans le maquis). Selon Simone Delage, c'était « un Maquisard grand, très élégant », ou encore, selon Gabrielle Montalesco « un grand gaillard rouquin ». Un témoin avance, en aparté, une hypothèse politique : « Gaston Tixier aurait été le représentant du Parti Communiste au sein du groupe ».

Le troisième personnage important du groupe de vingt à trente partisans (vingt deux, selon le témoin Louis Chazaud, trente, selon Simone Delage qui l'aurait appris des propos de son mari), il y a celui dont l'histoire se souviendra : Jean Canou, dit Jauréguy, sergent dans le maquis, bien entendu, cité par tous les témoins et les analyses historiographiques, comme le chef du groupe qui a capturé l'un des chefs de la Das Reich. « Il avait une fâcheuse tendance à bégayer », rapporte Simone Delage, qui cite d'autres maquisards du camp des Brousses : « Un certain Pichou était spécialisé à la cuisine, laquelle se trouvait dans la cabane des anciens charbonniers occupant ces lieux pour faire du charbon de bois. D'autres noms de Maquisards ne me sont pas inconnus : Naneix, Pateloup... ».

Louis Chazaud, l'un des témoins essentiels de la détention de Kämpfe à Cheissoux, était aussi au camp des Brousses, avec son compagnon de garde, Riquet². Louis Chazaud cite en particulier

¹ L'historiographie utilise souvent l'orthographe impropre de Texier. Gaston Tixier était originaire de La Celle, en Corrèze.

² Surnom utilisé dans le maquis, pour éviter que les familles ne soient inquiétées par les services de renseignements, français et allemands.

« *l'Espagnol Emilio Tobozo (lieutenant colonel dans l'armée républicaine espagnole)* » qu'il présente comme commandant « *le peloton d'exécution* ». Quand à l'autre témoin très important de l'affaire Kämpfe à Cheissoux, X... X..., il cite un certain E... P... qui a rapporté, entre autre, l'embuscade du Pont de Noblat, à laquelle il a participé. Toujours selon X... X..., il y aurait eu un autre Canou qui savait conduire le camion gazogène utilisé par le groupe Fournaud, au Pont de Noblat, « *le camion gazogène de Bidaud, marchand de bois à Bujaleuf* ».

Parmi les autres témoins du groupe Canou, L... P... dit avoir fait partie « *d'un groupe de sept ou huit hommes, avec son cousin Jean, avec Félix, Clément, Bébert¹* ».

4.3 Les relations sociales à Cheissoux

« *Cheissoux, une atmosphère délétère* », c'est sous ce titre que le témoin, X... X..., rapporte les relations tendues qui régnaient alors entre les habitants de la commune et qui expliquent, « *outré la chape de plomb qui a écrasé la petite commune depuis le 10 juin 1944, la rivalité obsolète qui a perturbé les années d'après-guerre* ».

« *Si le contentieux PC/PS est très marqué, écrit X... X..., dans le canton d'Eymoutiers, l'antagonisme est plus sensible et plus particulièrement exacerbé dans la commune de Cheissoux, les deux tendances y étant d'égale importance. Cette opposition, en simplifiant, entre communistes (disons pro-maquis) et socialistes (anti-vichystes, certes, mais beaucoup plus attentistes que les F.T.P. d'obédience communiste à qui ils reprochent, outre les « méthodes » parfois employées, une stratégie militaire trop offensive, aventureuse et surtout trop marquée politiquement) – le MRP étant insignifiant – a intensifié les tensions, entretenant les non-dits et le silence pesant, créé par les événements de juin 44. Elle n'a fait qu'alourdir un climat déjà délétère, enlevant alors, tout espoir de sérénité. Ce sentiment de rancœur et de défiance tend à s'estomper avec le temps car les Anciens qui l'avaient créé et enrichi, se font de plus en plus rares au fil du temps* ».

Ce témoignage est primordial dans la compréhension des événements qui vont se dérouler du 9 au 12 juin 44, mais aussi sur les interprétations qui ont pu en être faites par la suite.

Cette opposition socialistes/communistes a également été rapportée par Alain Ohier, ancien maire communiste de la commune, qui parle lui aussi, dans son témoignage (Annexe XLVIII), « *de ceux qui savaient* » et qui lui « *ont vite fait savoir qu'il valait mieux qu'il ne sache pas... du silence des non-dits... le silence, peut-être comme un remords inavoué* ». Il y a comme un goût d'inachevé dans le discours de l' élu communiste qui n'a pas réussi, tout au long de son mandat, à percer le mystère local entourant cette affaire, mais a pu, cependant, se faire l'interprète de cet antagonisme récurrent jusqu'à un temps avancé des années 90.

Peut-être quelque chose de beaucoup plus fort qui n'aurait rien à voir avec une simple opposition politique. Il n'y a, en effet, pas plus d'une dizaine de lignes, dans le compte rendu de la mémoire de Georges Guingouin (Annexe V) pour décrire « l'affaire Kämpfe », de la capture de l'officier SS, jusqu'à son exécution.

4.4 La détention des prisonniers allemands

L'analyse qui précède permet d'écarter l'hypothèse d'une détention hors le circuit des sympathisants du maquis. C'est en tout cas le choix opéré dans cet essai. Il est toutefois intéressant de noter que l'autre camp se serait attribué, après-guerre, des actions héroïques que les proches du maquis n'ont, d'ailleurs, que faiblement désapprouvées. Toujours la loi du silence...

Deux témoignages apparaissent essentiels dans le tracé temporel suivi par les deux prisonniers allemands, depuis leur détention, à compter du 9 juin, jusqu'à leur exécution, le 11 ou le 12 juin.

¹ « *Bébert, un réfugié lorrain, qui conduisait la voiture* », selon l'historiographe Michel Peyramaure (Annexe XIV).

4.4.1 Les événements des 9 et 10 juin 44

Le témoignage de Louis Chazaud, qui paraît bien argumenté, est la pierre angulaire autour de laquelle il est possible d'imaginer le scénario de la détention. « *En ce début d'après-midi du 10 juin, vers 13/14h, je suis désigné avec Riquet pour prendre ce qui sera la dernière garde des deux prisonniers, dans le débarras au premier étage de cette maison du bourg, à l'angle de deux routes* ».

La « *maison du bourg, à l'angle de deux routes* » pourrait bien être le café Parot, port d'attache des maquisards du camp des Brousses, auquel fait allusion l'autre témoignage E... P..., selon les notes prises par X... X... Cela paraît cohérent pour l'enchaînement des faits, le 9 juin : arrivée en fin de matinée du groupe Fournaud avec le jeune soldat de la Wehrmacht ou de la division Das Reich assurant la liaison avec le cantonnement laissé par Kämpfe, à Saint-Léonard, soldat capturé, après échanges de coups de feu, au Pont de Noblat, et, au tout début de la nuit, l'arrivée du groupe Canou, tiré par deux bœufs, avec l'officier supérieur SS, capturé à La Bussière. Compte tenu de l'heure avancée, il est probable que les deux Allemands demeurèrent au café Parot¹ où ils furent gardés, par des maquisards, dans un débarras, au premier étage. « *Le lendemain de la capture, Fournaud aurait « un peu interrogé » Kämpfe, interrogatoire facilité par la connaissance de Kämpfe, de notre langue* ».

Le jeune soldat a tout le temps, l'après-midi du 9 juin, de s'attirer la bienveillance des femmes du village, venues par curiosité avec d'autres habitants du village, afin de voir un ennemi de près. Il ne se fait pas prier pour faire honneur au repas consistant qui lui est proposé par ces femmes de Villemonteix, attendries par la jeunesse du soldat, lequel brandit en permanence la photo de sa fiancée, en Allemagne, sans doute espérant ainsi échapper à une sentence expéditive. Selon la source bien informée de X... X..., Kämpfe refuse toute nourriture, à son arrivée chez Parot. Peut-être sa blessure à la mâchoire, comme a rapporté Louis Chazaud, l'empêchait-elle de s'alimenter correctement.

Le lendemain 10 juin, un détachement SS arriva à Villemonteix, à la recherche de l'officier supérieur. « *Les hommes et les jeunes filles* » avaient déjà quitté le village (Annexe XXXVII). Tous les villageois avaient pris leur précaution en cachant argent et armes, avant de s'enfuir dans les bois tout proches. Il est surprenant qu'aucune fouille systématique n'ait eu lieu, comme ce fut le cas à Moissannes. Est-ce ce jour-là que fut brûlé le camion abandonné, en panne sur la route de La Combe ? Les deux Allemands étaient-ils, alors, encore au café Parot « *sous la seule garde d'un jeune résistant de dix sept ans tremblant de peur, avec son revolver, pour seule arme, braqué sur les prisonniers* », comme en témoigne Guy Désautard (Annexe XXXVI) ?

Le lieu de détention devient effectivement extrêmement dangereux et les prisonniers doivent être conduits dans un lieu plus en sécurité. Le tour de garde Chazaud se termine vers 15h/15h 30 et Louis Chazaud pense la dernière heure arrivée, pour ses prisonniers, lorsqu'un détachement de maquisards, avec Emilio Tobozo « *à la tête du peloton d'exécution* », vient les chercher. En fait, ils sont emmenés à la ferme des Noches, après « *leur avoir expliqué qu'ils étaient conduits au camp du chef du maquis, le colonel Guingouin* », selon le relevé de notes de X... X... Sont-ils transportés dans le camion gazogène de Bidaud, marchand de bois à Bujaleuf, qui aurait servi au groupe Fournaud, la veille, ou sont-ils emmenés, sous bonne escorte, à pieds, à deux ou trois cents mètres de là, à travers bois ? Cette dernière solution paraît la plus adaptée à la discrétion nécessaire, malgré le risque d'évasion non négligeable.

Les deux prisonniers, le 10 juin en milieu d'après-midi, sont détenus à la ferme des Noches, particulièrement bien isolée, en pleine nature, en bordure du bois des Noches. La garde des

¹ Selon X... X..., Kämpfe aurait été conduit directement à la ferme des Noches où il aurait été « interrogé » par Robert Fournaud, dans la journée du 10 : cela n'apparaît pas cohérent avec le témoignage de Louis Chazaud.

prisonniers est assurée par des maquisards et par des paysans¹ de Villemonteix et des villages des environs. Le 10 juin, en fin d'après-midi, Oradour vient d'être rayée de la carte et continue de brûler, incendiée par la horde barbare de la division SS Das Reich. Le 10 juin, en fin d'après-midi, l'état-major de Georges Guingouin est porteur des propositions d'échange de prisonniers : des partisans contre l'officier supérieur Kämpfe. Et Georges Guingouin n'est pas encore au courant du massacre d'Oradour...

4.4.2 Les événements des 11 et 12 juin 44

Le 11 juin, de Crézin, proche banlieue de Limoges et non loin de Linards (du lieu-dit Oradour où Guingouin a eu une « planque »), une contre-proposition en vue de l'échange de prisonniers est lancée aux Allemands qui n'y croient sans doute pas et ne donnent pas suite.

Ce jour-là encore, Guingouin prend connaissance du massacre d'Oradour-sur-Glane et reçoit une communication du commandant des partisans en Creuse, le commandant François, qui lui apprend la « boucherie » de Combeauvert, ordonnée sous le commandement de Kämpfe. Tous les éléments sont à présent réunis pour sceller le sort réservé à Kämpfe. Georges Guingouin ne donne pas le signal de l'exécution des deux Allemands prisonniers, il indique tout simplement que « *Kämpfe, cet officier SS qui s'était conduit de façon ignoble à Combeauvert, fut passé par les armes* ».

A la ferme des Noches, les deux prisonniers attendent leur sort en devisant entre eux, enfermés dans un local de la porcherie (Annexe XXX) : « *On discute sur le nom à donner à ce réduit qui avait dû être grillagé, et on soutient que, bien au contraire, à une époque où les hommes couchaient dans la paille, il ne s'agissait pas d'une prison infecte* ». Ils ne sont pas maltraités et Kämpfe, qui avait une bonne maîtrise du français « *pouvait parler aux enfants de la maison où il était gardé, leur souriait* ». Une telle situation n'a pu se produire que le dimanche 11 juin. « *Mais il fallait faire très attention et sa garde n'était pas facile, car les avions allemands survolaient la région à basse altitude et les patrouilles étaient nombreuses. Et puis, on avait toujours peur que quelqu'un en dise trop* ».

Le fermier des Noches (Annexe XL), selon une proche, « *a surtout été terriblement inquiet du fait de la présence encombrante des deux prisonniers, au point de se rendre à Saint-Moreil chez son frère pour recueillir son avis sur ce qu'il devait faire ! Les Maquisards qui gardaient les prisonniers ne prenaient pas beaucoup de précautions : les fusils étaient parfois adossés au mur, pendant que les gardiens buvaient et ils buvaient parfois plus que de raison... et même s'ils étaient à proximité, il y avait toujours le risque d'une tentative d'évasion des prisonniers qui auraient pu alors s'emparer des fusils et tirer sur les gardiens mais aussi sur les fermiers et leurs enfants, au nombre de sept, l'aîné étant alors âgé de neuf ans seulement. Et puis précisément, il y avait parmi ces enfants, certains qui allaient à l'école et le risque était réel qu'ils racontent ce qui se passait à la ferme aux copains d'école et les informations auraient pu être rapportées très largement vers l'extérieur, mettant sérieusement en danger les Résistants et les fermiers* ».

« *Jean Delage assura une nuit de garde auprès des deux prisonniers et il rapporta que Kämpfe parlait très bien le Français* », précise sa fille, Gabrielle Montalesco (Annexe XLVI). Sans doute alors, Jean Delage a-t-il assuré la garde de la nuit du 10 au 11 juin, ou bien celle du 11 au 12 juin, car les deux prisonniers sont restés en sursis le dimanche 11 juin, ce d'autant que, selon Guingouin, « *à travers les mouvements des troupes allemandes, le détachement commandé par Robert Fournaud et « Tony » (Texier) part de Cheissoux et réalisant un raid de cinquante kilomètres se porte sur Nexon* » où il va libérer le camp de prisonniers. Les SS y arrivent peu après, le camp est vide. Mais, ce 11 juin, Robert Fournaud n'a manifestement pas beaucoup de temps à consacrer à Villemonteix.

¹ Selon X... X..., les maquisards assuraient plutôt les gardes de nuit et les paysans plutôt celles de jour, malgré les travaux agricoles importants pendant cette période de l'année (rentrée des foins).

Le 12 juin, très tôt le matin, la division SS Das Reich a rassemblé ses détachements dispersés sur des dizaines de kilomètres, pour mener à bien l'opération « dents de râteau », en « petite Russie », et elle quitte définitivement le Limousin. Après Oradour-sur-Glane, Combeauvert et le rejet des contre-propositions de Guingouin, il n'est « *plus question de négocier* ». Kämpfe et son compagnon d'infortune sont exécutés. Le jeune soldat de Düsseldorf n'a pas eu de chance d'être, ce jour-là, aux côtés du « boucher de Combeauvert ».

4.5 L'exécution et l'inhumation des prisonniers allemands

Tout est réuni pour que le 12 juin, les deux soldats allemands soient soumis « à une corvée de bois » ou plus probablement rassurés en les informant que ce nouveau déplacement devrait les rapprocher du chef du maquis. « *La Claire* » aurait entendu deux coups de feu le lendemain matin (le 12 juin ?), en amenant, tôt le matin, ses moutons de la bergerie au pré » témoigne Bruno Barthelot (Annexe XLIII). Il s'agit de la ferme la plus proche voisine de la ferme des Noches. L'exécution aurait probablement eu lieu dans le chemin, ci-après, qui conduit à la ferme des Noches à partir de Cheissoux. Le chemin actuel qui débouche sur la route de Villemonteix au village du Rouveix, n'existait pas alors.



Le dernier chemin pour l'exécution probable des deux Allemands (photo MB 08/2010)

L'ancien maire de Cheissoux, Alain Ohier, apporte une pierre supplémentaire à l'édifice de « l'affaire Kämpfe » : « *d'après ce qui s'est dit, c'est Robert Fournaud¹ qui aurait exécuté Kämpfe : sur ordre de Guingouin ou sur un simple réflexe de violence dont il semblait être coutumier, en cette période de guerre. Guingouin n'aurait fait, alors, que le couvrir...* ». Contrairement à ce que les rumeurs ont pu colporter, par la suite, en raison même de la loi du silence, les deux Allemands

¹ Selon X... X..., « *Robert Fournaud n'a rien à voir avec la fin des deux hommes* ».

n'ont pas été torturés. Ils étaient même libres de leurs mouvements, c'est d'ailleurs ce qui a occasionné tellement de crainte chez le fermier des Noches.

L'inhumation des deux Allemands a eu lieu à quelques dizaines de mètres de la ferme, parce qu'il n'était pas très convenable d'enterrer des corps à proximité immédiate d'un lieu d'habitation, mais aussi parce qu'il est très difficile de creuser une tombe au milieu d'un bois en raison des multiples racines qu'il y a lieu de sectionner ou contourner si elles sont trop importantes. Il ne faut pas non plus que la tombe soit trop visible, le Limousin étant toujours en guerre contre l'occupant, en juin 1944. Le plus simple est sans doute de creuser en bordure d'un bois où il doit être possible de creuser un peu plus facilement et où la tombe peut être soustraite à l'attention grâce aux résidus du sous-bois.

X... X... rapporte (Annexe XVI) « *qu'un petit tertre – censé être la tombe de Kämpfe et du soldat allemand capturé à Saint-Léonard – était encore visible, il y a une quarantaine d'années dans le bois des Noches, commune de Cheissoux. Matérialisé par un tumulus de terre de quelques dizaines de centimètres de hauteur et d'un mètre de large environ, il était situé approximativement sur le talus en bordure du bois surplombant la ferme.* »

Cependant, en parcourant, le 9 novembre 2011, la portion de bois, relativement plane au sommet de la pente, à la perpendiculaire de la maison d'habitation qui a remplacé la ferme d'origine, portion de bois où aurait dû se trouver le tumulus, il n'a rien été remarqué qui puisse faire penser à la tombe de Kämpfe. Si celle-ci était en bordure d'un champ cultivé, il est possible que des labours, voire des travaux de débardage et même la tempête de 1999, soient venus détruire le tumulus ...

Un an après leur inhumation, soit en juin 1945, les chiens et les bêtes sauvages ont exhumé, en partie, les sépultures. Selon Guy Désautard (Annexe XXXVI) « *les cadavres, dont il ne restait plus que les squelettes, furent exhumés par les gamins qui retirèrent les dents en or pour les remettre à leurs familles. Les habitants du village exigèrent alors aux enfants le silence le plus complet sur cette affaire...* ».

En juin 1945, la France et le Limousin ne sont plus en guerre contre l'Allemagne. Alors pourquoi les restes des deux Allemands n'ont-ils pas été inhumés dans le cimetière communal ? Alors qu'en 1946, la plupart des soldats allemands, tués pendant la guerre et enterrés sommairement, étaient transférés dans les cimetières communaux (avant d'être à nouveau transférés dans un cimetière allemand à partir des années 60), pourquoi les restes des deux Allemands, exécutés à Cheissoux, n'ont-ils pas été transférés au cimetière communal de Cheissoux ?

Parce que, sans doute, Kämpfe représentait bien autre chose qu'un simple cadavre de soldat ennemi. Il était indiscutablement associé dans la mémoire collective au massacre d'Oradour-sur-Glane et peut-être aussi, de façon plus générale, au symbole Oradour (voir chapitre suivant). Ainsi, personne ne s'est officiellement proposé pour avoir exécuté Kämpfe, pas plus d'ailleurs que Guingouin n'évoque l'ordre d'exécution. Un silence résultant peut-être des recherches entreprises tout de suite après la guerre par la famille de Kämpfe et les organisations de SS. La capture aurait été due au hasard, et le groupe s'en excuserait presque... pour qu'il ne soit pas porté atteinte à leur vie ou à celle de leur famille.

L'ancien maire de Cheissoux, Adrien Serveau, a été souvent sollicité, tout de suite après guerre, et s'est lui aussi réfugié dans le mutisme (Annexe XXX). Pour Guy Salignon, « *le maire de Cheissoux n'a pris les responsabilités communales qu'après la libération. Il était résistant lui aussi¹, mais assure n'avoir pas participé à l'opération Kämpfe. Il ne peut rien dire et il SAIT. « On a tout fait pour savoir, mais personne n'a su. Un ancien officier allemand est venu à Cheissoux après la guerre. Il voulait trouver la trace de Kämpfe. Puis, la femme du major S.S. m'a écrit. Elle m'a demandé si un officier allemand était enterré dans le cimetière de la commune. J'ai pu lui répondre sincèrement « NON » !* ».

¹ Adrien Serveau : voir l'affaire Finkelstein, famille juive originaire de Saint-Léonard-de-Noblat.

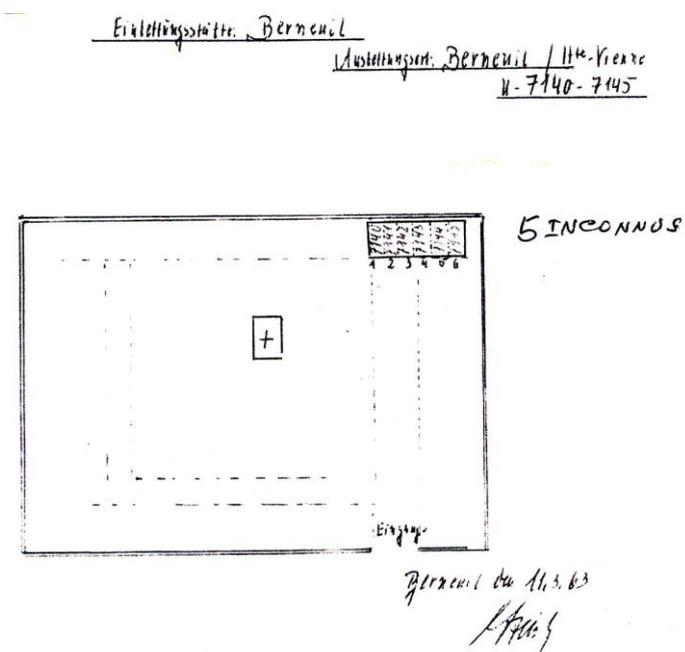
Un mutisme général assourdissant qui fait encore trembler bien des consciences. Mais qui alimente surtout toutes les thèses négationnistes développées à propos d'Oradour... sur la Glane.

Ci-après, la ferme des Noches, au creux du vallon, et la bordure de bois, en haut à droite, où a pu se trouver la sépulture des deux Allemands, peut-être à présent dispersés dans tout le champ en premier plan. C'est ce que laisse entendre un témoin anonyme qui a souvent clamé aux quatre vents que le soc de sa charrue déterrait les restes des deux Allemands¹. Peut-être est-ce ainsi une fin normale pour le « boucher de Combeauvert ».



La sépulture présumée de Kämpfe (bordure du bois et du champ de maïs)
(photo MB 08/2010)

5- Breuilaufa-Berneuil et la manipulation allemande

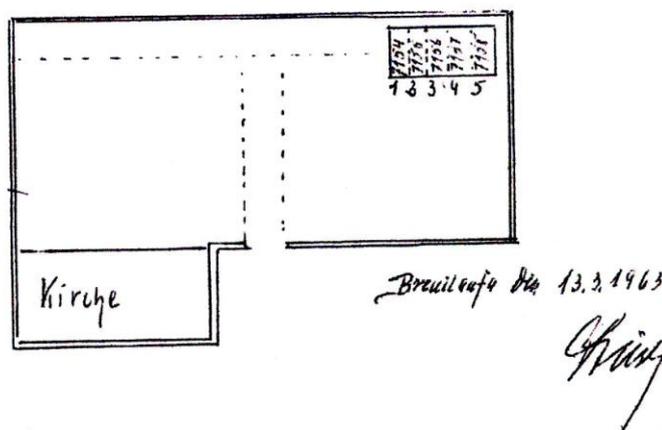


¹ Qualifiées de « élucubrations ubuesques », selon X... X...

Einbettungsstätte: Berneuil

Ausbettungsart: Breuilaufe / 114-Vienne

N-7154-7158



Relevé des plans des cimetières de Berneuil (87) et Breuilaufa (87) - Documents SESMA

En mars 1963, le SESMA (Service d'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes, en France), procède, selon les accords franco-allemands, aux relevés des corps des soldats allemands tués au combat en France, pendant la seconde guerre mondiale, et donc de ceux inhumés dans le cimetière communal de Breuilaufa pour les transférer au cimetière allemand de Berneuil, en Charente-Maritime. Ce sont, au total, cinq soldats qui avaient été inhumés simultanément une première fois, en mai 1946, après leur inhumation sommaire dans les bois de la commune, à la suite d'une embuscade tendue par le Maquis. Les cinq procès-verbaux, dressés par la gendarmerie de Nantiat, le 29 mai 1946, fournissent des indications très précises à ce sujet. Ces procès-verbaux sont déposés au Service Historique de la Défense et ne sont pas librement communicables au public (Annexe XLIX). S'ils ne peuvent être joints à cet essai, il est cependant possible d'en fournir les éléments essentiels :

1. « La fosse, où le 8 juin 1944, après un combat avec les Forces Française de l'Intérieur, ont été inhumés les cadavres de trois et deux soldats allemands, est située dans un petit bois en bordure de la R.N. N° 147 (Limoges-Bellac) à droite, vers Bellac et entre la ferme de La Betouille et de Châtain-Margot, à cent mètres environ de chacune d'elles. »
2. « Les corps sont méconnaissables, mais pour chacun d'entre eux, il est remarqué une bonne dentition. »
3. « Aucune plaque d'identité n'a été découverte. »

Et le quatrième procès-verbal signale en plus, à propos d'un soldat : « De ses effets tombent un attribut d'épaule, insigne du grade d'Adjudant. »

Ce sont donc cinq soldats « inconnus », tués lors de l'embuscade du 8 juin 1944, sans doute des soldats de la Wehrmacht, dont un gradé (adjudant) qui sont inhumés au cimetière de Breuilaufa. Il y a lieu aussi de retenir tout particulièrement le détail d'une « bonne dentition » pour les cinq soldats. Aucune allusion à une gueule d'or, du type « Gold Schnauze », qui aurait pu faire penser à

Kämpfe ! Ces procès-verbaux sont confirmés par le premier magistrat de la commune, le maire de Breuilaufa, M. Melon, lors du recensement des tombes allemandes, en mars 1956 (Annexe L).

Toutes ces informations ont dû être théoriquement communiquées par le SESMA à la Dienststelle Deutsche (WASSt), l'organisme officiel allemand chargé de traiter ces renseignements et de fournir en retour, au SESMA, les indications devant figurer, notamment, sur les dalles funéraires. Trois des cinq fiches qui ont été rédigées par la WASSt, à propos de ces cinq soldats « inconnus », tous « morts au combat » selon cet organisme, qui auraient dû être toutes simples à rédiger, de prime abord, sont tout simplement déconcertantes (Annexe LI). Trois soldats inconnus ont retrouvé une identité :

- Walter Srocke (bloc n° 1 – rangée 6 – tombe n° 178), mort au combat le 11-06-1944 (lieu inconnu), Feldwebel (Sergent),
- Wendelin Spiegel (bloc n° 1 – rangée 6 – tombe n° 175), mort au combat à Limoges, le 5-8-1944, Scharführer,
- Helmut Kämpfe (bloc n° 1 – rangée 6 – tombe n° 176), mort au combat à Cheissoux, le 10-6-1944, Sturmbannführer.

Helmut Kämpfe et Wendelin Spiegel partagent la même dalle et sont donc inhumés côte à côte. Deux soldats (sans doute des simples soldats) conservent tout de même le statut d'inconnus :

- Bloc n° 1 – rangée 6 – tombe n° 174,
- Bloc n° 1 – rangée 6 – tombe n° 177.

Il y a donc là une véritable manipulation de l'information. La WASSt a-t-elle voulu ainsi protéger la reconstruction des familles de gradés, endeuillées et voulant consommer leur deuil en se rapprochant de la WASSt ? Une étude particulière mériterait sûrement un approfondissement en ce qui concerne les soldats gradés Walter Srocke et Wendelin Spiegel...

L'affaire prend une toute autre dimension en ce qui concerne Helmut Kämpfe. Il existe une dalle funéraire, au cimetière allemand de Berneuil, en Charente-Maritime, avec l'inscription HELMUT KÄMPFE STUBAF. 31.7.09 + 10.6.44 qui laisse donc entendre que le Sturmbannführer, commandant le IIIème bataillon du régiment « Der Führer » de la division « Das Reich », repose ici. Le chapitre précédent et le début de ce chapitre convergent tous les deux pour montrer qu'une telle situation n'est absolument pas possible. Il y a eu « *substitution de corps* », comme l'affirme également Pascal Maysounave (Annexe LII), dans son étude « *Oradour, plus près de la vérité* ». Les termes « falsification », voire « usurpation d'identité », seraient sûrement mieux adaptés. Dans quel but ? La WASSt a été interpellée sur le sujet par lettre en date du 21 septembre 2011, mais cette lettre demeure toujours sans réponse (Annexe LIII). Une action auprès de l'Ambassadeur d'Allemagne en France est en cours d'instruction...



Il faut revenir aux faits historiques qui ont pu conduire à l'amalgame de l'information et à la désinformation autorisant, notamment, le développement des thèses négationnistes du massacre d'Oradour-sur-Glane. Ces thèses reposent essentiellement sur l'idée que les Allemands étaient légitimement en droit d'engager des mesures de représailles sur la population de ce village dans lequel devait être brûlé, sur la place publique, l'officier supérieur de la division « Das Reich », et pas n'importe quel officier supérieur puisqu'il s'agissait de celui que la division nazie avait érigé en héros, à la suite des combats en Europe de l'Est, Helmut Kämpfe. Puisqu'il devait être exécuté en ce lieu, il était donc indispensable qu'il se trouve, peut-être, encore dans le bourg d'Oradour, sinon non loin de là. Breuilaufa était tout désigné puisque ce petit bourg n'est qu'à treize kilomètres d'Oradour et que cinq soldats allemands ont été tués et inhumés sur cette commune. Voilà pourquoi, sans doute, la WAsT a attribué à l'un des soldats allemands inconnus du petit cimetière communal de Breuilaufa le nom usurpé d'Helmut Kämpfe !

Trois faits historiques majeurs ont conduit à cette situation :

1. Le **8 juin 1944**, une embuscade est tendue par le Maquis, au lieu-dit La Betoulle, à la limite des communes de Breuilaufa et de Berneuil (en Haute-Vienne). Le maquisard Henry Ribière, devenu ensuite Maire de Breuilaufa, raconte (Annexe LIV) comment un camion transportant du matériel téléphonique, avec dix soldats à son bord, suivi d'une voiture légère, conduite par un Français, avec un officier à son bord, sont tombés dans cette embuscade. Cinq soldats de la Wehrmacht sont tués sur le coup, dont l'officier, et enterrés sommairement dans le bois proche de La Betoulle : c'est aussi ce que rapportent les procès-verbaux de la gendarmerie de Nantiat, en 1946. Les six autres soldats de la Wehrmacht, dont deux gradés, tous non identifiés (la coutume du Maquis étant de retirer les plaques d'identité des soldats afin précisément de ne pas pouvoir les identifier, par la suite), sont faits prisonniers, emmenés dans les bois de la Varogne, sur la commune de Berneuil, voisine de Breuilaufa, où ils sont exécutés et inhumés sommairement. Ils seront réinhumés, en juillet 1946, dans le cimetière communal de Berneuil en Haute-Vienne, par le Maire Jean Roby (Annexe LV), puis transférés au cimetière allemand de Berneuil, en Charente-Maritime, leur statut demeurant, dans leur cas, celui de « soldats inconnus ».
2. Le **9 juin 1944**, la division « Das Reich » se trouve en Limousin après avoir passé les ponts de la Dordogne sans avoir rencontré une grande résistance. L'opération « dents de râteau » est engagée et les éléments de tête de la division se dispersent aux quatre coins du Limousin afin de réduire « la petite Russie » au silence et surtout pour stigmatiser les résistants auprès des populations civiles. Ce jour-là, selon Pascal Maysounave « *quelques FTP et GMR ralliés interceptent, dans le bourg de Peyrillac, au nord-ouest de Limoges, une voiture découverte allemande et ses deux occupants SS. La voiture est emmenée par des maquisards de l'AS-MUR survenus entre-temps, et les deux prisonniers sont conduits au nord de Blond, au Bois-du-Roi, par les FTP.* »

L'histoire de la capture de l'officier SS (Obersturmführer) Karl Gerlach et de son chauffeur, en avance sur son détachement, et qui cherchait un cantonnement approprié pour le 1^{er} bataillon de Dickmann, est rapportée par Pascal Maysounave (Annexe LII), mais également par d'autres historiographes. La capture a lieu dans le petit bourg de Peyrillac, distant de quelques kilomètres seulement d'Oradour-sur-Glane. Il n'est pas totalement exclu que lors du transfert vers les bois du Roi, près de Bellac, Gerlach qui va s'évader, ait aperçu une pancarte indiquant la direction d'Oradour. C'est du moins ce qu'il va affirmer à Dickmann, le 10 juin au matin, de retour à Limoges, à l'état-major allemand du régiment. Mais, il a certainement vu

également d'autres pancartes, avec d'autres directions, tout au long du trajet. Alors pourquoi se souvient-il si particulièrement d'Oradour ? Sans doute parce ce nom-là de village est déjà évoqué, avec insistance, par d'autres devant et autour de lui...

3. Le **9 juin 1944**, encore, mais au soir, le commandant du 3^{ème} bataillon du régiment « Der Führer » de la division « Das Reich », Helmut Kämpfe, est capturé par le Maquis, dans une embuscade à la sortie de Saint-Léonard-de-Noblat, pour avoir, lui aussi, pris de l'avance sur son bataillon. Dès l'annonce de sa capture, à l'état-major de la division, des recherches sont lancées tous azimuts, dans les secteurs Est du département de la Haute-Vienne. Un prisonnier, retenu à la prison de Limoges, est aussitôt libéré pour joindre le commandement du Maquis et porter les propositions allemandes en vue d'un échange de prisonniers : le commandant Kämpfe contre cinquante maquisards internés à la prison de Limoges et une somme de 36000 marks. Laudoueix, un des « légaux » d'Eymoutiers, chargé de communiquer avec Guingouin, se rend jusqu'à Sussac le 10 au matin et entre en contact, dans l'après-midi seulement, avec des membres de l'état-major du chef du Maquis, en Haute-Vienne¹. Mais le 10 après-midi, c'est le massacre d'Oradour...

Guingouin était-il à la Villa de Sussac, ou dans une de ses nombreuses caches disséminées sur tout l'Est du département ? « *Pourtant, c'est de Crézin qu'une proposition fut lancée aux Allemands, qui n'y crurent pas ou se méfièrent...* », écrit Guy Salignon, dans Limousin Magazine (Annexe XXX). Crézin, c'est une petite bourgade en banlieue-est de Limoges, non loin de Linards et... du village d'Oradour, à deux kilomètres de Linards, là où Guingouin disposait d'une « planque »² et d'où il organisa, deux mois plus tard, la libération de Limoges sans aucune effusion de sang. Peut-être les archives de la milice pourront-elles s'ouvrir au grand jour et éclairer d'une autre analyse le choix d'Oradour-sur-Glane, comme bourgade à rayer de la carte par les SS, à défaut d'avoir pu mettre Limoges à feu et à sang, comme ils l'avaient projeté en quittant Montauban. La collaboration ne devait pas être sans ignorer la « planque » de Linards. Frapper un Oradour, c'était tout un symbole, c'était plus sûrement encore frapper la Résistance et stigmatiser son chef, tout en se ménageant toutes les possibilités de recherches et de négociations vers l'Est du département. N'est-ce pas ce qui a été fortement suggéré à Gerlach, alors qu'il faisait la narration de sa capture à l'état-major, en présence de la milice, ce qui pourrait expliquer le fait qu'il ait aussi facilement identifié Oradour, parmi d'autres bourgades, sur la carte qui lui a été présentée ?

La milice a-t-elle voulu stigmatiser à ce point la Résistance et son chef insaisissable, Georges Guingouin, en détruisant le symbole d'Oradour ? La question reste ouverte, tant que les archives de la milice n'auront pas parlé davantage. Celui qui en savait certainement beaucoup, Patry, a été condamné à mort et exécuté peu après la libération. Les autres collaborateurs qui savaient certainement aussi sont restés dans le silence sur la question « pourquoi Oradour ? ». Et le procès de Bordeaux, ou « procès des lampistes », est resté lui aussi silencieux sur cette question de fond, laissant le Limousin dans son deuil jamais consommé. La Résistance elle-même s'est murée dans le silence, ce silence encore si présent et si pesant, près de soixante dix ans plus tard, dans toute la région de Cheissoux qui garde jalousement les derniers restes d'Helmut Kämpfe comme un dernier trophée à opposer aux bégalements de l'histoire !

¹ Selon X... X..., Guingouin a exprimé la plus vive colère lorsqu'il apprit que cet émissaire avait pu atteindre Sussac et joindre son état-major avec autant de facilité, d'autant que Laudoueix était accompagné par un « *compagnon, soi-disant maquisard du Cher qui tenait le drapeau blanc, dans la voiture que Laudoueix conduisait* ».

² Soi-disant Lajaumont, à moins de deux kilomètres d'Oradour : pourquoi les Allemands ont-ils manifestement retenu le village d'Oradour ? Parce que la bifurcation vers Lajaumont se fait à Oradour ; parce que la « planque » se trouvait entre Oradour et Lajaumont ; parce que la Résistance a délibérément effacé la « planque » d'Oradour de sa mémoire ; parce que les thèses négationnistes du massacre d'Oradour-sur-Glane ont, après coup, manipulé l'information...

Il est intéressant d'examiner plus avant l'analyse faite par Vincenz Kremp, un spécialiste allemand, pourtant « non-révisionniste, semble-t-il, de cette période historique dans le sud-ouest de la France. Il s'exprime dans une lettre adressée, en 1991, au SESMA¹ :

« Comme la question sur Oradour-sur-Glane est toujours d'actualité, je continue à être sollicité de toutes parts sur le sujet.

En raison de mes nombreuses recherches et publications, je suis considéré comme crédible sur le sujet. Je viens de recevoir un courrier de Paris. Cet historien a reçu par l'intermédiaire de Monsieur Holtz un courrier de votre part dont le contenu est à mettre sérieusement en doute. Il s'agit de Helmut Kämpfe. Le renseignement est daté du 18.08.89 ; GN 2.Iv.Lu/K, Vg 93822. Dans son courrier du 19.12.1984, à l'attention de Monsieur Taege², la WaSt mentionnait comme improbable que Helmut Kämpfe fut inhumé à Breuilaufa.

Sur la base de mes investigations, je suis du même avis. Kämpfe a bien été fusillé le 10 juin 1944 à, ou à proximité, de Oradour de Linards³ ?? Il est tout simplement improbable que l'on ait transporté son corps à travers une zone contrôlée par la milice et les SS sur 50 Km. Par une indiscrétion, j'ai pu obtenir l'information que tout le monde sait : Kämpfe n'est pas enterré à Berneuil, mais, par égard à la famille, il n'est pas question d'en faire état.

Kämpfe fut fait prisonnier le 9.6.44 par les maquisards sous le commandement du sergent Canou, et emmené dans le secteur de Cheissoux où il fut remis à d'autres personnes. On parle également de St. Julien le Petit comme probable lieu de détention de Kämpfe. Cette localité se situe à quelques kilomètres à l'est de Cheissoux.

Le chef des maquisards Guingoin reconnut que Kämpfe fut fusillé. La zone d'action de Guingoin⁴ se situait à l'est de Limoges. Périodiquement, il séjournait à Oradour de Linards, où il possédait une « planque ».

En conclusion je peux affirmer que Kämpfe a été fusillé dans un secteur à l'est de Limoges et est enterré sur place. Un certain Monsieur Texier⁵, fidèle de Guingoin m'a assuré que Kämpfe a été fusillé mais pas torturé.

Je vais transmettre ces éléments à mon correspondant historien (inconnu). Si vous ne le souhaitez pas merci de bien vouloir m'en faire part rapidement. »

La confusion existe réellement chez les Allemands entre Oradour et Oradour... C'est ainsi, qu'en l'absence de toute contradiction vigoureuse, Weidinger a pu tranquillement, dans sa prison de Bordeaux, jeter les bases du révisionnisme. Ces bases ne viennent, cependant, que conforter celles avancées dès la préparation du massacre. Jean-Jacques Fouché rapporte que le 9 juin 1944, vers 21 heures, une réunion a lieu au PC Haviland où se trouve la 2^{ème} section de la milice, service « actions et renseignements », commandée par Filliol, lequel déclare : « *Il y aura une opération faite par une division allemande, dans la région. Nous allons faire quatre groupes ayant pour mission d'empêcher les excès des troupes allemandes...* ».

Ce soir-là, à 21 heures, la décision d'une opération allemande est déjà décidée. A ce moment-là, Kämpfe vient juste d'être capturé par la Résistance et l'état-major ne le sait pas encore. Les préparatifs de l'opération se précisent le lendemain matin, avec la venue de Dickmann à l'état-major du régiment, mais avec de nouvelles informations capitales : la capture de Kämpfe, celle de Gerlach et son évasion. Le groupe de collaborateurs, dont Patry, est présent à cette

¹ Traduite par M. J... H..., actuellement représentant en France du Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge (VDK) ou Service d'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes (SESMA).

² Herbert Taege, auteur « révisionniste » qui a écrit « *Wo ist Kain? Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle+Oradour.* » : Où est Caïn ? Révélation et documents sur le dossier complexe Tulle + Oradour...

³ Lieu-dit « Oradour » où Guingoin avait effectivement une « planque » à proximité, au lieu-dit Lajaumont : la milice a-t-elle voulu stigmatiser la Résistance et le chef de la Résistance en utilisant l'analogie toponymique de Oradour, le village de Linards et la bourgade d'Oradour-sur-Glane et en le suggérant aux SS ?

⁴ Prononciation « à l'allemande » !

⁵ Tony Tixier, adjoint de Robert Fournaud, au camp des Brousses, à Cheissoux.

réunion : est-ce à ce moment-là qu'il est décidé, sur informations précieuses de la milice, qui, elle, connaissait sûrement la « planque » de Guingouin¹, de stigmatiser le symbole Oradour ? Une nouvelle réunion a lieu peu après, à Saint-Junien, avec l'état-major du 1^{er} bataillon commandé par Dickmann. Il s'agit sans doute d'affiner les préparatifs : le massacre d'Oradour est donc programmé dès la réunion d'état-major du régiment, à Limoges. Affiner les préparatifs, certes, mais aussi construire la communication vers les hommes de troupe d'abord, vers les populations locales ensuite. C'est alors que commence à se faire l'amalgame des trois actions de la Résistance, des 8 et 9 juin.

Le premier message négationniste se dessine, dès le 10 au matin lorsque le chef de la Gestapo, Kleist, sortant de la réunion préparatoire du massacre, à Saint-Junien, justifie « *l'action de représailles des SS, parce que le Maquis avait attaqué une voiture occupée par 12 SS, les 12 hommes dont un lieutenant ayant été faits prisonniers, emmenés à Oradour-sur-Glane, et pendus ensuite, à l'exception du lieutenant qui avait réussi à s'échapper* ». Il y eut bien 11 soldats tués le 8 juin, mais à 15 kilomètres d'Oradour, et il s'agissait de soldats de la Wehrmacht. Le 9 juin, ce fut le chauffeur de Gerlach qui fut exécuté dans les Bois du Roy, non loin de Bellac et le lieutenant Gerlach avait bien réussi à s'échapper. C'est néanmoins le début de la construction du discours qui va se consolider un peu plus avec la disparition de Kämpfe. Comme le dit très justement Jean-Jacques Fouché, « *Les SS ont construit leur justification du massacre avant même de le perpétrer. Elle se lit dans les indications laconiques données aux hommes de troupe par les officiers Waffen SS, au moment du départ de Saint-Junien : « chercher un officier disparu* ». C'est aussi le message qui va être repris par Weidinger, lors de son audition par le juge d'instruction militaire de Bordeaux, en 1949 : chercher Kämpfe à Oradour de Linards, parce qu'après sa capture, les Allemands sont persuadés que leur commandant se trouve entre les mains de Guingouin ? ou chercher le fantôme de Kämpfe à Oradour-sur-Glane...

Il suffisait ensuite de trouver de bonnes raisons de faire croire que Kämpfe se trouvait bien dans les environs d'Oradour-sur-Glane. Il y a d'abord l'histoire des papiers, rapportée par Beau et Gaubusseau (Annexe LVI), après leur rencontre avec Lammerding et Weidinger, en Allemagne : « *Dans le même temps², on découvre, dans une des avenues principales de Limoges, les papiers personnels de Kempfe épars sur la chaussée. Ce qui pouvait démontrer que Kempfe était encore en vie, qu'il avait été conduit, en voiture, par les maquisards, au cours de la nuit, dans un endroit différent de celui de sa capture et que c'était lui qui avait jeté ses papiers hors de la voiture pour que l'on puisse retrouver sa trace.* ». Que sont devenus ces papiers ? Et puis, il fallait un lieu proche où il aurait été inhumé : Breuilaufa, à 15 kilomètres d'Oradour-sur-Glane, faisait parfaitement l'affaire. Il restait à pratiquer la falsification de corps lors des relevés des corps des cinq soldats inconnus de la Wehrmacht, en vue de leur transfert au cimetière allemand de Berneuil, falsification que n'a pas hésité à pratiquer la Deutsche Dienststelle, « par égard pour la famille ? ».

« *Alors comment la dépouille de Kämpfe a-t-elle pu atterrir à Berneuil ? Comment et par qui fut-elle reconnue ? Cette hypothèse de la mort de Kämpfe non loin d'Oradour-sur-Glane arrange bien les protagonistes de la thèse qui justifient ainsi l'action de la « Das Reich » à Oradour pour retrouver cet officier soi-disant incarcéré en ce lieu.* » s'interroge Albert Chazette (Annexe LVII).

La Résistance a-t-elle, à ce point, posé sa chape de silence, en raison de la haute valeur symbolique du nom d'Oradour, pour ne pas avoir relevé cette énorme désinformation, afin d'éviter que les révisionnistes de toutes nationalités ne s'engagent dans cette voie ouverte par Weidinger ? Il suffisait de dire : « Voilà, Kämpfe est ici, dans cette bordure de bois, avec ses restes peut-être

¹ Anne-Marie Montaudon, membre du bureau national de l'ANACR, confirme que Georges Guingouin avait, bien avant juin 44, un réseau dormant (plusieurs "planques") de contact rapproché à Oradour de Linards. Les "légaux de Linards" étaient d'ailleurs, selon elle, extrêmement actifs, et donc, la milice était forcément au courant de leurs agissements. La ferme de Lajaumont, utilisée lors de la libération de Limoges, se trouve d'ailleurs à proximité d'Oradour (un panneau mémoire y a été apposé).

² Le 10 juin, dans la matinée !

aux quatre vents, dispersés sous le tranchant d'une charrue au milieu des champs, ou par les effets des tempêtes enregistrées et des dommages occasionnés aux bois qui l'abritaient ».

Et le révisionnisme, hélas, poursuit son chemin, volontaire ou involontaire (Annexe LVIII), utilisant, au plus mauvais escient, le terme de « représailles » pour décrire le massacre d'Oradour-sur-Glane !

Conclusion

Le mystère entretenu, dans ce qui a été pendant soixante dix ans « l'affaire Kämpfe », paraît bien être levé à la lecture de cet essai qui apporte quantité d'éléments nouveaux dans l'analyse des événements survenus dans ce très court intervalle de temps correspondant au passage de la division Das Reich en Limousin, du 8 au 12 juin 1944.

Si Helmut Kämpfe a bien été honoré comme un héros dans sa division et sur certains monuments commémoratifs, il a été et restera dans la mémoire collective du Limousin « le boucher de Combeauvert », en hommage à ses valeureux Résistants qui ont croisé son chemin et l'ont payé de leur vie. Et le massacre d'Oradour-sur-Glane ne lui doit absolument rien si ce n'est à imaginer qu'il aurait pu être commis à l'est du département pour punir l'audace et la témérité des Maquisards de Cheissoux...

Ce travail d'analyse réalisé à partir de la collecte de mémoire, montre tout l'intérêt que les historiens devraient porter à la mémoire orale pour compléter de façon beaucoup plus efficace la mémoire écrite qui semble être leur principal souci.

Il demeure néanmoins quelques interrogations, résultat évident de cette chape de plomb qui a maintenu dans le silence, la mémoire collective d'une région toute entière, pendant des décennies et la maintient encore partiellement sous tutelle. La publication de cet essai devrait permettre de lever les dernières craintes et les derniers silences et peut-être faire naître la totale vérité historique sur cette affaire.

Fasse que cet essai puisse enfin éclairer l'Orient de Limoges afin que toute la lumière sur cette affaire vienne enfin couper court au négationnisme qui gonfle sur Oradour, au couchant de la capitale régionale...

**Un fait d'armes de la résistance limousine, méconnu :
le 22 août 1944
la mort, dans une embuscade, du général Gleiniger**

1^{er} janvier 2012



LE GÉNÉRAL
GLEINIGER

Le Général de Division (General major de la Wehrmacht) Walter Gleiniger (12 mars 1892 – 22 août 1944) fut envoyé en Limousin, fin mars 1944. Cet officier supérieur avait commandé des unités partout en Europe et il venait de passer un rude hiver sur le front de l'Est : ce n'était donc pas un militaire très « tendre », tel que les Allemands ont tenté, après-guerre, de le faire passer (en raison notamment de ses rapports tendus avec les SS et de sa prise de position sur le massacre d'Oradour), qui arrivait en « petite Russie » pour mater les maquisards qu'il redoutait et qualifiait de « terroristes », et le premier des leurs, Georges Guingouin. Il commandait la garnison allemande de Limoges, en août 1944, jusqu'à la reddition de la ville, le 21 août au soir. Il négocia les termes de la capitulation allemande avec les représentants plénipotentiaires de la Résistance. C'est alors, toutes les parties étant tombées d'accord et qu'il ne restait plus qu'à apposer les signatures sur l'acte officiel, que le général et son chef d'état-major disparurent mystérieusement et que l'acte de reddition ne fut jamais signé.

Qu'était-il donc arrivé aux deux hommes ? L'histoire reste muette sur la disparition du chef d'état-major du général, le colonel von Liebich. En ce qui concerne le général Gleiniger, deux versions sont couramment admises jusqu'à présent :

- Il se serait suicidé,
- Il aurait été « enlevé » par la police SS de Limoges qui refusait de se rendre sans combattre. Il aurait, ensuite, été exécuté, voire incinéré au lance-flammes, par les SS, afin de ne pas pouvoir être identifié.

Ière partie :

**« L’AFFAIRE GLEINIGER » :
LA VERSION FRANCAISE**

Le général Gleiniger a été enterré au cimetière de Guéret (Creuse) avec son chauffeur et deux gardes du corps. Sur leur tombe figurait la mention « tués au combat le 22 août 1944 ». Leurs restes furent exhumés, en 1969, pour être transférés au cimetière allemand de Berneuil, en Charente-Maritime où ils reposent à présent, côte à côte.

En rassemblant les pièces écrites sur le sujet et les témoignages récents d'anciens maquisards, il est possible d'écrire une autre version, jusque-là jamais explorée, de la mort du général Gleiniger : la fuite vers Moulins et l'Allemagne, avec probablement l'accord tacite de Guingouin, le chef des FFI.

1. Les forces militaires en présence

La garnison allemande était forte, selon Georges Guingouin (1), « *d'environ 1400 hommes dont le 19^{ème} régiment de police SS¹ avec 2 compagnies de lance-flammes. Se trouvaient également dans la ville, les 3^{ème} et 5^{ème} régiments de Garde mobile ainsi qu'un groupe du 6^{ème} régiment, 11 escadrons de G.M.R.² et des unités regroupées de la gendarmerie. Il fallait compter, de plus, avec la 2^{ème} cohorte de la Milice, forte de 3 centaines* ».

Selon l'Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (ANACR) de la Haute-Vienne (2), « *Les effectifs sont estimés, côté allemand à 1000 hommes, dont 600 combattants, côté maquis à 5500 hommes armés.* ».

La ville de Limoges était cernée par les forces du Maquis beaucoup plus importantes en nombre que les forces allemandes et leurs serviteurs. Une interrogation demeure cependant : que feraient la Garde mobile et les G.M.R. en cas d'attaque de la ville par le Maquis après le bombardement projeté et bien ciblé des forces aériennes alliées ?

2. Les faits historiques

Le samedi 19 août 1944, la grève générale est déclenchée à Limoges et paralyse la ville, alors que la 2^{ème} compagnie de la Schutzpolizei vient au secours de la colonne de miliciens retranchée à La Jonchère, avec femmes et enfants, à la suite de violents accrochages avec le Maquis, et l'accompagne, dans sa retraite vers Moulins, jusqu'à Sauviat-sur-Vige. Là, la compagnie SS rebrousse chemin et rentre sur Limoges barricadée par les miliciens restant encore dans la ville.

Le dimanche 20 août, devant la pression de plus en plus forte de la Résistance autour de Limoges, les Allemands conviennent d'engager les premières négociations avec des représentants des Forces Françaises de l'Intérieur commandées par le colonel Guingouin. Le général Gleiniger refuse tout échange direct avec les chefs des « bandes terroristes » qu'il redoute par-dessus tout. Les premières négociations vont donc avoir lieu par l'intermédiaire du correspondant de la Légation suisse, Jean d'Albis qui se rapproche du chef d'état-major du général Gleiniger, le lieutenant-colonel Von Liebich.

Dans la nuit du 20 au 21 août, les Gardes mobiles et les GMR rallient le Maquis et se mettent à la disposition du colonel Guingouin, chef des FFI. Cette décision va peser très lourd dans la suite des événements, le général Gleiniger étant complètement atterré à l'annonce de ce ralliement.

2.1 Les négociations en vue de la reddition

Le lundi 21 août, le général Gleiniger accepte de se rendre, avec son chef d'état-major, le lieutenant-colonel von Liebich et le capitaine Stoll, chez Jean d'Albis, correspondant de la Légation suisse, habitant 6, chemin Saint-Lazare, à Limoges, pour recevoir les conditions de la reddition des Allemands en garnison à Limoges, portées par la délégation officielle des plénipotentiaires alliés. Cette délégation était composée par le major G.M. Staunton (de son vrai nom Philippe Liewer, chef du réseau Salesman 2, SOE Services secrets britanniques), de la Royal Army, représentant en Haute-Vienne du Haut Commandement des Forces alliées, par les capitaines J. Guéry, des Forces

¹ Schutzpolizei, commandé par le Major Aboth et son adjoint, le Hauptmann Engelbrecht.

² Groupe Mobile de Réserve.

Françaises de l'Intérieur et M. Viguier, des Forces Françaises Combattantes, et par le capitaine Charles E. Brown, de l'U.S. Army en tant qu'interprète. Les négociations se déroulent de 16h à 18h 15, sous la présidence de Jean d'Albis. Afin que les états-majors respectifs soient informés des conditions définitives de la reddition allemande, chacun se retire en se donnant rendez-vous à 20h 30, pour la signature de l'acte de capitulation.

2.2 La capitulation allemande, sans reddition et sans condition

Selon le témoignage écrit de Georges Guingouin (1), témoin essentiel puisqu'acteur principal de la capitulation allemande par représentants interposés : « *la reddition est officielle, les embuscades sont levées¹, mais, coup de théâtre : les S.S., refusant de s'incliner, enlèvent le général Gleiniger, qui sera exécuté. Seul, le capitaine Noll se présente ; il est fait prisonnier avec 12 officiers et 350 hommes².* » La capitulation allemande ne sera donc pas signée, mais, « *à 20 heures 30, les soldats des Forces Françaises de l'Intérieur entrent dans la ville, l'arme à la bretelle, ayant libéré la capitale du maquis avec le minimum de pertes et surtout –ce qui est leur plus beau titre de gloire– ayant réussi à sauver tous ces emprisonnés de la place du Champ de Foire, leurs frères d'armes et d'espérance, dont la vie était dangereusement menacée...* ».

En se rapportant aux recherches menées par Georges Beau et Léopold Gaubusseau (3), « *A 20 h 30, la délégation alliée, accompagnée de M. d'Albis, se présente à l'hôtel de l'état-major allemand³. Coup de théâtre. Le capitaine allemand Noll⁴ annonce aux Alliés que le général Gleiniger et le colonel von Liebich ont été enlevés par les S.S. Le coup de force a réussi malgré les embuscades tendues sur la route de Linards. Le chef de la délégation alliée répond que, dans ce cas, le traité est devenu caduc et que les F.F.I. prendront les mesures pour s'assurer la reddition de la garnison... A 22h 10, la prise de Limoges est effective. Cinq officiers et trois cents soldats allemands étaient faits prisonniers...* ».

La version allemande de cette reddition est fournie par l'officier allemand Hauschild, en mission auprès de l'Etat-major de liaison 586 de Limoges, dans un rapport détaillé, dressé à Postdam et daté du 10 janvier 1945⁵. « *Le 21 août, le général de division Gleiniger fait connaître qu'il a décidé de capituler, à 19h 30⁶, pour éviter de répandre davantage le sang. Les pourparlers avec les chefs de bande qui précéderent la reddition de la ville étaient en cours depuis plusieurs jours⁷. Si les adjoints du général partageaient son opinion, à savoir qu'une percée à travers le dispositif d'encerclement était sans espoir, le capitaine Engelbrecht⁸ du bataillon de police refusa de déposer les armes. Lorsqu'il proposa de tenter une sortie vers l'Est, je lui proposais de l'accompagner avec mon groupement administratif. Le capitaine Engelbrecht mit le général en arrestation⁹ et nous fîmes savoir à tous les services que le départ généralisé aurait lieu le soir à 19h¹⁰. Je fis une visite d'adieu officielle au préfet de région et au préfet du département. Le groupe administratif dans son entier était à l'heure, prêt au départ. Tous les autres services furent au*

¹ Point très important à souligner : les embuscades ont été levées avant même la signature de l'acte de reddition. Des accrochages sérieux avaient eu lieu, selon un témoin, dans l'après-midi entre une colonne désertant la caserne Marceau et approchant de la gare pour quitter Limoges vers l'Est, et des Maquisards en embuscade sur l'esplanade de la gare.

² Essentiellement des soldats originaires d'Europe centrale, enrôlés de force dans l'armée allemande.

³ Hôtel de la Paix, place Jourdan, face à la Kommandantur.

⁴ Stoll, selon les Amis du Musée de la Résistance de Limoges.

⁵ Rapport publié par l'ANACR et diffusé par « le Palhissou » N° 388 de novembre 2009, p. 6 à 8.

⁶ Sans doute 20h 30.

⁷ S'agit-il de pourparlers indirects avec Guingouin, préalables aux négociations officielles avec les représentants plénipotentiaires alliés des 20 et 21 août ?

⁸ Le major Aboth, supérieur hiérarchique d'Engelbrecht, n'est donc pas intervenu...

⁹ Cette mise en état d'arrestation s'accompagna-t-elle de la remise des armes du prisonnier ?

¹⁰ Il est utile de rappeler que les négociations se sont terminées chez M. d'Albis à 18h 15 : juste le temps de revenir à l'Hôtel de la Paix.

rendez-vous. Le seul échelon où les choses ne se déroulèrent pas aussi bien était l'échelon de commandement de l'état-major. Etaient venus au rassemblement pour le départ : le commandant prisonnier sous la surveillance des officiers du bataillon de police, son adjoint, le lieutenant-colonel Von Lubich¹, ainsi que le second adjoint, le capitaine Müller, de même que le capitaine trésorier de l'état-major et le capitaine trésorier du 4^{ème} bataillon. Pour s'occuper de l'infirmerie, il resta sur place l'officier, commandant en second du 4^{ème} bataillon. Restèrent également sur place quelques officiers et hommes de troupe, deux AFAT, et quelques infirmières de la Croix Rouge... Tout le bagage des officiers, des documents secrets, les livrets militaires restèrent sur place. »

2.3 Les manœuvres militaires le 21 août 1944

Mais pendant tout le déroulement de ces négociations et le « coup de théâtre » final, que s'est-il donc passé sur le plan militaire, dans le courant de cette journée ? Pour l'ANACR de la Haute-Vienne, « *Le plus gros effectif de la garnison allemande a commencé de quitter la ville dès 17 heures²* ». La trace de la colonne d'Allemands en retraite peut être notée, en effet, grâce au témoignage d'Augustine Lebeau (4), employée des Postes et Télécommunications à Saint-Léonard-de-Noblat, qui transcrit, dans son journal, au lundi 21 août : « *Les Allemands partent en véritable débâcle vers Bourganeuf* ». Saint-Léonard-de-Noblat se trouve à 25km environ de Limoges. A proximité de la ville, il y avait, à la suite d'un vol important de dynamite par les Maquisards de Guingouin, une petite garnison d'une centaine de soldats allemands qui avait en charge la protection de la mine d'extraction de wolfram, minerai indispensable à l'industrie allemande. Saint-Léonard-de-Noblat est libérée le 22 août 1944. Dans son journal, Augustine Lebeau écrit à la date du mardi 22 août : « *Plus d'Allemands (enthousiasme !...)* ».

Le 22 août 1944, au matin, les Allemands quittent la Haute-Vienne à Sauviat-sur-Vige qu'ils traversent difficilement sur un pont provisoire en rondins et madriers construit sur la Vige après le sabotage, tout de suite après le Débarquement allié, du pont principal. La colonne entre alors en Creuse, contrôlée principalement par l'Armée Secrète (AS) relativement indépendante des Francs-Tireurs-Partisans (FTP) du colonel Guingouin qui n'y exerce pas une totale autorité. C'est donc la région de tous les dangers à venir puisque la colonne allemande, suivie par un grand nombre des miliciens, ceux qui n'avaient pas quitté Limoges, trois jours plus tôt avec leur chef de Vaugelas, n'a pas été inquiétée à sa sortie de Limoges et pendant toute la traversée de la Haute-Vienne par les hommes de Guingouin, pourtant maîtres du terrain.

Marc Parrotin, dans son ouvrage de collecte de mémoire (5), a décrit, à partir des récits de Maquisards, les attaques subies, en Creuse, par les Allemands en retraite : « *Le 22 août, au matin, alors que les détachements de la Compagnie Daniel sont à nouveau en embuscade sur la nationale entre Sauviat et Bourganeuf, un très important convoi allemand d'une centaine de véhicules se présente sous le feu des légaux de St-Moreil, toujours commandés par Jacques Truffy, qui attaque l'ennemi et lui détruit un camion basculé dans un ravin. Plus loin, en haut de la ligne droite de Langladure et jusqu'à la route de Chambonnaud, les groupes de combat des F.T.P. attendent l'ennemi ; le détachement placé côté Chambonnaud est commandé par le sous-lieutenant Morisy, l'adjudant Sittler et le sergent Bignet ; il doit laisser passer la tête du convoi qui sera attaquée plus loin par le détachement placé côté Fontloup et commandé par le lieutenant Bressy Paul, l'adjudant Caudoux dit Matéo et le sergent Madoumier. La colonne allemande avance prudemment sur la route sinueuse dominée par les crêtes boisées aux feuillages épais et impénétrables. Tout à coup, la fusillade éclate terrifiante, ponctuée par des explosions de grenades et d'obus de mortiers. Elle se répercute au loin, très loin, longtemps, bien après même que les F.T.P. aient rompu le combat pour échapper à l'encercllement. Les Allemands ont cherché à anéantir le détachement du lieutenant Bressy en le prenant à revers, mais le brave Denis de Fontloup, un des légaux de Montboucher, en abattant l'ennemi le plus avancé dans la manœuvre, a permis à son groupe de se replier sans*

¹ Le lieutenant-colonel Von Liebich n'était donc pas considéré comme prisonnier de la police SS.

² C'est sans doute vers cette heure-là, alors que les embuscades n'avaient pas encore été levées, les négociations étant en core en cours, que de sérieux accrochages se produisirent près de la gare de Limoges entre des maquisards positionnés sur l'esplanade de la gare et des troupes allemandes quittant la caserne près de la place Carnot.

pertes. Quand les boches repartiront, apeurés et furieux, ils laisseront six camions au bord de la route maculée de taches de sang. Ils entrent à Bourganeuf. De Vaugelas fait préparer le départ de ses cohortes qui vont se placer derrière leurs alliés.

Quatre des soldats allemands tués au combat du 22 août près de Bourganeuf furent enterrés à Guéret. Ils se nommaient Walter Gleiniger, Hugo Pachaly, Nikolei Popig et Johan Steffgen... Et ce n'est qu'à quatre heures du matin, le 23 août, que l'arrière garde de la colonne atteindra Guéret pour participer à la défense de la garnison allemande. Les miliciens sont sans nouvelle de leur gouvernement de Vichy et leur sort est lié à celui des occupants. Allemands et miliciens subiront encore des pertes sévères avant de sortir de la Creuse insurgée, car, de Guéret à Montluçon, les C.F.L. et les F.T.P. sont constamment en embuscade sur la Nationale 145 ».

L'auteur cite les noms des soldats tués aux combats du 22 août comme, m'a-t-il dit, il a pu le lire sur la plaque de leur première inhumation au cimetière de Guéret. Il y a là, Walter Gleiniger, Nikolaï Papig et deux policiers SS, Hugo Pachaly et Johan Steffgen¹, ce dernier décédé le 28 août (sans doute des suites de ses blessures). Marc Parrotin n'apporte pas davantage de précisions sur ces combats en particulier.

Un autre témoignage vient conforter le récit précédent, celui de Paul Beylle (6), recueilli tout récemment, en 2010. Il s'agit d'un ancien Maquisard de la Compagnie Chaumeil qui rapporte les informations circulant à l'époque dans les rangs des Maquisards. *« Tout de suite après la chute de Limoges aux mains des FTP, quelques 200 soldats allemands SS de la Gestapo ont aussitôt quitté la ville pour rejoindre Clermont-Ferrand et se rapprocher de l'Allemagne. Pas moins de quatre vingt camions de miliciens leur ont emboîté le pas pour bénéficier ainsi de leur protection. Peu avant la Besse, à la sortie de Sauviat-sur-Vige, les « légaux »² de Saint-Moreil ont tendu une embuscade à la colonne qui se dirigeait sur Guéret. Près de la tête de la colonne allemande, entre deux véhicules semi-chenillés, trois officiers occupaient une simple voiture de tourisme. C'est cette voiture que choisit Jean Truffly pour la mitrailler à bouts portants en sortant par surprise du fossé dans lequel il s'était caché : les trois officiers furent ainsi tués et Jean Truffly put se retirer sans dommage, la soudaineté et la brièveté de l'attaque, ajoutées à l'effet de surprise, ayant joué en sa faveur. Il y aurait eu parmi ces trois officiers, le Général Gleiniger, fait prisonnier par la police militaire allemande juste avant la signature des accords de capitulation de la garnison de Limoges (les Allemands ont, par la suite, avancé l'hypothèse du suicide...)».*

Enfin un tout dernier témoignage de type « familial », recueilli tout récemment, en 2011, celui de Michel Barthelot, rapporte quelques précisions complémentaires sur cette action de la Résistance, peu après l'entrée en Creuse de la colonne allemande en repli : *« Charles Cheyroux était le frère de mon grand-père maternel. Il appartenait aux « légaux » de Saint-Moreil. Le 22 août 1944, il était en embuscade avec les autres légaux, entre Le Nouhaud et La Besse quand les Allemands qui avaient quitté Limoges la veille se présentèrent au lieu-dit du Gros Hêtre. C'est lui qui aurait tiré la première rafale de mitraillette sur une voiture de tourisme sans savoir qui se trouvait à l'intérieur. Il s'enfuit aussitôt et au lieu de se replier vers Saint-Amand, il partit dans la direction opposée, vers Pourrioux, ce qui devait lui sauver la vie. Ce n'est qu'ensuite qu'il apprit que le général Gleiniger, commandant la garnison de Limoges, avait été tué dans cette embuscade. Peut-être tomba-t-il sous les balles de Charles Cheyroux. »*

Malgré les imprécisions, résultant du transfert d'informations par le bouche à oreille, ces témoignages complètent le récit de Marc Parrotin.

3. Analyses et interprétations

L'absence, au rendez-vous officiel, du général Gleiniger et de son chef d'état-major, le colonel von Liebich, n'apparaît guère contestable. Cette absence a rendu caduc l'acte de reddition. Il

¹ Sur la dalle du cimetière allemand de Berneuil, il est indiqué 22-08-1944.

² Les « légaux » étaient des citoyens au service du maquis (ravitaillement, embuscades ponctuelles...) qui exerçaient une activité normale, dans la société, le reste du temps.

n'existe donc pas d'acte de reddition de la garnison allemande de Limoges. Dans son ouvrage mémoire, Georges Guingouin n'a d'ailleurs produit que le « *procès-verbal de l'essentiel de la discussion préalable à la capitulation de la garnison allemande de Limoges* ».

La capitulation, qui a bien été effective avec le départ des Allemands dès la fin des négociations et l'entrée des FFI dans Limoges, à 20h 30, comme il avait été convenu, ne repose donc sur aucun accord officiel. Il s'agit bien d'une capitulation sans condition telle que souhaitée par le commandant du Maquis.

Selon Beau et Gaubusseau, c'est le capitaine Stoll qui informe les Alliés de l'enlèvement, par les SS, du général Gleiniger et du colonel von Liebich. Ceci écarte déjà l'hypothèse avancée par le discours populaire du suicide, à Limoges, du général Gleiniger, discours sans doute marqué, a posteriori, par le suicide d'Hitler quelques mois après. Mais Gleiniger n'est pas un fanatique SS, il a même exprimé ses regrets au sujet du massacre d'Oradour, « *un déshonneur pour l'armée allemande* ». Gleiniger est un soldat de la Wehrmacht : le suicide semble bien peu probable et s'il avait choisi cette solution, il eût été inhumé à Limoges plutôt que transporté à Guéret. En imaginant que Gleiniger se soit suicidé, rien n'interdisait à son chef d'état-major de signer l'acte de reddition : mais, lui aussi, avait curieusement disparu !

Si le suicide avant la capitulation ne paraît guère probable¹ et si la version de l'enlèvement telle que développée par le capitaine Stoll était avérée, il faudrait se demander pourquoi, seuls deux des trois officiers ayant participé aux négociations, auraient été enlevés et pourquoi le capitaine Stoll aurait échappé à cet enlèvement par la police SS. Par ailleurs, l'officier Hauschild ne cite que le commandant prisonnier, c'est-à-dire le général.

Selon Guingouin, mais sans aucune référence à une source d'information, Gleiniger aurait été exécuté par les SS après son enlèvement. Les SS, dans leur précipitation de départ, auraient donc acheminé son corps jusqu'à Guéret pour l'inhumer : cela paraît difficile à imaginer. Quant à von Liebich, il aurait été renvoyé dans ses foyers, selon Hauschild, par le général Ottenbacher, lors de l'arrivée de la colonne à Moulins, le 27 août, parce qu'il « *n'était pas en état de porter les armes*² ».

Les deux officiers supérieurs auraient donc été enlevés entre 18h 15 et 19h. Après avoir pris connaissance des conditions de reddition, les plus radicaux des Allemands, dont le régiment de police SS, ont choisi de forcer le blocus de la ville et décidé de partir aussitôt, même avant la fin des négociations (17h, selon l'ANACR), vers Guéret, par la N 141, pour renforcer la garnison locale et l'encadrer en vue des opérations de retraite vers Moulins. En retenant les chiffres de prisonniers allemands avancés, dans les témoignages historiographiques analysés (cinq officiers, 300 soldats, pour Beau et Gaubusseau ; douze officiers, dont le capitaine Stoll, 350 soldats, pour Guingouin), c'est une troupe considérable, d'au moins plusieurs centaines de soldats allemands, et d'un grand nombre d'officiers qui a ainsi pu forcer le blocus³. L'hypothèse de l'enlèvement paraît également

¹ Selon l'historiographe, Pascal Maysounave, dans sa publication aux éditions Lucien Souny, en 1996 (p. 207) « Oradour, plus près de la vérité », celui-ci situe très précisément son suicide à Saint-Léonard-de-Noblat, sans citer ses sources : « *lors de la capitulation allemande à Limoges, une partie non négligeable de la garnison, dont le 19^e régiment de police SS, avec à sa tête Engelbrecht, s'échappe de la ville contrairement aux accords, emmenant le général Gleiniger, qui se suicide dans sa voiture près de la gare de Saint-Léonard-de-Noblat.* »

² Était-il blessé ou envoyé devant un tribunal militaire allemand ?

³ Selon le témoignage de Bernard Chassoux, au passage, à Sauviat, de la colonne allemande en repli, le 22 août 1944, alors qu'il faisait encore nuit, le pont provisoire sur la Vige avait été en partie démonté pour être reconstruit : les madriers ayant été enlevés, il fallut les remettre en place. Toute la colonne allemande suivie par les Miliciens était stoppée à Sauviat et la queue de colonne se trouvait jusqu'au-delà de Vallégeas ! Un camion allemand étant tombé en panne, dans le bourg de Sauviat, à hauteur de la pharmacie, les Allemands ont crevé les pneus du véhicule à coups de mitraillette et ils l'ont incendié afin de le rendre inutilisable par le maquis. Les soldats en tête de colonne, en entendant les rafales de mitraillette, ont cru à une attaque du maquis et ont aussitôt réagi en tirant à leur tour dans toutes les directions au point qu'après leur passage les douilles pouvaient se ramasser, sur la route, par poignées. En quittant Sauviat, ce 22 août 44, les Allemands ont abandonné des grenades dissimulées ça et là dans les branchages des nombreux arbres abattus en bordure de route par le maquis, en juin 44. Ils espéraient sans doute faire des dégâts indirects parmi la population et parmi les enfants pouvant jouer en toute innocence avec ces armes potentiellement très meurtrières. C'était leur cadeau empoisonné !

sérieusement mise en défaut car comment expliquer que la police SS ait refusé la capitulation sans combattre, dans la ville, et ait décidé, dès 17h de battre en retraite avec sûrement la plus grande partie de la garnison ? Les SS qui avaient, lors de leur engagement dans ces unités de protection, fait promesse de dévouement au Führer jusqu'à la mort, seraient partis en retraite sur les routes et auraient, dans le même temps, fait grief au commandant de la garnison de ne pas avoir engagé le combat qu'eux-mêmes refusaient !

4. L'hypothèse de la fuite

Une autre hypothèse qui n'a jamais été examinée à ce jour peut être évoquée. Le général Gleiniger et son chef d'état-major, le colonel von Liebich ont eu tout le temps nécessaire, entre 18h 15 et 20h 30 de retourner à l'Hôtel de la Paix, place Jourdan, et de rassembler les troupes refusant de se rendre aux FFI de Guingouin (la Kommandantur se trouvait également place Jourdan, donc non loin de la route vers l'Est du département). Les deux officiers supérieurs prennent alors le commandement de la colonne allemande en retraite, en laissant au capitaine Stoll la charge d'accueillir les Alliés, et ils quittent Limoges avant l'heure fatidique de la reddition, sans être inquiétés par les FFI¹, le PC de Guingouin se trouvant sur la route de Linards. Néanmoins, la ville de Limoges étant cernée par les troupes de Guingouin, il est impossible d'imaginer que la retraite se soit opérée aussi simplement sans qu'un accord tacite n'ait été conclu entre Gleiniger et Guingouin par représentants interposés : Guingouin se portant garant pour que ses troupes n'interviennent pas pendant la retraite des troupes allemandes, sur tout le secteur que le Maquis de Guingouin maîtrisait parfaitement, c'est-à-dire pendant toute la traversée de la Haute-Vienne. En échange de quoi, les prisonniers retenus encore au Champ de Foire de Limoges, qui étaient tous des condamnés à mort en sursis pour les Allemands, auraient la vie sauve².

C'est sans doute pourquoi Guingouin insiste tellement dans ses mémoires sur le plus beau titre de gloire de ses Maquisards entrant dans Limoges l'arme à la bretelle : celui d'avoir réussi « à sauver tous ces emprisonnés de la place du Champ de Foire, leurs frères d'armes et d'espérance, dont la vie était dangereusement menacée ».

Cette hypothèse est d'ailleurs celle qui a prévalu chez les prisonniers eux-mêmes après leur libération. En effet, dès leur arrivée en Creuse³ et pendant toute la traversée du reste du Limousin, les embuscades tendues par les Maquisards à la colonne allemande en retraite furent alors ininterrompues et les Allemands et leurs alliés miliciens y laissèrent quantité d'hommes, dont le général Gleiniger, de moyens de transport et de matériel.

¹ Les embuscades auraient même été levées, selon Guingouin.

² C'est aussi l'hypothèse émise par un témoin, Yvonne Piarotas, dont les parents Loueyraud, de Rieupéroux, était très proches de Georges Guingouin. Selon ce témoin, Guingouin se serait engagé verbalement, vis-à-vis de l'état-major allemand, à laisser passer la colonne allemande vers l'Est sans intervention de ses Partisans sur toute la traversée de la Haute-Vienne qu'il contrôlait. En contrepartie bien évidemment, les prisonniers condamnés à mort par les Allemands, à la prison de Limoges, seraient épargnés. Cela ne figure dans aucun texte officiel des négociations. C'est ainsi que les Allemands, avec le général Gleiniger et tout l'état major, purent quitter Limoges sans encombre et ce fut la grande victoire de Guingouin, celle de sauver des dizaines et des dizaines de prisonniers condamnés.

³ Toujours selon le témoignage de Bernard Chassoux, au passage, à Sauviat, sur la limite des départements de la Haute-Vienne et de la Creuse, de la colonne allemande en repli, après sa reddition à Limoges, le 22 août 1944, une habitante de Sauviat, Melle P..., très acquise à la cause des Allemands, est sortie sur le pas de la porte pour les congratuler, au moment de la fusillade déclenchée par la panne du camion allemand. Un officier est aussitôt descendu de son véhicule pour lui intimer l'ordre de rentrer chez elle et de fermer ses fenêtres et ses volets. Prenant peur, elle est descendue à la cave plutôt que d'exécuter cet ordre. Mal lui en pris, les Allemands redevenaient, dès cette proximité de la Creuse, extrêmement méfiants et vigilants : ils ne toléraient pas d'avoir au-dessus de leur tête des ouvertures béantes en raison des risques toujours présents d'embuscade et ils lancèrent plusieurs grenades dans la maison par les fenêtres ouvertes créant des dégâts considérables à l'intérieur de la maison de Melle P... et à son piano !

Conclusion

En conclusion, selon toute vraisemblance, le général Gleiniger a péri, sans combattre, lors d'une embuscade tendue par la Résistance, alors qu'il commandait la colonne allemande en retraite vers l'Allemagne. C'est un acte d'héroïsme à rajouter au compte des innombrables actions de résistance du peuple limousin dans une région que les Allemands appelaient « la petite Russie ». De Gaulle ne désigna-t-il pas Limoges comme « Capitale du Maquis ». L'exécution d'un général, c'est sans doute aussi le plus haut fait d'armes de la Résistance, au même titre que la capture du commandant de bataillon, Helmut Kämpfe (6), également à proximité de Sauviat-sur-Vige...

Le fils du général Gleiniger avait sollicité¹ le maire de Guéret, en 1953, pour que la mairie s'assure du bon entretien de la sépulture de son père, mais il n'avait pas exprimé le souhait de rapatrier le corps en Allemagne. La dépouille de Walter Gleiniger fut transférée du cimetière de Guéret au cimetière allemand de Berneuil², en 1969.

A Berneuil les corps des quatre soldats « tués aux combats » du 22 août 44 reposent à présent, toujours ensemble :

- Le général Walter Gleiniger, bloc 2, rangée 17, numéro 637, et à ses côtés,
- Son chauffeur, Nikolaï Papig, et un garde du corps, l'adjudant de police SS (Hauptwachtmeister) Hugo Pachaly, bloc 2, rangée 16, numéro 636, sous la même dalle,
- Sous la dalle précédent cette dernière, l'autre garde du corps, le sergent de police SS (Oberwachtmeister) Johan Steffgen, bloc 2, rangée 15, numéro 542.

Les inhumations se font successivement en fonction des arrivées : donc les quatre dépouilles en provenance de Guéret sont arrivées ensemble à Berneuil... inséparables !

Référence :

- (1) Georges GUINGOUIN, *4 ans de lutte sur le sol limousin*, Limoges, Lucien Souny, 1991
- (2) « La libération de Limoges », rubrique « Historique », site de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance de la Haute-Vienne (ANACR), www.anacr-haute-vienne.com
- (3) Georges BEAU et Léopold GAUBUSSEAU, *R5 les SS en Limousin, Périgord et Quercy*, Paris, Presses de la Cité, 1984
- (4) Michel BAURY, *1939-1945, Augustine-Liberté, cœur de femme au quotidien, Journal de Guerre en Limousin*, Paris, Thélès, 2008.
- (5) Marc PARROTIN, *Le temps du Maquis*, Guéret, Verso, 1984.
- (6) Michel BAURY, *L'erreur fatale du boucher de Combeauvert ou la fin du mystère Kämpfe*, à paraître.

¹ Lettre du 27 juin 1953 et réponse du maire du 5 juillet 1953, communiquées par le Service des archives de Guéret.

² Lettre du 29 mai 1962, communiquée par le Service des archives de Guéret.

IIème partie :

**« L’AFFAIRE GLEINIGER » :
LA VERSION ALLEMANDE**

Cette version s'appuie sur le rapport de l'officier allemand Hauschild¹, qui évoque très brièvement le suicide du général : «*Lors du trajet de Limoges à Guéret, le général Gleiniger se suicida. C'est là que le lieutenant colonel Wienkopp, commandant l'état major de Guéret, prit le commandement de la colonne², constituée par les unités et les services des garnisons de Limoges et de Guéret³* ». Elle est développée dans ses grandes lignes à partir des éléments de correspondance échangés en anglais (pouvant induire des risques d'erreurs d'interprétation) avec le fils du général Gleiniger, Johann-Georg Gleiniger. S'agissant, dans ce cas, d'une histoire familiale, la version qui s'en dégage fait aussi apparaître la part normale de subjectivité autour de laquelle la famille du général s'est construite après sa mort.

Elle présente néanmoins un grand intérêt pour aider peut-être à mieux comprendre encore les événements qui ont précédé la Libération de Limoges, le 21 août 1944, et ceux qui l'ont accompagnée dans les heures suivant la débâcle allemande.

L'affaire Gleiniger a toujours soulevé deux grandes questions auxquelles s'est efforcée de répondre sa famille à partir des éléments d'information essentiellement apportés par l'administration militaire allemande d'après-guerre, mais également par l'historiographie régionale qui l'a probablement « polluée » avec toutes ses insuffisances...

1. Pourquoi le général Gleiniger n'était pas, comme il avait été convenu à 18h 15, au rendez-vous à son Hôtel, pour signer l'acte de reddition de la garnison allemande de Limoges, le 21 août 1944, à 20h 30 ?

M. Johann-Georg Gleiniger répond :

« On demanda simplement à l'un des officiers allemands⁴ faits prisonniers à Limoges où était le général. Mais il ne le savait pas parce qu'il n'était pas présent lorsque le général fut fait prisonnier par un détachement de l'armée allemande, et emmené par le convoi qui perça vers l'est. »

Le général Gleiniger a donc bien quitté Limoges sans rencontrer de résistance, avec un détachement allemand très important puisque 300 soldats allemands, seulement, furent faits prisonniers avec 5 officiers.

Il n'y a aucune réponse apportée dans les échanges sur ce qu'il advint du chef d'Etat-major Von Liebich, lui aussi en principe fait prisonnier par la police SS. Par contre, il existe une lettre, sans doute très intéressante d'un point de vue historique, adressée par Walter Stoll à l'épouse du général :

« En septembre 1944, Walter Stoll envoya une lettre à ma mère du camp de Saint-Paul-d'Eyejeaux, en Haute-Vienne, l'informant qu'il avait été fait prisonnier le 21 août avec d'autres membres du personnel du HVS (Hauptverbindungsstab, Etat-major principal de liaison). Ce jour-là, à 18h30, il fut "séparé" du général. Il demandait des nouvelles du général. Après la guerre, il retourna à Chemnitz, dans la zone d'occupation soviétique, et en 1949, il réussit à "émigrer" en République Fédérale, où il mourut en 1975. Malheureusement, du fait des conditions d'après-guerre en Allemagne, moi, ma mère ou ma sœur ne l'avons jamais rencontré. »

¹ Voir p. 5.

² Par quel officier le commandement de la colonne était-il assuré de Limoges à Guéret ?

³ Soit quelques 2000 hommes.

⁴ Il s'agit de Walter Stoll, incorrectement désigné par l'historiographie locale, sous le nom de Noll. Pas de source proposée pour justifier cette position. Voir analyse précédente sur le sujet.

Il n'existe donc aucun élément nouveau permettant de savoir si le général Gleiniger était réellement prisonnier de la police SS ou s'il commandait le détachement avec son chef d'Etat-major von Liebich qui ne semble pas avoir laissé beaucoup de souvenirs dans le cadre de cette version.

2. Quel fut le rôle de la Résistance dans la mort du général Gleiniger ?

La version allemande considère comme un fait avéré la mort du général Gleiniger à la suite d'une embuscade tendue par les Maquisards. Cette embuscade lui aurait donc permis de profiter de l'inattention de ses gardiens¹ pour rédiger son testament et se suicider aussitôt. Selon son fils :

« Il est un fait avéré que mon père perdit la vie pendant une embuscade, mais de sa propre main et non sous le feu de la Résistance². »

Dans tous les cas, la Résistance est donc bien responsable de la mort du général Gleiniger, directement³ ou indirectement.

Comment la thèse du suicide est-elle soutenue ? Johann-Georg Gleiniger écrit :

« Dans la notification de la mort de mon père que ma mère reçut des autorités militaires à l'automne 1944, il n'y avait aucune allusion aux circonstances. Cela vint après la guerre, d'une administration chargée de reconstituer la trajectoire des victimes de guerre. Dans ces informations d'après-guerre, il était précisé que, selon les archives de la Wehrmacht, mon père se suicida "dans une situation critique". »

Il faut noter que ce n'est qu'après la guerre (la date n'est pas précisée) que l'épouse du général reçoit une description des circonstances ayant conduit au suicide du général et il est fait état d'une « situation critique ». Il suffit de lire l'historiographie de Marc Parrotin pour mieux connaître la situation critique que connurent les Allemands tout au long de la route allant de Sauviat-sur-Vige à Guéret. Ce ne fut qu'embuscades succédant à d'autres embuscades⁴ et la tradition locale rapporte que quantité de corps de soldats allemands et de miliciens ont été enterrés à proximité et tout au long de cette route. Le détachement allemand, quittant Limoges, le 21 août 1944, en fin d'après-midi, n'atteignit Guéret que le 23 août au matin. Et les Allemands quittèrent définitivement Guéret le 24 août, dans l'après-midi. Il n'y eut que peu de temps pour enterrer les morts à Guéret dont « quatre soldats tués au combat » : parmi eux Walter Gleiniger. Il est d'ailleurs surprenant de noter que les autorités militaires en informant son épouse, à l'automne 1944, n'aient fait aucune allusion aux circonstances de sa mort et que la lettre autographe du général n'ait été communiquée qu'après guerre, par l'administration militaire. Faut-il s'interroger sur l'authenticité de cette lettre ?

¹ Des recherches dans les archives de la Wehrmacht restent indispensables pour connaître :

- Le commandant du détachement allemand en fuite : le commandant Aboth et son adjoint Engelbrecht, du 19^{ème} régiment de police SS (Schutz Polizei) ou le général Gleiniger et son chef d'Etat-major von Liebich de la Wehrmacht ?
- Le statut des accompagnateurs du général :
 1. le chauffeur de la voiture était-il le chauffeur habituel du général ?
 2. les deux sous-officiers de police SS étaient-ils ses gardes du corps habituels ? ou bien étaient-ils placés tout spécialement là pour la garde du général prisonnier ? Auquel cas, il y a lieu de s'interroger sur la responsabilité accordée par le commandant du détachement à de simples sous-officiers, adjudant et sergent de police SS : un général prisonnier n'aurait-il pas dû être sous la garde d'officiers de rang ?

² Dans l'hypothèse, toujours possible, où le général aurait été fait prisonnier par les SS pour le conduire en Allemagne en vue de son jugement, le port de son arme ne paraît guère compatible avec son statut de prisonnier. Comment, alors qu'il aurait eu l'autorisation de conserver son arme, aurait-il pu écrire une lettre-autographe à son épouse, puis se suicider, sans être remarqué par ses « gardiens » et par son chauffeur ?

³ Voir témoignage Paul Beylle.

⁴ Cette situation a peut-être pu conduire les SS à se venger sur la personne du général qui avait très probablement avancé la garantie de la Résistance pour ne pas intervenir, au moins en Haute-Vienne. Auquel cas, il pourrait s'agir d'un suicide déguisé et expliquerait pourquoi les circonstances « adaptées » de la mort du général n'ont été rapportées qu'après la guerre. Cependant, il est tout aussi contradictoire pour les SS d'avoir accepté la retraite de Limoges plutôt que le combat jusqu'à la mort conformément à leur idéologie...

3. Pièces citées, en possession de Johann-Georg Gleiniger, restant néanmoins à produire et à authentifier :

1. Lettre de Walter Stoll, emprisonné au camp de Saint-Paul d'Eyjeaux, septembre 1944,
2. Notification de la mort du général Gleiniger, par les autorités militaires, automne 1944,
3. Lettre-autographe du général Gleiniger, remise par l'administration chargée de la reconstitution des trajectoires des victimes de guerre, postérieure à 1945.

IIIème partie :

« L’AFFAIRE GLEINIGER » :
SYNTHESE GENERALE –
CERTITUDES ET INTERROGATIONS

Cet essai ne permet pas de résoudre dans le détail l'énigme de la disparition du général Walter Gleiniger. Il introduit néanmoins de nouvelles pistes de recherche en cernant d'un peu plus près la réalité des faits. Quelques certitudes se dégagent de cette étude :

1. L'acte de reddition de la ville de Limoges n'a jamais été signé par les protagonistes.
2. La percée vers l'Est de la colonne allemande battant en retraite n'a pu avoir lieu qu'avec l'accord implicite de Georges Guingouin puisqu'aucune embuscade des maquisards n'eut lieu à la sortie de Limoges et pendant toute la traversée de la Haute-Vienne : les embuscades ont même été levées. C'est tout le génie de Guingouin d'avoir ainsi pu échapper aux bombardements alliés de Limoges, en laissant les Allemands quitter la ville, et d'avoir obtenu la vie sauve de tous les Résistants prisonniers, promis à la peine de mort par les Allemands. Combien de vies et de destructions ont ainsi pu être épargnées ?
3. Ce succès du chef des FFI a aussi été rendu possible grâce au bon sens militaire du général Gleiniger, commandant la garnison de la ville, soucieux de ne pas engager un combat perdu d'avance, après la défection des gardes mobiles et d'éviter ainsi toute effusion de sang inutile.
4. Le général Gleiniger a payé de sa vie sa décision justifiée de refuser le combat à Limoges. Les versions française et allemande convergent pour affirmer que **le général Gleiniger est mort dans une embuscade tendue par la Résistance, en Creuse, entre Sauviat-sur-Vige et Guéret, le 22 août 1944**, au lendemain de son départ de Limoges.

Il demeure cependant deux grandes interrogations qu'il n'est pas possible de lever pour l'instant, malgré tous les arguments avancés de part et d'autre :

1. Le général Gleiniger était-il en état d'arrestation et entre les mains de la police SS, au départ de Limoges, comme l'ont affirmé le capitaine Stoll ou l'officier Hauschild ? Ou bien commandait-il la colonne allemande en retraite avec l'assurance de non intervention de Guingouin ? Les archives non encore exploitées de Georges Guingouin pourraient peut-être apporter des éléments de réponse. L'enlèvement présumé du général pouvant être alors simplement un élément de désinformation de la communication allemande.
2. Dans quelles circonstances le général Gleiniger a-t-il trouvé la mort dans l'embuscade fatale du Maquis, en Creuse ?
 - **Suicide**, selon l'administration allemande chargée de reconstituer la trajectoire des victimes... après la guerre : scénario qui décharge l'officier supérieur d'être suspecté de désertion et d'avoir été abattu par les « bandes de terroristes ». Comment, en effet, admettre, en tant qu'Allemand, que la Résistance ait pu abattre un général « déserteur » ?

La lettre-autographe du général Gleiniger, remise à la famille après la guerre, peut apporter des informations susceptibles d'éclaircir ce scénario.
C'est cependant ce scénario qui a été adopté par la famille, laquelle a ainsi pu se reconstruire, après guerre, sur l'image très valorisante du respect de l'honneur militaire.
 - **Exécution de hasard par le Maquis** au cours de l'une des nombreuses embuscades tendues sur la route de Sauviat-sur-Vige à Guéret. Ce scénario est étayé par trois témoignages d'anciens résistants, ou de famille d'ancien résistant, qui n'ont pas été les témoins directs de cette exécution, mais ont recueilli des informations fournies au cours des discussions avec les anciens du milieu résistant, pour la plupart à présent décédés. Ce sont les limites de ce scénario, mais des arguments plaident malgré tout en sa faveur, un scénario très valorisant pour la Résistance.

- **Ou exécution de colère par la police SS** qui est aussi le scénario avancé par une certaine historiographie locale. Cette exécution pourrait s'expliquer par le fait que la colonne allemande ne s'attendait pas à subir les assauts à répétition de la Résistance à son arrivée en Creuse et la police SS a très bien pu reporter sa colère sur le général dont la parole donnée de quitter Limoges sans dommage ne contenait sans doute pas la promesse de protéger la colonne de toute embuscade au-delà du département de la Haute-Vienne, contrôlé par Guingouin. L'historiographie locale rapporte même que le général fut incinéré au moyen des lances flammes dont disposait le régiment de police SS, afin que son corps ne puisse être identifié : un corps carbonisé aurait été retrouvé après le passage de la colonne sur le tas de fumier d'une ferme voisine des lieux d'embuscade. La même historiographie prétend encore qu'un soldat allemand, témoin de l'exécution, aurait recueilli le portefeuille du général et l'aurait ensuite adressé à sa famille. Un scénario qui paraît peu crédible, à la lecture des échanges avec le fils du général.

Il existe un moyen simple de lever, une fois pour toutes, ces interrogations : procéder à l'analyse scientifique des quatre corps « morts aux combats du 22 août 44 », déplacés du cimetière de Guéret au cimetière allemand de Berneuil (Charente-Maritime). Cela passe nécessairement par un accord de la famille si elle venait à douter de la version du suicide...